

CRETEIL: LE VERDICT AU RABAIS D'UNE JUSTICE PITOYABLE

M-2792-34-5,00 FF

SEMAINE DU 30 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 1981

# Le Monde

## SOMMET FRANCO-AFRICAIN

## QUE VEUT L'AFRIQUE ?

Canada CDN \$ 1.95 • N° 34 5.00 FF

Maroc 3.50 DH • Tunisie 400 M. • SUISSE 2 F.S.

ISSN 0223-078 X

**Le sommet Franco-Africain**

page 3 et 4

**La régularisation : vers l'impasse ?**

pages 5, 6, 7.



Les policiers entourant les sans-papiers à Valence

**Cinq ans de prison avec sursis pour les assassins de Kader**

page 11

**Cancun : sans rancune et à bientôt ?**

page 15

**Grèce : après la victoire socialiste**

Page 13

**Argentine : trois mères de la « Place de Mai » à Sans-Frontière**

Pages 16 et 17

**Ont participé à ce numéro :**

Moa Abaïd

Nidham ABDI

Farid AICHOUNE

Mejid AMMAR

Khadidja BACHIRI

Kamal BELARBI

Fatima BELHADI

Joël BOULARD

Saïd BOUZIRI

Peïra CAVA

FARIDA

Amadou GAYE

HARTMANN

KAMEL

Mimoun KARIM

Joëlle LANISSI PINTO

Claude MAURIAC

Fabienne MESSICA

Jean-Pierre MIGNARD

Mustapha MOHAMMEDI

Driss MOURAD

Mac Odou N'DIAYE

Aline N'GOALA

Mohamed NEMMICHÉ

Blaise N'DJEHOYA

PACO

Francis TEITGEN

Fowzia ZOUAOUI

Hocine ZOUAOUI

Marc WEITZMANN

Publicité :

Leïla HADDAD

Habib ARFAOUI

Abonnements :

NOURREDINE

ALI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78

Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.

Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.

Directeur de publication : Khali Hammoud.

C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire n° 61715

Diffusion N.M.P.P.

Imprimerie Voltaire-Impression. 93. Montreuil.

**Rendre à l'Histoire ce qui lui appartient**

17 octobre 1961. Pour moi, jeune française de 24 ans, comme tous les jeunes français de mon âge, je le sais, cette date ne représente absolument rien. C'est, il y a à peine quelques mois, que j'ai appris, avec stupeur et effroi, ce que ce jour représente dans l'histoire de la guerre d'Algérie. C'est dans un article écrit par Balibar, intitulé « de Charonne à Vitry » paru dans le Nouvel Observateur de février 1981 que j'ai su ce qu'il s'était passé.

C'est à présent que je dis « j'ai su » car en fait, à ce moment-là, ma première réaction fut l'incrédulité. Comment croire que dans ce pays que j'ai toujours cru suffisamment démocratique pour qu'aucun événement de cette importance ne puisse être caché, on ait laissé dans l'ignorance tout un peuple d'un massacre perpétré dans sa capitale il y a tout juste vingt ans ?

Je fus conforté dans ce sentiment d'incrédulité, lorsqu'en interrogeant mon entourage, je constatai que pas une seule personne n'était au courant. Une de mes amies, algérienne, fille de travailleur immigré, ne savait rien de cette manifestation. Mon propre père, qui à l'époque suivait de près ces événements, n'en avait pas eu connaissance. Il savait bien que ce jour-là, le FLN avait organisé une manifestation dans les rues de Paris mais pour lui, la répression s'était arrêtée à quelques blessés et de nombreuses arrestations.

Pour plus de certitude, je suis allée à Beaubourg consulter les journaux de l'époque, notamment *Le Monde* et *L'Humanité*. Je ne trouvais dans ces deux journaux, dans les éditions du jour, dans les éditions du 18 au 21 octobre, que la confirmation de mes sentiments premiers.

*L'Humanité* faisait état de chiffres que je trouvais déjà très lourds (20 Morts et des dizaines de blessés) mais très en deça de ceux donnés par Balibar dans son article (il parlait de centaines de morts et disparus).

Ce n'est qu'au mois d'octobre 1981, que mes doutes ont ressurgi lorsqu'arriva le vingtième anniversaire de la dramatique journée. J'ai été atterrée en lisant votre ar-

ticle paru dans la semaine du 16 octobre car il apparaît maintenant que plus aucun doute ne soit permis.

Avant de vous écrire cette lettre, je suis retournée consulter les journaux de l'époque pour voir si rien n'avait échappé à mes recherches. Je ne me suis plus contentée de lire les gros titres et de survoler les articles. J'ai décortiqué les quotidiens allant du 18 au 23 Octobre 1961, et cette fois ne recherchant plus des raisons de me conforter dans mon scepticisme, mais la réalité des faits, j'ai cru lire la vérité entre les lignes.

Dans *L'Humanité* du 18 octobre 1961, il est signalé que de nombreux lecteurs avaient écrit pour témoigner ; cependant le teneur des lettres ne fut pas mentionnée. Quant au silence des journaux de droite, il est en lui-même éloquent. La question de savoir si la presse s'est refusée à rendre compte des événements ou si elle a été réellement censurée, je ne saurais y répondre. Tout ce que je peux dire, c'est que s'il y a eu censure pendant cette période troublée de la guerre d'Algérie, cela fait très longtemps qu'elle n'est plus un prétexte. ET malgré cela le secret a été gardé.

Pour moi, pour tous ceux qui se placent résolument à gauche, Charonne était l'honneur sauf de ceux, français qui avaient lutté aux côtés du peuple algérien.

Je m'aperçois aujourd'hui que ce peuple algérien a toujours été dans mon esprit, étrangement absent dans la résistance à la guerre d'Algérie sur le territoire français, comme si cette guerre n'avait finalement eu lieu qu'entre français, colonialistes d'un côté et progressistes de l'autre.

Le 17 octobre 1961 est donc, la découverte de la lutte en France, de tout un peuple majeur pour le respect de sa dignité.

Plusieurs organisations de travailleurs algériens ont demandé à ce que ce 17 octobre soit déclaré journée nationale contre le racisme.

Ce nouveau gouvernement permettra-t-il de « rendre à l'histoire ce qui lui appartient » ?

Elisabeth Bernard



Photo Amadou Gaye

**... En paix, pour faire la paix**

C'est la première fois que j'achète « *Sans Frontière* », je crois, et j'ai été attiré par la discussion entre Nora et Entradas.

Intégration ? Sectes ?

La logique ouvrière voudrait que les ouvriers n'eussent point de patrie, et ce fait, l'intégration dans le monde ouvrier serait universelle.

L'échec de cette logique démontre que les frontières existent bel et bien, car elles séparent les hommes, sinon les terres.

Aucune séparation, aucune différence entre le sable du Sud Marroqui et le sable du Sahara Occidental, et nonobstant la frontière existe.f

Nous ne sommes pas des étrangers à cause de nos origines, mais à cause de nos différences.

Comment gommer ces différences ?

Paradoxalement, un espagnol de la Galicie s'intégrera plus facilement qu'un français de la Guadeloupe.

Mais un catalan français, même blanc, même blond et tout galois qu'il soit s'intègre encore moins bien que le noir antillais.

Bien sûr, je parle de Paris, et je parie que dans chaque ville, le problème est plus ou moins différent.

Pour s'intégrer dans une société, il faut deux choses à la fois : et vouloir s'adapter à une nouvelle culture et être admis par les autres comme l'un d'eux sans différenciation ni clivage.

Si les deux conditions sont

remplies, l'effort en vaut la peine, autrement non.

Quand l'intégration est la discussion entre Nora et Entradas :

— soit le développement d'une culture ouvrière, donc avec la collaboration des bonnes volontés française et elles existent ;

— soit le développement d'une culture immigrée, si la collaboration française manque ou bien elle est trop conditionnée

— soit le développement des cultures d'origines, si on les considère comme supérieures à l'autochtone pour l'éducation des enfants ou la solution des problèmes locaux.

Chaque solution doit être prise individuellement, sans contrainte aucune.

Ce que l'on ne doit jamais plaquer, c'est de continuer ici les politiques que nos gouvernements suivent là-bas.

Nous pouvons, bien sûr, discuter ici nos différents points de vue, mais laissons la guerre aux armées, et limitons-la aux frontières où elle se déroule déjà.

La crise sera longue, et le retour lointain, sinon impossible. Soyons donc la nouvelle Nation ou la Nouvelle France, la Nouvelle Europe ou le Nouveau Monde.

Choisissons en paix pour faire la paix.

Celle-ci est la seule condition que je considère obligatoire pour tous.

Josep Iranzo

LISEZ, FAITES CONNAÎTRE, PARTICIPEZ

ABONNEZ-VOUS

A

**SANS FRONTIERE**Journal de l'immigration et  
du Tiers-Monde

BULLETIN D'ABONNEMENT PAGE 22-23



## COUCOU LES REVOILA !

Il faudra sans doute beaucoup de courage et d'habileté politique à François Mitterrand pour amorcer avec ses partenaires africains le début d'une réelle politique de coopération entre la France et les pays d'Afrique.

Cette politique nouvelle sous-tendue par de grands principes et empreinte de générosité, est condamnée sous peine de voir ressurgir les vieux démons, à opérer des remises en cause déchirantes à vaincre des inerties, et les habitudes contractées au cours de 20 ans de pratiques néo-coloniales.

On avait fini par s'habituer tous les deux ans à ces réunions quelconques groupant des chefs d'Etat frileux soucieux avant tout de conforter leurs pouvoirs souvent impopulaires et chancelants et de trouver auprès du *Mentor français*, appuis, conseils, instructions. Il faudra beaucoup de virtuosité politique à la France pour passer du paternalisme de De Gaulle, à l'interventionnisme musclé de Giscard, en passant par le parrainage sélectif de Pompidou à une politique de coopération fondée sur le respect mutuel et la sauve-garde d'intérêts réciproques. Les dossiers explosifs ne manquent pas : d'abord celui du TCHAD qui sera un test pour la nouvelle diplomatie de la France Socialiste - virage à 90 degrés qui demandera beaucoup d'habileté.

François Mitterrand devra en particulier expliquer à les raisons qui l'ont amené à soutenir militairement le GUNT, quand on sait que son chef GOUKOUNI a longtemps vitupéré les immixtions de la France dans les affaires du TCHAD. Il y a aussi le dossier NAMIBIEN : la France est partie du groupe de contact formé par les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne Fédérale et la Grande Bretagne ; là aussi, on devra s'écarter du double langage qui fut pendant longtemps l'apanage de la politique Giscardienne et le tout devra s'intégrer dans la nouvelle stratégie géo-politique esquissée à Cancun par François Mitterrand.

Macodou.

## Sommet Franco-Africain :

# LES CONFERENCES SE SUIVENT MAIS NE SE RESSEMBLENT PAS...

*Les conférences se suivent mais ne se ressemblent pas ...*

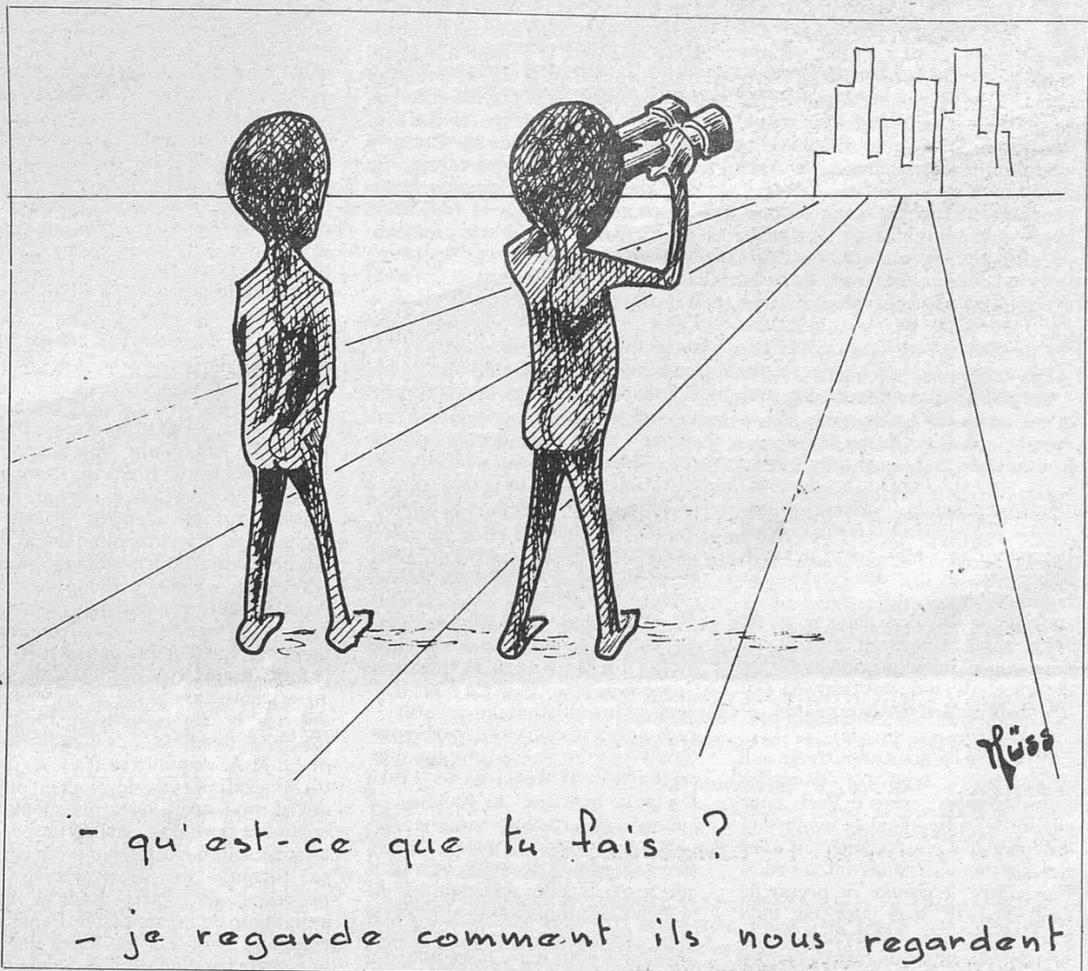
*C'est une étrange histoire que les relations entre la France et les pays d'Afrique Noire, en l'occurrence ses « ex-colonies ».*

*Hier maîtresse d'un empire s'étendant des rives de la Méditerranée aux confins du Congo, la France au lendemain de la deuxième guerre mondiale a dû faire face aux puissants mouvements d'émancipation des peuples d'Afrique et d'Asie. On se souvient que c'est dans son empire que la France combattante a levé des milliers de soldats qui ont participé à sa libération. Le discours de Brazzaville en 1944 suscite un formidable espoir dans une Afrique traumatisée par des siècles d'humiliations.*

**L**es massacres de Sétif en 1945, les révoltes de Madagascar et de l'Algérie, mais surtout la terrible défaite de Dien Bien Phu sonnent comme un glas pour l'empire Français. Malgré les réformes votées à la hâte sur l'indigénat en 1947, loi cadre (1956), le processus final sera l'indépendance sur la quasi totalité des colonies de l'AOFK et de l'AEF en 1960. Mais voilà :

Comment pour la France, passer de l'état de maître et tuteur à celui de partenaire ? Comment concilier les exigences d'hier et de demain ? Comment poser un regard neuf sur un monde changeant pour un pays plusieurs fois visité par la tentation impérialiste ? C'est tout le dilemme de la coopération Franco-Africaine.

Quand au siècle prochain, les petits écoliers ouvriront leurs livres d'histoire, ils apprendront sans doute que le fait capital de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle aura été sans doute la libération des peuples d'Asie et d'Afrique.



1958, la France est embourbée dans la guerre d'Algérie, la confrontation Est-Ouest se poursuit. De Gaulle sent qu'une nouvelle page d'histoire est en train d'être tournée. Pour sauver les meubles, il propose une communauté Franco-Africaine, octroyant une large autonomie aux pays africains, l'essentiel des décisions se prenant à Paris. On sait que la communauté Franco-Africaine eut une existence éphémère.

L'Afrique balkanisée, écartelée dans le conflit idéologique entre l'Est et l'Ouest, n'ayant pas les moyens de sa politique qui se décide dans les chancelleries occidentales, mais surtout livrée aux appétits de la haute finance internationale, fait son entrée dans le concert des républiques « banania ».

D'étranges spectres hanteront le sommet franco-africain ce mardi 3 novembre : celui d'abord du général et de son maître d'oeuvre de politique africaine Jacques Foccart, et plus près de nous celui de Giscard qui avait fait de l'Afrique une « chasse gardée » personnelle.

Disons le mot, la décolonisation fût en réalité une recolonisation ; car comment avoir une politique de développement tenant compte des intérêts des peuples quand on sait que l'essentiel des décisions se prenaient à Paris, et que les perchaires politiques installés par-ci et par-là, grâce aux bons soins de la France, continuent de sévir contre leurs peuples ?

Faut-il rappeler que la France est intervenue en 1964 au Gabon, pour remettre sur pied le régime chancelant et impopulaire de M'Ba prédécesseur de l'actuel président

Bongo lui aussi installé grâce aux bons soins des services secrets français ? Qu'elle s'est livrée à une agression systématique contre le peuple Tchadien en soutenant les régimes réactionnaires de Tombalbaye et de Malloum ? Faut-il rappeler la valse quotidienne des jaguars français décollant de leurs bases du Sénégal pour aller bombarder en Mauritanie les colonnes du Polisario ? Et plus près des mémoires, la honteuse opération dite « de sauvetage » des otages européens de Kolwezi, laquelle eut pour but on le sait de remettre en selle le régime du sinistre Mobutu ?

La liste des forfaits commis contre l'Afrique et les occasions manquées est longue à énumérer.

Vingt ans après les indépendances qui déferlèrent comme un ouragan sur le continent noir, la formidable lueur d'espoir s'est éteinte dans le marasme quotidien d'une Afrique livrée aux sociétés françaises et multinationales avec la complicité des chefs politiques, pauvres personnages falots et médiocres qu'on fait sortir et disparaître de la scène politique au gré des intérêts français comme dans une boîte à malice.

Quel patriote africain n'a pas en mémoire le ballet incessant des chefs d'états africains venus

quémander des subsides pour boucler des fins de mois difficiles avec la traditionnelle photo sur le péron de l'Elysée, l'exécution de l'hymne bidon, et des drapeaux flottants comme des emblèmes capitulaires !

Qui n'a pas en mémoire les diatribes d'un Raymond Cartier dont les cris de guerre furent : « La Corréze plut que le Zambèze ! »

Devant tant de gâchis, de pesanteurs politiques, de bêtises et de médiocrités accumulées, nous disons cela suffit !

Le nouveau gouvernement socialiste a pris l'engagement de ne plus intervenir dans les affaires intérieures de l'Afrique. Reste à le démontrer dans les faits, car comment concilier sa vision démocratique des rapports entre la France et les pays africains, avec la pesanteur du monde des affaires qui écumant l'Afrique ?

Comment respecter l'indépendance des partenaires quand les troupes françaises campent encore au Sénégal et à Bouar (Centre-Afrique).

Comment avoir une vision neuve du développement pour un pays comme la France héritière d'une longue histoire néo-coloniale.

François Mitterrand en ouvrant mardi le 3 Novembre le sommet Franco Africain, devra avoir en tête ceci : « la solidarité entre l'Afrique et la France ne devra plus être celle du cavalier et du cheval »

Mac Odou N'Diaye

Un sommet peut en cacher un autre

# COMMENT FAIRE D'UN ASSISTE UN PARTENAIRE ?

LORS de son dernier voyage en Afrique centrale, au cours d'une conférence de presse, Jean-Pierre Cot a parlé de sa philosophie de la coopération. « *L'Afrique aux africains* », thème giscardien autrefois à l'honneur, comportait des accents à flatter l'amour-propre des africains même si dans la pratique, la politique de l'UDF en direction des pays africains francophones s'inscrivait dans la continuité d'une conception héritée du fondateur de la cinquième république.

Les africains attendent de la « *force tranquille* » une idéologie du développement moins axée sur le spectacle et le profit en favorisant les initiatives s'insérant mieux dans les stratégies de développement au lieu de « *cadeaux* » dont l'efficacité n'a jamais convaincu personne. Le sommet de Cancun, a montré les limites des espoirs des hommes venus du « *Sud* ». Il a néanmoins été l'occasion pour M. Mitterrand, Cheysson et Cot de développer quelques idées fortes dont le contenu devait trouver son application dans cette réunion.

A l'heure où nous « *bouclions* », il était encore trop tôt dans les ministères concernés à Paris pour savoir définitivement le nombre et l'identité des pays participant ainsi que les thèmes qui seront abordés. Par contre, le service de presse de Quai d'Orsay nous informait qu'il y aurait quelques nouveautés : la présence de pays non-francophones comme la Somalie conviée à titre d'observateur, ainsi que l'adoption par la France de résolution allant dans le sens d'une aide économique accrue. Cette année, le gouvernement promet de réaliser pleinement le quota « *onusien* » de 0,7 % du P.N.B. national aux P.M.A., en y excluant cette fois-ci les DOM-TOM, ce qui correspondrait presque à un doublement de sa participation financière. Par ailleurs, les décisions seront prises à Paris, dans l'esprit d'accélérer l'application des accords des organisations africaines telles que ceux de Lagos.

Les thèmes qui seront abordés devront être discutés préalablement par le ministre des affaires étrangères attendu, mais vraisemblablement, ils choisiront des discussions bilatérales, c'est à dire pays par pays avec Paris sur les questions touchant aux accords économiques et financiers, militaires ou techniques : éducation, formation de cadres ou mise en place d'infrastructures matérielles. On sait par exemple qu'il sera question des accords franco-marocains du 3 janvier 72 qui comprennent l'agriculture, l'équipement et l'énergie. La seule certitude qui existe à l'heure actuelle, selon les fonctionnaires du Quai d'Orsay, concerne les trois grands conflits qui dominent l'actualité africaine, à savoir l'Afrique Australe (la Namibie), le Tchad et le Sahara Occidental. Le gouvernement sud-africain est actuellement l'hôte des cinq pays occidentaux venus discuter avec Pretoria des élections en Namibie.

Les émissaires de Mitterrand sont suffisamment clairs et prolixes sur cette question, la France a déjà annoncé un retrait probable du groupe de contact, s'il y avait échec ou si elle jugeait trop molles les pressions américaines sur Pretoria telles qu'elles sont attendues du côté des pays de la ligne du front. Les négociations sur la résolution 435 de l'ONU ainsi que la promesse d'une ouverture de représentation officielle de l'ANC et de la SWAPO à Paris, confirmerait un effort dans l'aide « *aux luttes de libération nationales* ».

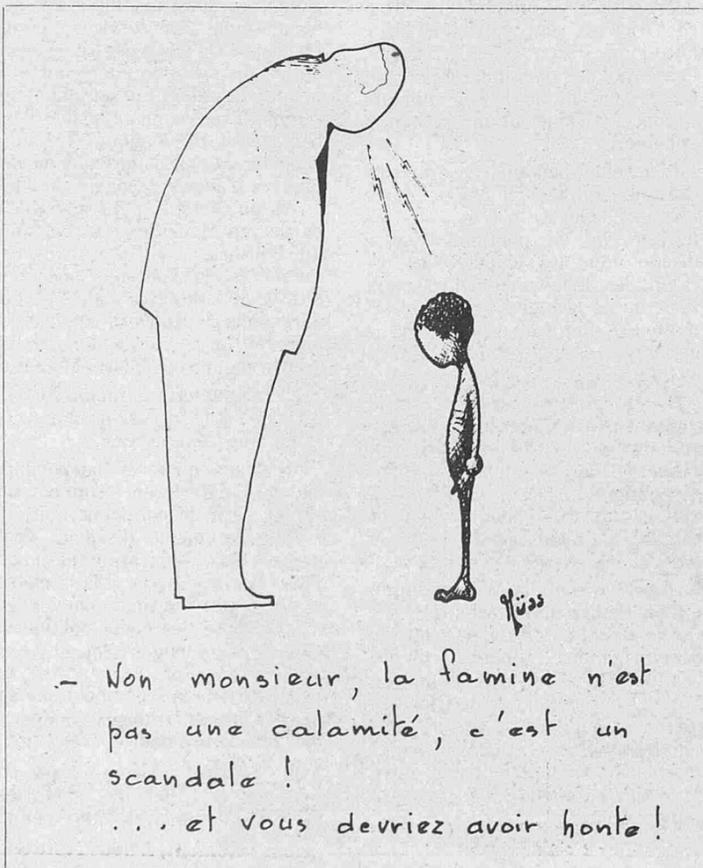
Depuis la visite de Goukouni Weddeye à Mitterrand, la participation « *logistique* » de la France au Tchad s'est accrue afin de consolider l'assise politique et matérielle du GUNT. En plus à l'Elysée, on voudrait voir Khadafi quitter rapidement le Tchad pour l'empêcher de faire des « *bêtises* » et éviter les « *aléas* » que l'on a connu sous Giscard.

Le Sénégal et l'Egypte sont disposés à fournir illico des troupes à la force interafricaine, le Cameroun et le Nigéria s'en tiennent à l'interdiction des accords de Lagos aux voisins d'y participer, tandis que le Gabon propose l'insertion des casques bleus de l'ONU. Reste la question du Sahara qui oppose en principe deux ou trois partenaires de la France : l'offensive saharouie de Gelta Zemmour qui a enclenché un gigantesque mouvement diplomatique dont le point culminant est la visite d'Edem Kodjo dans la région. La France qui se veut et se dit officiellement « *neutre* » dans cette affaire, « *salue* » l'idée issue de Nairobi d'un référendum au Sahara. Hassan II s'est joint à cette solution, il serait donc impossible d'écarter ce problème d'autant

plus que le sommet de Paris précède la réunion du comité de mise en oeuvre de l'OUA - en novembre - de ladite affaire. Les questions sociales concerneront probablement les immigrés d'origine maghrébine et ouest africaine dont les représentants pourront directement apprécier la politique adoptée envers l'émigrant en l'occurrence la régularisation des sans-papiers, les contrôles aux frontières, la formation pour l'aide au retour et ses méthodes d'incitation (cf le film de Mahamoud Zemmouri : « *prends 10 000 balles et casse-toi* »).

Cette rencontre par-delà ses implications économiques et politiques porte une signification aussi historique (dans le temps) quant à la question de savoir s'il s'agit d'un changement en sur-place ou d'une transition vers la rupture. Le gouvernement Mitterrand a « *hérité* » d'un dossier économique qui comporte bien de cas d'échanges assurément inégaux, quelquefois monstrueux, le fond des intérêts de « *l'Etat P.S.* » en Afrique étant le même que celui de son prédécesseur. Jean Pierre Cot, élu président de la conférence des P.M.A. et ministre français de la coopération et du développement devra répondre à deux questions : comment faire d'un assisté un partenaire, comment faire mentir cette formule de Jean Favre - président du Parti Radical et animateur de la campagne Panella contre la faim - qui me disait dans une chambre d'hôtel, que depuis la conférence de l'UNESCO, à Paris, les P.M.A. étaient devenus « *P.M.A.A.* » c'est à dire « *les pays les moins avancés qu'avant* » ?

Blaise N'DJEHOYA



## Prisons turques : EVASION DU CINEASTE YILMAZ GÜNEY



YILMAZ Güney, l'un des grands cinéastes turcs de sa génération, vient de s'évader de sa prison de Topashi, prison « *modèle* » qui se trouve dans la partie asiatique d'Istanbul. Connu en France par son merveilleux film « *Le Troupeau* ».

Güney, n'est pas seulement le premier des cinéastes turcs, c'est aussi un héros populaire national. Des douzaines de kiosques d'Istanbul vendent de grands posters qui le représentent, à côté de ceux de James Dean et de Marlon Brando. Yilmaz Güney, est né en 1937 près d'Adana, ville principale du Sud-est de la Turquie.

Fils d'un paysan Kurde, Güney a été ballotté pendant son adolescence d'un travail subalterne à l'autre qu'il exerçait à temps partiel - porteur d'eau, ouvrier agricole, ramasseur de coton, apprenti-boucher - ce qui lui permettait de suivre les cours d'une école où déjà il fonda une éphémère revue littéraire. Puis il étudia le droit à l'Université d'Ankara et l'économie à celle d'Istanbul. En 1958, il entra dans l'industrie du cinéma, il devint bientôt acteur et scénariste, et travailla régulièrement avec le cinéaste Atif Yilmaz.

En 1961, Güney publia un roman intitulé « *Equation à trois inconnues* » qui fut considéré comme une propagande communiste, ce qui lui valut une peine de prison de dix-huit mois. A sa libération en 1963, il se remit à jouer et fut la vedette de plus de quarante films, surtout des mélodrames commerciaux. Son visage hâvre et son style de jeu très intérieurisé firent de lui l'acteur de cinéma le plus populaire de Turquie, surnommé « *Le Roi Laid* ».

En 1968, année cruciale de la révolte étudiante et de la radicalisation du Tiers-Monde, Güney rejeta les pièges du vedettariat et gagna une indépendance totale, fondant sa propre société de production, Güney filma ILIK et fit une série de films à commencer par UMUT

(Espoir) qui remporta un grand succès critique.

Ce film analysait les problèmes sociaux avec un réalisme et une rage absolument sans précédent. En 1972, Güney fut arrêté pour avoir soutenu des groupes révolutionnaires et condamné à deux ans de prison. A l'arrivée du pouvoir de centre-gauche de Ecevit, en 1974, Güney bénéficia de l'amnistie générale appliquée aux délits politiques. Il se mit aussitôt à travailler à l'un de ses meilleurs films, *ENDISE*, (l'Inquiétude) qui parlait des ramasseurs de coton près de sa ville natale Adana. Le tournage avait commencé depuis une semaine à peine, lorsqu'une dispute violente s'éleva dans un bar où se trouvait Güney en compagnie de certains de ses collaborateurs. Güney fut arrêté pour meurtre et condamné à vingt-quatre ans de travaux forcés, peine réduite plus tard à dix-huit ans. Il semble difficile de prouver sa culpabilité, mais si l'on étudie les déclarations des témoins oculaires, il semble qu'il y ait en tous cas, une provocation considérable. *ENDISE* fut terminé par Seris Gören.

Les films de Güney (*L'Espoir*, *élegie*, *l'Inquiétude*, *les Malheureux*...), sont durs et sans compromis avec une tendance fort compréhensible à être trop didactiques. Ils contiennent à des moments de profondes tendresses humaines qui font paraître ses personnages encore plus désespérés et leurs espoirs encore plus inaccessibles. Le cinéma de Güney est solidement enraciné dans la culture et la société turques et réfléchit ses problèmes comme ses contradictions inhérentes.

La prison n'a pu briser sa carrière de cinéaste et de scénariste (*Le Troupeau*, oeuvre écrite durant son incarcération). Après cette évasion, espérons que Yilmaz Güney trouvera une « *terre d'asile* » pour poursuivre ses oeuvres inachevées.

M.N.

Politique de l'immigration et arbitrages ministériels

EN TOUTE LOYALTE...



Photo Brahim

e Septennat fut prometteur. Par télégramme le Ministre de l'Intérieur privait d'effet les expulsions prises sous Giscard. Tous se voyaient alors accorder un récépissé valant autorisation provisoire de séjour pour une durée de trois mois.

Simultanément par le même télégramme, les autorités de police étaient invitées à maintenir le contrôle à l'entrée des frontières. Cette mesure fut évidemment moins spectaculaire que la première mais peut-être plus révélatrice des ressorts de la nouvelle politique.

L'axe fondamental de la politique d'immigration était déjà tracé. La République s'accommoderait de son contingent actuel d'immigrés mais n'en accepterait plus de nouveau.

Là où l'ancien gouvernement procédait par mesures empiriques et ponctuelles, le nouveau a donné force de loi mais au service des mêmes données.

Ainsi en est-il de la monstrueuse procédure d'entrée. Certes Arenc fut un mal, mais que dire d'Arenc légalisé ? Arenc pourtant dénoncé par le parti socialiste alors dans l'opposition est déferé par lui à la censure du Conseil Constitutionnel.

Dans la réglementation nouvelle, tout étranger doit présenter pour être admis à pénétrer sur le territoire français, des garanties (billet de retour incessible, photocopie de la carte de séjour de l'invitant, justification d'un travail dans son pays d'origine...), mais encore répondre à un interrogatoire mené, de haute psychologie, par la police des frontières.

Si ces garanties ne sont pas jugées satisfaisantes, ou les réponses adéquates, l'étranger sera retenu 24 heures, par la police. A l'issue de ces 24 heures, le Procureur de la République saisit le

Président du Tribunal de Grande Instance aux fins de voir décerner « un mandat de rétention ». Et ce pour le temps nécessaire à l'exécution du refoulement.

Cette disposition légale est consternante car elle introduit pour la première fois, dans une législation pénale, hors des temps de guerre, le principe de la détention sans infraction.

La présence de l'avocat aimablement prévue par le texte est une fioriture d'aspect sympathique mais tout à fait inutile.

Quant à la loi elle-même, elle a été justement qualifiée de « Bonnet bis ». L'essentiel tient à ce que les refoulements à l'entrée des frontières remplacent les expulsions des résidents.

La loi Bonnet avait multiplié les motifs d'expulsion (usage de faux documents administratifs, situation irrégulière...). Plus prosaïquement, le Gouvernement en est revenu à l'expulsion fondée sur le trouble à l'ordre Public. Il n'est pas en droit de notion plus imprécise et donc plus extensible. En fait, toute infraction justifie une expulsion.

Quant à la procédure de régularisation, sa mise en oeuvre se heurte à deux obstacles majeurs : d'abord les immigrés craignent à juste titre le fichage par les services de police ; ensuite les patrons sont plus que méfiants à signer des contrats, plaçant d'un seul coup de la main d'oeuvre clandestine bon marché sous la protection des lois sociales.

Les problèmes spécifiques que posent les « sans papiers » et les « faux papiers » ne sont- c'est le moins qu'on puisse dire- qu'imparfaitement résolus.

Certes, le Parlement a aggravé la répression contre les employeurs clandestins -loi noble dans son principe- mais dépourvue d'ef-

ficacité dans ses effets. N'entrant en application qu'au 1er janvier 1982, les patrons auront vite fait de licencier les salariés clandestins -ou auront pris le parti d'encourir des sanctions plus sévères.

« La nouvelle politique de l'immigration » ne rompt pas les termes des inégalités Nord-Sud. Elle les prend même totalement en compte pour les résoudre au profit du Nord. Certes, les Ecrivains Etrangers, quels qu'ils soient n'auront pas à répondre aux questions perspicaces des agents affectés à la Police des Frontières, puisqu'invités par la Présidence de la République mais il s'agit là plus d'une politique des Droits d'Auteurs que d'une politique des Droits de l'Homme.

Il est navrant que la France, à l'origine de toutes les chartes internationales sur la liberté de circulation adopte une telle politique protectionniste en matière d'accès sur son territoire.

Enfin, si certaines dispositions de cette loi, néfastes en elles-mêmes, seront adoucies par la pratique d'un Gouvernement socialiste, convient-il encore de s'interroger sur les garanties offertes par la seule bonne volonté de ses auteurs.

Mais qu'en deviendra-t-il s'ils perdent un jour le pouvoir et quelle arme redoutable ils laissent à leurs successeurs ?

Le Président François Mitterrand disait vouloir passer de son Septennat des traces ineffaçables.

Nous ne voulons pas croire que c'est de celles-là qu'il s'agit.

Nous avons soutenu sa candidature. Nous avons soutenu avec loyauté certaines marques de sa politique. C'est avec cette même loyauté que nous n'aurons de cesse que cette loi soit abrogée.

Jean-Pierre Mignard  
Francis Teitgen  
Avocats au barreau de Paris

FRANÇOIS, GASTON, EDITH... et les autres

Par : El Yazami Khammar

Lorsque François Autain acceptait il y a 6 mois le poste de Secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, il ne se doutait peut-être pas tout à fait des difficultés qui l'attendaient, ou, s'il s'en doutait, il devait être confiant, porté qu'il était par la joie du 10 mai.

Rappelez-vous la Bastille, le soir de la victoire, ou le boulevard Saint-Michel sous la pluie du 21 mai, le jour de l'investiture. La victoire de la gauche se disait avec de drôles d'accents, et on ia fêtait au sons de musiques venues d'ailleurs ...

Les basanés, interdits d'urne, clamaient leur espoir ... et on se sentait -un petit peu, bien peu, mais- citoyens de ce pays ...

Vint l'été, ses APS et ses rodéos, les circulaires et la concertation, et enfin ce débat parlementaire de la fin septembre qui occasionnera quelques éclats, mais qui fut bien loin de ce débat national qui nous était promis.

Et puis vint la rentrée, avec cette régularisation qui ignore les clandestins, ces flics qui ont peur dans la métro, une administration qui rechigne à appliquer les directives, si timides soient-elles, et ces meurtriers de banlieue qui crient au meurtre !

Bref, l'état de grâce est bien fini ! Et les difficultés pointent à l'horizon.

Il serait présomptueux d'avancer des explications sur les difficultés de la nouvelle politique de l'immigration mais on peut d'ores et déjà esquisser quelques hypothèses, dont deux nous semblent essentielles.

Tout d'abord, on ne peut répondre aux aspirations des immigrés, leur rendre justice sans s'attaquer à quelques privilèges, aux places fortes de l'exploitation, et sans faire sauter ici et là quelques verrous.

On ne peut en même temps, satisfaire le saisonnier marocain et son patron agriculteur, le plongeur égyptien, et le restaurateur qui l'emploie au noir, le coupeur turc et la boîte de confection qui lui suce le sang ... En annonçant à Valence samedi 24 octobre la résignation du gouvernement à vivre avec le travail clandestin, M. Autain révèle en fait le choix implicite du nouveau pouvoir : oui à la générosité tant qu'elle ne touche pas les intérêts des « petits » négriers. Entre les français et les immigrés, il fallait trancher -et je concède que ce n'est pas un choix « populaire », mais la justice est à ce prix.

La deuxième hypothèse est qu'un secrétaire d'Etat aux immigrés qui ne dispose pas d'administration indépendante, qui dépend pour chaque domaine de sa politique des autres ministères est, je le crains, bien impuissant.

Il ne s'agit pas de demander une gestion à part des problèmes de l'immigration, mais on a l'impression que chaque fois qu'il y a un heurt entre le Secrétaire d'Etat et un quelconque ministère, c'est finalement ce dernier qui l'emporte.

Citons quelques exemples. Claude Cheysson se taille un beau succès à Alger en annonçant l'octroi du droit de vote aux immigrés. Face à la levée de boucliers -profondément chauvine-, il reviendra à M. Autain d'expliquer que cela ne se fera pas aux élections municipales de 83. Ouf, on respire, la pureté des urnes françaises est saine et sauve : il n'y aura pas de bulletins de vote basanés. Pourtant, c'est le Quai d'Orsay qui, semble-t-il, voulait limiter le droit d'association.



Gaston Defferre distribue des APS à tout le monde, et concocte tranquillement son projet sur « l'entrée et le séjour des étrangers ». Face aux députés socialistes qui rappellent les engagements du Parti, M. Autain semble bien impuissant. D'Alger, le Maire de Marseille est ferme, et M. Autain défend un projet qui n'est peut-être pas entièrement le sien.

Lorsque ses services veulent s'occuper des sans-papiers à l'agriculture, c'est Mme Cresson qui rappelle « les difficultés » DES petits exploitants agricoles.

Bref, on dirait qu'à chaque initiative nouvelle du Secrétariat d'Etat, l'ogre de l'arbitrage ministériel est là, pour limiter et grignoter les ambitions de la nouvelle politique.

Comme si les ministres tenaient à chaque confrontation le langage suivant : d'accord pour la solidarité mais le réalisme d'abord.

On a alors bien peur que le Secrétariat d'Etat ne devienne une sorte d'énorme bureau d'accueil, sans pouvoir réel, aiguillonnant les immigrés, qui tout naturellement pensent à lui, l'interpellent de préférence à chaque difficulté qu'ils rencontrent, le chargeant de otus les maux de la terre.

En poussant à l'extrême, j'imagine M. Autain « amené » à nous dire : pour le séjour, voyez M. Defferre, les problèmes scolaires, M. Savary, les cités à vigiles, M. Quilliot, les saisonniers, Mme Cresson, la culture, M. Lang ...

pour ne rien vous cacher, je n'aimerais pas être à sa place, car il me semble bien que la solidarité gouvernementale va primer la solidarité tout court.

Heureusement, il nous reste le droit d'association ...

# Cent mille «sans-papiers» seront régularisés annonce MrAUTAIN! ET LES AUTRES ?

**L**ancée il y a 2 mois, l'opération de régularisation des sans-papiers marque le pas, et à mi-parcours, on parle déjà d'échec partiel, voire d'impasse. Les obstacles sont de trois ordres : les critères restrictifs de la circulaire, les difficultés créées par l'administration et enfin la réticence des patrons à régulariser.



Dimanche 25 octobre 1981, à Valence, les « sans-papiers » se dirigent vers le congrès du P.S.

## LES SAISONNIERS AU CONGRES DU PS

Les « sans-papiers » en majorité travaillant dans l'agriculture se sont rassemblés à Valence lors du congrès du Parti Socialiste, tant pour alerter les congressistes que pour rencontrer les responsables gouvernementaux. Kamal Belarbi y était pour Sans-Frontière.

**P**remier moment de ce long week-end, le samedi 24 septembre à 14h30. M. Autain arrive à la M.J.C. du Polygone, distante d'une centaine de mètres du Palais de la Foire où se tient le congrès. Les « sans-papiers », venus de Montélimar et de Valence semblent ne pas y croire et sont, au début, quelque peu intimidés, mais prennent très vite de l'assurance pour instruire avec leurs amis français, le procès de l'opération de régularisation en cours. Au banc de l'accusation : les critères restrictifs de la circulaire, les tergiversations de l'administration et le refus obstiné des patrons de jouer le jeu. Le Secrétaire d'Etat écoute patiemment et à tour de rôle, Odile et Aziz, Pierre et Karim, Michel Lefranc, président de la FASTI, et tous les sans-papiers présents, démontrent à force de preuves et d'exemples que moins de 20 % de clandestins seront régularisés. Aux difficultés désormais bien connues que rencontrent les immigrés au plan national, les interventions ajoutent la réalité régionale : celle de l'agriculture méridionale qui, de la Drôme à l'Hérault, vit, ou survit, grâce aux dizaines de milliers de saisonniers. Un chiffre résume à lui seul ce long réquisitoire : à la dernière réunion des sans-papiers au local de l'ASTIV, le 18 octobre, sur 70 candidats à la régularisation, 4

seulement avaient pu réussir cette véritable course aux obstacles que sont les critères de la circulaire, les lenteurs de l'administration et la

« mauvaise volonté » du patronat.

M. Autain va tenter alors de répondre, « incomplètement », précise-t-il.

D'entrée de jeu, il rappelle que « cette opération de régularisation exceptionnelle et non-renouvelable, est complexe, délicate » et qu'elle « n'a pas encore trouvé son rythme ».

« La situation est bien celle que vous décrivez », dira-t-il, et « nous essayons d'adapter les directives aux réalités. Il n'est pas question de revenir sur le premier critère : la

date d'entrée. Ce point a fait l'objet d'arbitrages ministériels difficiles à obtenir et d'une communication au conseil des ministres ».

M. Autain promet alors de rappeler à l'ordre les services qui exigent coûte que coûte un passeport (comme le fait la préfecture de la Drôme) alors que la circulaire précise que le travailleur peut amener n'importe quelle preuve de son entrée en France avant le 1er janvier 81, mais insiste sur le fait que ce critère est définitif : « Pour des raisons évidentes qui

tiennent à la crise économique que nous traversons, nous avons décidé de ne plus accueillir de nouveaux travailleurs immigrés et en cela notre politique ne diffère pas de celle du septennat précédent ».

Au passage, le Secrétaire d'Etat concède que l'arrêt de l'immigration ne mettra pas fin au travail clandestin ;

« C'est le lot des pays développés, et tant que subsistera une différence de développement, il sera difficile de stopper et d'inverser le flux migratoire ». La solution, pour le Secrétaire d'Etat, réside dans les négociations avec les pays d'émigration pour « contrôler au départ » ces flux, (Gaston Defferre a obtenu en septembre dernier, l'accord des algériens pour une telle collaboration). Pour pouvoir se consacrer aux immigrés en règle qui sont « chez eux ».

Quant au deuxième critère, celui de l'emploi stable, M. Autain confirme qu'il est « difficile de déterminer avec précision ce qu'est un emploi stable », et c'est pourquoi, ajoute-t-il, « nous avons prévu les commissions départementales pour étudier les cas particuliers, d'autant qu'en matière d'immigration clandestine, il y a autant de cas que de personnes ».

« L'interprétation restrictive » faite par les préfectures « complique notre tâche », précise M. Autain, qui annonce la promulgation d'une circulaire concernant les saisonniers (voir encadré).

« C'est un risque (!!) que nous acceptons de courir », dit-il en substance, « car les saisonniers régularisés quitteront l'agriculture pour d'autres secteurs et libéreront des emplois que de nouveaux clandestins viendront occuper ». De

### SAISONNIERS Les critères de régularisation

Le 27 août 1981, une instruction complémentaire à la circulaire du 11 août 1981 (fixant les conditions de régularisation), excluait les travailleurs saisonniers du bénéfice de cette opération, et annonçait que leur situation « ferait l'objet d'un examen ultérieur en liaison avec le Ministère de l'Agriculture ».

Ce dernier, sous la pression semble-t-il des organisations syndicales d'exploitants agricoles, voulait que ce problème soit traité à part. La nouvelle circulaire est donc le fruit de l'arbitrage interministériel et ses dispositions s'en ressentent fortement. Elle porte sur deux sujets essentiels : la régularisation de certains saisonniers et le rappel des « conditions en fonction desquels devront être dorénavant examinées les demandes d'introduction de travailleurs saisonniers ». Au passage, elle constate « les pratiques

abusives grâce auxquelles des travailleurs ont pu, sous prétexte de travaux saisonniers demeurer en statut précaire » et annonce une réforme globale des conditions d'entrée et d'emploi de ces travailleurs.

Seront régularisés les saisonniers « se trouvant en France en règle au regard du séjour et du travail lors du dépôt de leur demande, et qui justifient avoir travaillé 24 mois du 1er janvier 1979 au 31 décembre 1981 sous couvert de contrats saisonniers ».

Les saisonniers se trouvant actuellement dans leurs pays mais ayant travaillé deux ans, toujours sous couvert de contrat, durant les trois dernières années, peuvent bénéficier de ces mesures. Dans tous les cas : les demandes doivent être faites avant le 31 décembre, et les saisonniers doivent produire un ou deux contrats souscrits pour une durée totale d'un an. Si l'intéressé se trouve en France,

c'est à lui d'accomplir les démarches de régularisation ; s'il se trouve dans son pays, il appartient à l'employeur qui souscrit le contrat de les effectuer. La circulaire précise que la situation de l'emploi demeure en principe opposable à de telles demandes, mais stipule néanmoins qu'elles soient examinées « cas par cas, avec la plus grande bienveillance ».

La deuxième partie de la circulaire recommande la vigilance lors de l'examen des contrats d'introduction des travailleurs saisonniers, et une stricte application des clauses de la circulaire du 16 mars 1976. Elle demande enfin aux Préfets des départements à forte immigration saisonnière de convoquer le groupe de travail, prévu dans la circulaire sus-dite (et auquel les syndicats participent), pour veiller à l'application de ces instructions.

K.B.

## Et les autres ?

tout le débat, ce sera l'argument le plus contestable du Secrétaire d'Etat. Car poussé par sa logique, il n'y a qu'à légaliser le travail d'Etat. Car poussé à l'extrême, il n'y a qu'à légaliser le travail clandestin dans l'agriculture, et j'en connais qui, dans le Vaucluse ou l'Hérault, applaudiraient des deux mains.

« Une amélioration a été amenée à la circulaire (cas des clandestins qui occupent des emplois à temps partiels) et une lacune subsiste (cas des intérimaires) » conclut M. Autain qui refuse de condamner dès maintenant l'opération en cours. « Il faut attendre, et la date du 31 décembre n'est pas une date butoir. Si à cette date, on s'aperçoit qu'il y a des dossiers non encore examinés, il sera toujours possible de proroger de quelques jours ou quelques semaines ».

L'essentiel est déjà dit dans ce débat qui va durer au total près de trois heures, mais où les propositions semblent inconciliables.

D'un côté, on demande la régularisation de tous, et la permanence de tous les saisonniers. De l'autre on se refuse à « régulariser n'importe qui, n'importe comment, et n'importe quand ».

Deuxième rendez-vous, le dimanche matin à 11 heures, Palais de la Foire.

Ils sont une centaine sans papiers, tenus à distance par un cordon de policiers. Aux immigrés qui protestent, un responsable du Service d'Ordre du congrès explique que c'est à cause des jeunes giscardiens qui manifestent, pas très loin. Réponse d'un immigré : « Les giscardiens ne sont pas basanés ! »

Finalement, une délégation est reçue par deux députés, Mm Derosier et Bellon, et des responsables du secteur international du PS.

Le même dialogue recommence, à une différence près : les députés semblent plus au fait des détails de lois qu'ils viennent de voter (et où ils ont joué un rôle appréciable), que des difficultés de la régularisation.

C'est un insoumis qui mettra fin à la discussion en venant jeter une deuxième bombe fumigène dans le local où nous étions rassemblés.

Dehors, sous la pluie, nous retrouvons les manifestants toujours rassemblés en train de danser. Les giscardiens (qui avaient un moment crié avec les sans-papiers, « français, immigrés, tous unis » !!!) ont été dispersés depuis longtemps...

Les gens se dispersent en se donnant rendez-vous l'après-midi pour faire le bilan, mais déjà un point semble clair, que la lecture des journaux du lendemain confirme : avec deux bombes fumigènes, les insoumis avaient créé l'événement...

De la démarche « calme et sereine » des sans-papiers, personne n'a soufflé mot... Mais ce n'est pas une raison, n'est-ce pas, Aziz, Karim, Odile et tous les autres...

Continuez et bon courage.

Kamal Belarbi

## A mi-parcours, Mr Autain fait le point

# QUE DISENT LES CHIFFRES ?

Il y a une semaine une dépêche de l'AFP révélait la préoccupation des services de Mr François Autain quant au déroulement de l'opération de régularisation. On y apprenait qu'au cours du mois de septembre ils n'avaient reçu que 15.000 dossiers, et qu'à ce rythme là, en fin d'année, à l'issue de l'opération, à peine 60.000 travailleurs auront régularisé leur situation, en supposant que leurs dossiers remplissent bien les conditions énumérées dans la circulaire du 11 août.

Dans toutes les régions, y compris, celles à forte population immigrée, le nombre des dossiers étaient, selon cette dépêche, toujours faible et les premiers rapports officiels affirmaient qu'un grand nombre de candidats à la régularisation ne répondent pas aux critères requis. Dans le Nord par exemple, la Préfecture de Lille n'a reçu pendant les six premières semaines de l'opération que 900 demandes dont la moitié sera probablement rejetée.

A Marseille, la Préfecture des Bouches du Rhône avait délivré durant le seul mois d'août, 4.100 Autorisations Provisoires de Séjour mais n'a comptabilisé que 118 dossiers complets reçus depuis le premier septembre.

Dans la Drôme, la Direction du Travail a annoncé le vendredi 23 octobre qu'il y a 54 dossiers acceptés pour tout le département, alors que l'ASTI a eu en sa possession 300 dossiers de sans papiers.

Ces chiffres confirment les cris d'alarme lancés ici et là par des organisations immigrées et de solidarité.

Lors d'une conférence de presse tenue le mercredi 28 octobre à l'issue d'une visite aux locaux de l'ONI à Paris, le secrétaire d'Etat a tenu à rassurer, tant par les chiffres rendus publics que par les nouvelles mesures annoncées ; il a lancé en outre une sorte d'avertissement public aux administrations réticentes et aux patrons récalcitrants. L'opération de régularisation a nécessité le recrutement de 400 vacataires au Ministère de l'Intérieur et la préaffectation de plusieurs dizaines de fonctionnaires dans les Directions Départementales du Travail.

Le Secrétaire d'Etat ou des membres de son cabinet ont tenu des réunions de concertation dans vingt départements à forte population immigrée ; enfin, une cellule nationale de suivi se réunit tous les 15 jours pour suivre le déroulement de l'opération.

Les chiffres rendus publics par le Secrétaire d'Etat portent sur vingt départements les plus concernés par la régularisation (la Région Parisienne, l'Alsace et la Lorraine, Rhône-Alpes, et Provence Côte d'Azur). Les préfetures de ce département avaient délivré du 6 juillet au 31 août 64.440 APS ; à la date du 15 octobre, 44.712 dossiers de régularisation ont été déposés et, 14.917 ont pu être transmis

complets à la D.T.M.O. ; 1.300 cartes de travail et de séjour ont été délivrées à cette date.

Si Mr Autain insiste pour que ces chiffres soient interprétés avec prudence, il prévoit tout de même, si le rythme, actuel se poursuit, le dépôt de 100.000 dossiers de régularisation.

Le Secrétaire d'Etat en conclut que « la régularisation exceptionnelle décidée par le gouvernement est une opération qui suit son cours normal. Ce n'est ni l'invasion, ni la désaffection prôchées par les uns et les autres ».

La deuxième partie de la conférence de presse a été consacrée aux nouvelles mesures du secrétariat d'Etat. Après avoir annoncé les circulaires sur les saisonniers, (voir ci contre) Mr Autain a parlé des intérimaires et des employés de maison :

« bien que les textes en vigueur soient peu favorables à la régularisation d'immigrés dans cette situation, il est apparu peu équitable de les priver du bénéfice de la circulaire du 11 août car ils ont bien plus souvent subi que choisi le travail intérimaire ; aussi sommes nous décidés à examiner leurs cas de manière favorable. Quant aux employés de maison ils pourront bénéficier de la régularisation ; leur situation est parfois complexe car ils peuvent avoir plusieurs employeurs et il a été décidé que ceux-ci pourraient souscrire en commun le versement de la redevance à l'O.N.I. »

La dernière partie de la conférence de presse a confirmé à contrario le pessimisme et les craintes de certaines associations puisque le Secrétaire d'Etat a réaffirmé quelques vérités pourtant évidentes. Ainsi a-t-il souligné, tout immigré présent en France avant le premier janvier 1981 a droit à l'ouverture d'une procédure de régularisation.

« Les guichets sont des lieux de réception, et non de filtrage des demandes. Un dossier et un récépissé doivent être remis aux personnes qui se trouvent dans ce cas. »

C'est aux commissions d'examiner leur cas et non aux administrations précise-t-il. Enfin un avertissement est lancé aux employeurs qui licencieront les sans papiers demandant un contrat : « nous ferons preuve de grande sévérité à l'égard de ces employeurs » ajoute Mr Autain tout en rassurant les immigrés qui ne pourront bénéficier de la régularisation : « la fin de l'opération... ne marquera pas le début d'une chasse aux immigrés ».

L'intention est, à l'évidence, généreuse mais on peut se demander, et ce n'est qu'un exemple, si les 26 travailleurs « clandestins » qui occupent les locaux de l'entreprise D.M.S., dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement, depuis une semaine, pensent déjà au 1<sup>er</sup> janvier 1982. Il me semble qu'ils ont une préoccupation plus immédiate : 1 contrat de travail.

K.B.

## DU CÔTÉ DES PAKISTANAIS

Rue Saint-Luc dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, samedi 24 octobre dix heures du matin, les travailleurs Pakistannais commencent à venir, ils se sont contactés tout au long de la semaine, inquiets, ils veulent faire le point sur la situation de la régularisation.

Vers dix heures et demi ils sont déjà près d'une centaine, pour la plupart ils ont des récépissés, mais se trouvent devant le fait que les patrons ne veulent absolument pas délivrer de contrats de travail.

Eux ils travaillent pour certains depuis déjà un ou deux ans dans la restauration ou la manutention, et quand ils demandent un contrat à leur patron, il les licencie, ou dans les meilleurs des cas leur demandent tout simplement de se taire. Le contrat pour la régularisation est donc une obsession, surtout quand une autre partie d'entre eux

sont les habitués du « Tchoko » du Sentier (voir ci-après), où il n'est même pas question pour eux de patron mais simplement d'une présence en attendant « le contrat terrible » d'une heure ou deux payées par une main anonyme, qui tient à le rester.

La majorité des pakistannais baignent dans le travail au noir complément précaire, et donc risquent effectivement d'être hors champs pour la régularisation.

Leur assemblée de samedi pour la régularisation, est un premier acte pour poser le problème concret de la régularisation nécessaire. Ils continueront à se réunir tous les samedi matin afin de faire le point sur leur situation, et commencer le procès des patrons qui ne veulent pas jouer le jeu de la régularisation.

S.B.



## Un marché d'esclaves « LE TCHOCKE »

Rue d'Aboukir, rue de Clévy, rue des Jeuneurs, des diables qu'on tire, qu'on pousse un peu plus loin la place du Caire : des hommes de bout attendent toute la journée qu'un employeur veuille bien les « louer » pour quelques heures, quelquefois une heure seulement.

Les employeurs connaissent bien le « marché » ; pour la plupart, ils viennent des alentours, des maisons de confection qui ont besoin de manutentionnaires pour monter, descendre, pousser leurs colis. Certains « donneurs d'ouvrages » viennent de plus loin, banlieue proche ou lointaine ; là, ils véhiculent les hommes qu'ils ont choisis pour vider des camions, déplacer des chargements écrasants pour des salaires dérisoires.

Khalid m'a dit : « chez nous au Pakistan, sur la place du marché (le « Tchoko »), tous les corps de métier sont représentés : vitriers, menuisiers, maçons, etc... Lorsque quelque client a besoin de l'un de ces services, il s'adresse à l'un de ces ouvriers qualifiés. Lorsque nous sommes arrivés en France, ne pouvant obtenir des papiers pour travailler régulièrement, et après la porte à porte pour trouver du travail qui se soldait régulièrement par un échec, nous avons commencé à nous rassembler rue du

Sentier. Petit à petit, les commerçants des environs sont venus nous appeler pour faire quelques travaux de manutention. Nous chargeons et déchargeons des chariots. Nous sommes loués, qui une heure, qui une journée. Parfois on nous emmène à Roissy ou ailleurs décharger des cargaisons. Nous l'acceptons car c'est notre seul moyen de survivre et de ne pas crever de faim. Mais les sommes d'argent que nous recevons ne correspondent en rien au travail que nous fournissons.

C'est ainsi que des employeurs peu scrupuleux, soucieux d'augmenter leurs bénéfices (en pratiquant des salaires scandaleusement bas, en évitant de payer des charges sociales et de donner un emploi stable) profitent de travailleurs sans papiers privés par là-même de tous leurs droits, même des plus élémentaires.

Le « Tchoko » pakistannais, revu et corrigé dans sa transplantation à Paris n'est autre qu'un marché aux esclaves honteux qui porte atteinte à la dignité de tous employés, employeurs, spectateurs muets et qui durera tant que rien ne sera fait pour éliminer les structures qui rendent cette institution possible.

Edda

Vivre au dipason du quartier

# LES JEUNES DE LYON : QUAND ÇA PARLE...

Cette discussion a été enregistrée en juin 80, il y a donc presque un an et demi, entre un garçon et des filles qui n'avaient pas 20 ans. Jusqu'à présent, elle n'avait pas été transcrite ni diffusée. Pour des raisons évidentes de sécurité. Bien sûr, il était toujours possible de changer les noms des personnes et des lieux. Là n'était pas la question. Mais il n'était pas question de donner des arguments supplémentaires aux racistes, ni de conforter l'idée qui identifie « 2<sup>e</sup> génération » et délinquance pour mieux associer « liberté et sécurité ».

Comment faire entendre dans ce contexte que certains ont tellement faim et envie de s'habiller, qu'ils auront toujours faim et envie de s'habiller ?

que pour certains, voler devient du vice ?

Que des filles se font monter en galère facilement ?

Qu'il y a des vicelards qui abusent vraiment trop ?

Protéger l'image de marque était d'une nécessité sans discussion surtout lorsqu'on fait la force matérielle des images.

La fin des expulsions de la « 2<sup>e</sup> génération » permet de rompre avec le double langage qui tait de mise, celui qui affichait la misère d'une génération traquée, tout en reconnaissant à voix basse ses faiblesses et ses double-faces.

De cesser un discours misérabiliste ou

« immigriste » à son propos. De dire enfin les ravages provoqués par un état de tension permanent qui a retréci, appauvri, durci les gens et leurs relations. De commencer à parler vrai.

Et ceux qui pensent que Farid est un « Béni-oui-oui » ou un type qui s'est fait piéger arrêtent leurs délirés. Il y a un temps pour tout.

Alain Battégay



DAHBIA : Dans mon quartier, à Vénissieux, j'habite dans un immeuble où je suis la seule maghrébine à avoir 17 ans et à être étudiante. Les femmes maghrébines vont les unes chez les autres, elles parlent de tissus, elles vont à Lyon, place du Pont : ma mère, par exemple, elles y vont à trois, elles se donnent un jour « ma fille va garder les gosses ».

La plupart des filles travaillent au service de leur mère.

J'ai l'habitude, quand je suis avec mon père de le prendre par le bras : une fois je suis passée dans le café. Il m'a dit « tu ne me tiens pas devant mes copains par le bras ». Avant quand j'avais 14 ans, je passais devant le cavé où il y a beaucoup de maghrébins : c'est l'un des deux cafés de la galerie marchande. Mais maintenant, je ne dois plus passer devant. Les hommes qui ne boivent pas se réunissent sur les bancs vers une place : quand on passe devant on baisse les yeux, pour ne pas les « provoquer ».

Je suis contre cette attitude, mais je ne peux pas leur en vouloir. Moi je suis à l'Université, j'ai eu des contacts très européens, j'ai toujours été avec des copines françaises ou mélangées. On a des problèmes de racisme et eux, ils viennent de là-bas avec leur mentalité : je ne peux pas leur en vouloir.

FARID : C'est ou tu t'écrases, ou tu agis. Ou tu ne te caches pas quand tu passes devant eux, tu es habillé en été, comme les femmes se baladent avec des machins courts : tu sais qu'il y en a un qui peut le dire à ton père, tu sais ce qui t'attend mais tu passes. Ou, carrément, tu prends le grand par-dessus, tu mets le foulard comme en Algérie, tu baisses les yeux, et une fois que tu es passée, tu commences à te dessaper. Que ton père soit ou non dans le groupe d'hommes, c'est pareil : tu te sens gênée et il y'en aura toujours un qui ira lui raconter.

DAHBIA : En face de chez moi, il y a une fille kabyle qui fait tout derrière ses parents. Elle leur ment carrément. Il y a une fille qui suit les idées de ses parents, mais l'autre, la plus grande fait tout par derrière. La fille qui est en CAP : coiffure, c'est pareil : elle fume mais il ne faut surtout pas que son frère la voit, il a 16 ans. S'il la voit fumer, c'est sûr qu'il la tabasse. Et moi une fois, j'étais en train de fumer, il y a un gosse de 11 ans qui vient et qui me demande une cigarette : je la lui donne et il me fait : « tu es algérienne toi ? » « Oui » « Et tu fumes ? Moi si c'était ma femme ou ma soeur, je la tue » A 11 ans ! C'est toute une mentalité.

FARID : C'est ça. Il y'en a qui ne sont jamais allés en Algérie, et qui

ont la mentalité. Ils ont la vie.

HAFIDA : Et toi, tu le fais ?

FARID : Moi, ça m'arrive de le faire, bien sûr. Ma soeur, elle ne traîne pas avec des copains devant moi.

DAHBIA : Et toi, tu vas avec des copines. Je ne comprends pas ça. J'ai horreur de ça. Tes copines, tu dois les considérer comme des moins-que-rien.

FARID : Attends, j'aurais pu vous mentir. Vous dire « Ouais, ma soeur, je l'emmène avec des copains, on va danser » ! Eh bien non ! Quand je la vois avec trois mecs que je connais de réputation je la rentre à la maison, et les mecs, je les attrape. Et quand c'est un mec que je ne connais pas, j'aime mieux pas penser comment je vais le retrouver, ce mec.

HAFIDA : Et ta soeur, comment elle réagit ?

FARID : elle rentre à la maison, elle se change vite, elle se met dans un petit coin pour plus que je la vois. C'est dur, Hein !

DAHBIA : La famille de mon père est kabyle, ils ont des oeillères, ils viennent d'un petit village là-haut dans les montagnes. Moi j'ai dit, je fais ce que je veux, je les emmerde. Ils m'ont traitée de pute, de ce qu'ils voulaient et puis au bout de deux ans, ils se sont habitués.

FARID : Attends. Ce que tu ne sais pas : chez nous on est nombreux, il y'a beaucoup de filles, et beaucoup de garçons. Bon. Les filles qui sont plus vieilles que moi, je ne m'en occupe plus. Pourtant, quand je vais chez elles, je vois des mecs, j'ai la mort. Mais comme je suis chez elles, je me dis « ferme ta gueule ». Je m'arragne avec ma soeur pour voir si ces mecs sont de bons copains à elles et si c'est des copains à elles, je les laisse. Sinon, je les sors dehors, je les tue. C'est comme ça. C'est normal. Dans mon quartier, si je vois ma soeur avec des mecs, et qu'ils lui parlent, okay. C'est des mecs que je connais et si je vois que ma soeur a des embrouilles avec eux, je vais chez eux, j'attrape le mec. Mais si c'est un mec que je ne connais pas mais dont je connais la réputation, qu'ils attrapent des filles, et... Là le mec et ma soeur, ils y passent. C'est normal.

Ma soeur a 16 ans, mais elle aurait 20 ans, je ne la laisserais pas faire ce qu'elle veut. Mais elle prendra des moyens de contraception si elle veut.

HAFIDA : Ho lala, tu es large, hein ?

FARID : Mais bien sûr. Tu crois que je suis bête ou quoi ? Mais quand je la vois comme ça avec des groupes de mecs, tu crois que ma soeur va être une pute ou quoi ? Il faut parler réglo.

Dans mon quartier, c'est simple. Tu mets une femme et cinq mecs autour : un se la sort et il la fait passer à tous les mecs. Et la fille, si elle sort avec un mec, elle croit que ça va être sérieux, comme avec les mecs qu'elle s'est sorti avant : un mec. Mais ils y passent tous et elle se demande comment elle a fait pour tous se les payer. C'est simple. Je ne veux pas que ma soeur devienne comme elle. Toi, tu es innocente, tu ne connais rien de la vie. Quand tu tomberas avec des mecs qui t'attraperont et qui te montreront ce que c'est un mec, là, tu comprendras. Tu sors avec des petits étudiants, qui sont cools avec toi ; mais quand tu es dans un quartier de méchants, c'est des méchants.

Il faut être méchant. Si c'est des mecs cools, sois cool. Quand je vois ma soeur traîner avec des hippies, je les connais par coeur les hippies, je la laisse traîner avec eux : elle s'habille hippie, et je lui donne même du patchouli, je lui en mets partout. Mais quand c'est des mecs de mon quartier, je ne suis pas d'accord. Faut savoir ce qui se passe à la ZUP, c'est pour ça. Du centre commercial jusqu'à chez moi, il y a une tirée. Et je dis à ma soeur : « prends ce chemin, tu ne passes pas par là ». Sur ce chemin, je sais où elle passe, et je sais que là, des mecs il y'en a beaucoup. Tandis que où elle veut passer elle, il y'a des bandes de 5 à 6 mecs qui sont par là, avec des femmes, ils rigolent et passent des pognes... C'est simple, si je parle comme toi, si je suis cool, je laisse ma soeur passer partout. Elle fait l'aller-retour, elle se fait violer deux fois. Grosso modo parlant ! (rires). Et ton frère a l'oeil sur toi, ne t'enfais

## LES JEUNES DE LYON :

pas. S'il y'a un mec qui te touche, il sera là derrière pour l'attraper et pour t'attrapper toi aussi. C'est simple. Si tu as un frère cool il ne te dit rien, mais il te surveille de haut. Et il y'a le frère qui montre qu'il est là, comme ça la soeur le craint. Elle le craint et c'est déjà beaucoup. Elle se dit que son frère est derrière elle et que si elle fait ça, il l'assomme.

**DAHIBIA :** Moi, mes parents m'interdisent des trucs, et je le fais par derrière. La majorité des filles que je connais, elles sont comme ça. Et aux Minguettes ; je vais où je veux, je n'ai pas de trajets obligés, sauf le café, à cause de la concentration des hommes maghrébins. Et mon père m'a dit : je ne veux pas que tu passes par là-bas. Il y'a une propagande qui dit que dans les

vraie concurrence. Tous les jeunes de 15 à 20 ans font la vraie concurrence pour les sapes, les voitures. On se demande d'où ils sortent le pèse. Les parents bossent comme des cons, les gosses traînent dans les rues, et puis tu vois les jeunes avec des super-caisses. Ce qu'il ya aussi c'est la cafète ; ils ne laissent rentrer à partir de 18 ans et pas n'importe qui, et s'ils voient qu'il y'en a trop qui arrivent en même temps, ils arrêtent. Pourtant, il n'y'a jamais rien eu à cette cafète.

**FARID :** Mais c'est comme ça que ça va débiter. Un jour ou l'autre ils vont tomber sur un petit. C'est toujours un petit qui cherche la merde généralement. Il rentre là-bas et l'autre il va le jeter gentiment. « mais tu ne vois pas que ce n'est pas pour ton âge », et le petit « ouais, je vais t'enculer ». LE premier lui met une calotte et le fait tomber, le petit va chez lui et dit « il m'a ouvert le crâne » et tout et puis ça y'est, toute la bande y va. Je ne sais pas ce qu'il faudrait faire pour des gus pareils. Tu leur mettrais tout gratuit, ils trouveraient

**HORIA :** En général, les gosses qui font ça, c'est tous des frères de ceux qui ont fait des grands coups.

**FARID :** Ouais. Ils veulent reprendre la réputation. Il y'en a pour qui c'est un engrenage. Ils sont avec des copains, ils sont défonceurs, ils se défendent et puis ça y'est. Et des bagarres il y'en a tout le temps. Une bagarre tu ne peux plus savoir quand ça vient. Tu te balades en ville, des mecs qui viennent par derrière et qui commencent à te brancher, tu vas plus loin des mecs qui commencent à te découper. A toi de te défendre, c'est simple. Après, quand c'est des flics, tu n'as rien fait, ou tu n'as pas tes papiers, tu te sauves, ou si tu te fais arrêter, tu te fais défonceur. Après tu commences à voler un petit bonbon, un petit gâteau, une petite voiture... Ça y'est (rires).

moment où elle le disait, elle était obligée. En plus un jour il y'a les flics qui sont venus, alors qu'est-ce que tu veux ? Il y'a des moments, elle ne peut pas cacher.

**FARID :** Il faut comprendre le père. C'est un travailleur. Il fait 8 heures, il fait 40 heures par semaine, dans la maçonnerie, admettons, quelque chose de dur.

Il est éclaté. Il essaye de payer les frais du mois, d'habiller les gosses pour l'école, il essaye que les français ne parlent pas sur lui. Un immigré, il a cette idée, il ne veut pas d'emmerdes. Alors la mère le cache au père, mais quand elle le lui dit, c'est simple, le père, tous ses nerfs remontent et puis il le défonce, il ne sent plus sa force. Et des fois, il y'a des immigrés qui ont tué leur fils. Tellement ils avaient la mort. Pendant trente ans, il s'est

fourgon, avec les menottes et ils les ont emmené au commissariat. Mais les flics disaient que le pied noir c'était un raciste...

**FARID :** Il faut voir : le flic, il est dans un étai. D'un côté, il y'a le citoyen qui veut se défendre, de l'autre, l'agresseur qui est là. Le flic est au milieu, c'est son métier. Si c'est un robot qui ne réfléchit pas, il prend le mec et puis il l'emmène au trou. Mais quand il réfléchit, ça lui fait mal d'emmener un merdeux de rien du tout, et même il le tape des fois pour que le citoyen soit content, qu'il dise « le flic ça sert au moins à quelque chose ». Le flic se sent obligé. Il y'en a bien sûr, qui abusent, mais il y'en a qui sont réglos. Il y'en a qui sont vraiment mauvais. J'en connais un, c'est vraiment un pédé, et si un jour je le biche tout seul, je lui éclate sa race. Je ne peux pas le voir celui-là. Mais il y'en a d'autres, qui sont jeunes et qui sont sympas.

Dans le quartier, c'est souvent les mêmes flics. Ils sont là, et ils veulent se monter une réputation. C'est pas pour rien qu'ils s'appellent Starki, Hutch. Et d'autres s'appellent Mannix, Colombo... Ils veulent faire comme en Amérique. Il y'a des flics, qui cherchent à te baiser par la discussion. Ils arrivent et disent : « allez qu'est-ce que tu veux ? Un gâteau, voilà un gâteau. Un coca, voilà un coca » Et puis, il dit « allez, viens maintenant, on va discuter ». Et puis quand il entend quelque chose qui l'intéresse, il appelle le fourgon, et il emmène le gars au commissariat et il le défonce. Et le jeune il sort honteux parce qu'il a tout balancé, et quand il arrive au quartier, il essaye de ne pas le dire aux copains. Mais les flics le font savoir, ils arrivent et disent « toi, toi, toi, ton pote t'a balancé. C'est lui, tu ne connais pas ». Après ça fait des règlements de compte et les flics sont contents. Alors, les jeunes n'ont pas confiance. Et quand ils voient arriver un type bien habillé, il pense que c'est un flic, même si c'est un représentant de commerce qui vend des machines à laver. Et s'ils peuvent le friter, ils le fritent. Les flics prennent des moyens qui ne sont pas réglos. « Au plus malin, au plus vicieux »... Mais je le comprends, je serais flic, je ferais pareil qu'eux.

Quand ton père te dit, tiens, voilà 5000 balles pour aller au ciné, tu sais comment il a transpiré pour les avoir. Alors tu hésites à les prendre. Si tu les prends, tu es content parce que tu vas pouvoir sortir sans jouer le voleur, ou si tu es voleur, tu dis « non, p'pa, tiens, garde », tu vas le soir : tu trafiques, tu ramènes 10 000. Et moi, quand je ramène des sous, j'ai presque envie de pleurer, parce que c'est de l'argent sale, de l'argent volé, mais c'est de l'argent même. Mais je ramène 10 000 et je les mets sur la table. Les parents, ils ne veulent pas avoir d'où ils viennent. Ils savent que tu es au chômage, que tu ne travailles pas, ils savent que tu les as volés. Alors, ils refusent, et toi tu fais « non ». Tu t'arraches et ils sont obligés de les prendre. Quand à la fin du mois, ils te donnent 50 francs, c'est comme si ils avaient économisé tout le mois pour te les donner pour aller au ciné. 50 francs, c'est rien du tout. Toi tu les prends, ça leur fait plaisir, mais ça te fait mal au fond de toi-même. Tu les prends, okay, si tu es un voleur, tu reviens, tu lui donnes 10 000. C'est pas une histoire de je te donne-je te rends. Non, tu lui donnes le double.

Propos recueillis par  
A.B.

## Le père choppe la mort et défonce son fils

**HAFIDA :** Ouais, j'ai un cousin comme ça, tout petit il piquait. Indécrottable, hein ! Depuis tout petit, il n'arrêta pas, maintenant, il est en tôle, voilà (rires).

**DAHIBIA :** C'est que je ne comprends pas, c'est que les mères des garçons, elles cachent ce que font les gosses.

**FARID :** Je vais te le dire, tu vas comprendre tout de suite. Un merdeux de 8 ans avait volé et son père n'était pas là. Il rentre chez lui en courant, il habitait au 8<sup>e</sup> étage, il monte, il arrive chez lui et puis sa mère lui fait : « ton père il va te tuer ce soir ». Il avait fait une grosse connerie. Son père arrive, par derrière lui, il s'enferme dans la douche et son père commence à défonceur la porte. Lui, croyait que son père allait vraiment le tuer, alors qu'il allait seulement le défonceur. Le merdeux, il a sauté, il s'est tué. Tu imagines pourquoi la mère ne peut pas le dire ? Tu sais les arabes ils en rajoutent toujours « ton père il t'égorge, lui ». Imagine le petit comment il voit ça, il voit déjà son sang sortir. Il a peur. Et le merdeux a sauté.

**DAHIBIA :** Des fois, les mères cachent tout ce que fait le gosse, elle en a marre, elle le dit au père. Quand mes frères allaient piquer des pêches, des cerises, elle ne le disait pas, mais il arrive un

tenu tranquille, et pour une petite connerie, ça y'est, il risque d'être expulsé. Le père choppe la mort et il défonce son fils. Des coups, il n'arrive pas à se retenir, alors il prend son fils, il le jette contre le mur, il l'éclate.

C'est pour ça que la mère le cache au père.

**HORIA :** Une fois les flics sont venus, et mon père il ne veut pas avoir affaire aux flics, c'est sûr, les immigrés ils ne veulent pas avoir affaire aux flics, surtout ça. Alors quand il a vu que les flics étaient chez moi, mon père, ça ne lui a pas du tout plu, il a pris la ceinture, il a tout cassé le lustre. Depuis on n'en a plus remis d'ailleurs (rires).

**DAHIBIA :** Un jour, mon frère devait avoir 13-14 ans. Derrière chez nous, il y'a des tours, c'est des résidences et c'est des pieds noirs en plus. Un jour, ils ne savaient pas quoi faire, c'était pendant les vacances, ils fouillaient dans les sous-sols. Ils avaient trouvé des livres, ils s'étaient installés et puis ils lisaient. Il y'a un pied noir qui s'est amené et qui leur a dit « qu'est-ce que vous faites là ? Je vais appeler les flics ». Un copain de mon frère voulait partir, mais il a été rattrapé. Le fourgon est venu, ils l'ont emmené en



« Moi, mes parents m'interdisent des trucs, et je le fais par derrière »

grandes tours là-bas, il y'a des voyous et qu'il ne faut pas se ballader la nuit. Mais à la ZUP, les jeunes je les connais tous, au moins de vue. Et eux aussi me connaissent : ils savent plein de trucs sur moi.

Mais jusqu'à présent, je n'ai jamais eu d'ennui avec personne. Et les réputations qui courent dans Vénissieux, c'est vraiment gros. C'est vrai qu'il y'a de la délinquance, mais comme partout : la majorité des jeunes s'ennuient.

Il faut dire qu'il n'y'a aucune distraction à Vénissieux. Ils sont tous dans les rues. Il y'a un toboggan par ci, par là, mais les gamins de douze ans, qu'est-ce qu'ils vont faire ? Rien. Alors ils piquent à Casino, à Prisunic.

**FARID :** Les boîtes c'est pareil. Les premiers temps ils vont être contents, ils vont s'habiller, se brushinguer, se mettre du parfum de partout et puis après ils vont se dire « je commence à en avoir marre de cette boîte » ils vont venir crado, et puis ils vont se battre. C'est normal, ils connaissent tous les recoins de la boîte.

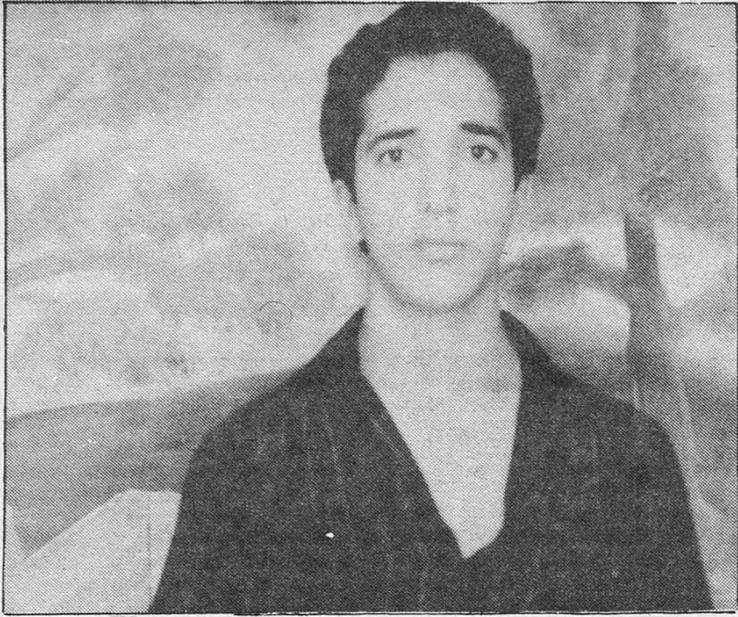
**DAHIBIA :** A Vénissieux, c'est la

encore le moyen de voler. Tu leur mets un dépôt de nourriture, un dépôt d'habits et ils ont encore faim et encore envie de s'habiller. Les sapes qu'ils ont ça ne leur fit pas.

**DAHIBIA :** Dans les allées, les ascenseurs sont toujours cassés, les vitres d'ascenseurs, c'est pareil, c'est aussi des gosses de 12 ans...

**FARID :** C'est comme ça que c'est venu à Olivier de Serres. Une fois ils ont cassé, deux fois ils ont cassé, ils ont réparé, trois fois ils ont réparé encore mais ils ont dit : « qui c'est qui allonge ? » Parce que les locataires ne sont pas cons, ils ne voulaient plus payer. « On paye chaque fois qu'il ya de la casse ou quoi ? C'est même pas nous qui avons cassé » Alors ils disent, on arrête pour les vitres, et puis après, ils coupent l'ascenseur. Après ils cassent les caves, une fois, deux fois, trois fois. Maintenant, ils ont trouvé le moyen de faire des trous dans les murs. Faut voir comment c'est devenu maintenant. Après les étudiants sont venus et ils ont fait leurs écritures : « à bas le fascisme » et des machins comme ça, « la guerre rouge ». C'est un vrai journal là-bas.





Le jeune Algérien assassiné : Ahmed Hourti.

## MARSEILLE : UN MEURTRE INEXPLIQUÉ

Le dimanche 18 octobre, le jeune Algérien « Hourti Ahmed, âgé de 20 ans, a été retrouvé assassiné au « Collet rouge » dans la commune de Vitrolles.

L'acte de décès dressé le 21 Octobre par un pompier de Marignane ne précise ni l'heure à laquelle le corps a été retrouvé, ni la nature des blessures qui ont entraîné la mort.

La famille de la victime ainsi que ses amis affirment qu'Ahmed a été frappé au visage avant d'être achevé à bout portant par plusieurs balles. Crime raciste ou règlement de comptes ?

Le silence observé sur cette affaire par la police est très significatif ; aucune information à ce jour n'a filtré. Dix jours après ce crime crapuleux, l'opinion publique ignore tout de cette affaire ; ni la presse locale ni aucun journal n'a mentionné l'affaire.

Quand à la famille désespérée, elle vit un moment terrible. Le père que nous avons rencontré, entouré de sa famille, et de ses amis nous a confié sa douleur et les brimades dont, lui, le père de la victime a été l'objet de la part de la police : « La police est venue me chercher le lundi 19 octobre à 18 heures, j'étais chez moi à ce moment j'ignorais que mon fils avait été assassiné, un des policiers m'a dit : « votre fils a trouvé la mort. Il faut venir avec nous pour identifier le corps », et ils m'ont mis les menottes. Je suis resté toute la nuit à l'évêché (prefecture de Marseille) les menottes au poing. Le lendemain matin, ils m'ont emmené à la morgue de Vitrolles pour identifier le corps ».

Au bord des larmes, le père d'Ahmed continue le récit de son

cauchemar :

« J'ai subi l'interrogatoire comme un calvaire, la police m'a posé un tas de questions sur les rapports que j'entretenais avec mon fils. C'était humiliant, j'ai senti qu'on me soupçonnait d'avoir tué mon fils. La police m'a gardé les menottes aux poings pendant 24 heures.

Une information contre X a été demandée par le parquet de Marseille, mais le juge d'instruction n'a encore pas été désigné pour instruire le dossier.

Plusieurs points de cette affaire restent obscurs ; la famille de la victime, ainsi que ses amis s'interrogent sur le silence observé par la police.

### QUESTIONS :

Pourquoi est-ce que le constat de décès a été fait par les pompiers de Marignane, alors que ceux de la Commune de Vitrolles n'ont même pas été informés ?

Un des officiers des pompiers de Vitrolles affirme qu'il n'a appris qu'accidentellement l'affaire.

Pourquoi le corps de la victime a-t-il été rapatrié aussi vite en Algérie ?

Y'a-t-il eu une autopsie ? Et par qui a-t-elle été faite ?

Pourquoi le premier magistrat, qui est le maire de Vitrolles, n'a-t-il pas informé l'opinion publique d'un crime, commis sur sa commune ?

Comment est-il possible que la police garde à vue le père de la victime pendant 24 heures ?

Autant de questions auxquelles la famille, ses amis ainsi que la communauté immigrée de Marseille déjà meurtrie par le racisme attendent des réponses précises.

Karim Mimoun

## Ivry : Expulsez vos voisins !

Dans le numéro de septembre du bulletin municipal d'Ivry, un ad-joint invitait la population du port à exiger l'expulsion de cinq familles, en ces termes : « nous ne saurions trop vous encourager à intervenir auprès du préfet pour le rapide règlement de cette affaire » ! c'est chose faite.

Vendredi matin, si personne ne proteste, 5

familles seront jetées à la rue. Pour quelle raisons ?

Ce sont des « étrangers », des « Yougoslaves », des « Gitans », des « chômeurs », toutes choses infâmes, c'est bien connu.

Ironie du sort, la première personne à s'indigner de l'expulsion a été l'employeur d'un de ces « chômeurs ».

## Français-Musulmans :

# LES LIMITES DE LA PATIENCE

Le 10 mai 1981 a été un grand jour pour la communauté des Musulmans de France. En effet c'est la première fois que lors d'une échéance électorale une partie de notre communauté a changé sa façon de voter ; c'est sans doute dû au fait que, durant 20 ans l'ancienne majorité a fait des promesses qui n'ont jamais été tenues. Il est vrai cependant que durant le septennat de Giscard, une amorce à la solution de nos problèmes a été tentée. Il est dommage que cette amorce ait été si timide.

Mais l'événement le plus important du septennat écoulé a été la prise de conscience par notre communauté de sa situation désastreuse portée sur la scène nationale.

L'autre « réussite » importante du secrétariat d'Etat aux Rapatriés a été la division qu'il a su instaurer dans les rangs de notre communauté, division qui continue encore à porter ses fruits, puisqu'à ce jour aucune entente n'a pu se faire entre les différentes associations.

Aujourd'hui tout ceci est le passé, il faut savoir, et notre communauté l'a montré à se tourner vers l'avenir. Cet avenir pour nous quel est-il ?

L'avenir c'est d'abord le changement qui est intervenu. Et avec le changement il faut espérer que le comportement vis à vis de notre communauté va changer, va être différent. Il serait grand temps qu'on soit considéré enfin comme des personnes adultes et non comme des mineurs auxquels on ne fait appel qu'à la veille des échéances électorales. Le changement c'est aussi la chance qui nous est donnée d'aborder différemment le règlement de nos problèmes avec les nouvelles autorités. Et pour cela, il faut commencer par écarter tous ceux qui ont été corrompus par l'ancien pouvoir. Les nouveaux interlocuteurs ne doivent pas avoir trempé dans « les combines » de l'ancien Secrétaire d'Etat et de ses collaborateurs.

Mais le nouveau ne doit pas seulement être le fait du Pouvoir, mais il doit venir aussi de nous. Il faut nous débarasser de notre éternel « état d'assisté » et prendre nous mêmes nos problèmes en main pour enfin les résoudre.

Car enfin, nous constituons l'une des minorités les plus importantes en nombre de France et ceci sans parler des immigrés et de leurs enfants qui atteignent leur majorité et deviennent, de plus en plus nombreux, des citoyens français.

Nous représentons un formidable pouvoir de pression pourvu que nous nous organisions mieux que nous le sommes.

En effet, car dorénavant quelque soit le pouvoir en place il faudra compter avec la force électorale que nous représentons.

Nous pourrions alors à l'instar d'autres groupes de pression intervenir aussi bien dans les questions qui nous concernent que celles de notre pays dans les événements internationaux. C'est vers ce but qu'il faut aller de toute notre force et cela sans oublier le règlement de nos problèmes qui attendent depuis 20 ans. Monsieur MITTERRAND a fait des promesses durant sa campagne électorale, il faut souhaiter qu'il ne suive pas l'exemple de ses prédécesseurs et qu'il saura tenir ses promesses. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur ce point mais il semble que les choses n'évoluent pas plus vite que par le passé. Je suis conscient que le nouveau pouvoir ne peut pas exhauser tous nos souhaits du jour au lendemain, mais il ne faut pas non plus se voiler la face, plus il tardera à s'attaquer aux racines du mal et plus ce mal grandira. Il ne faut pas non plus penser que nous nous contenterons de quelques miettes lâchées par-ci par-là. Nous ne demandons pas autre chose que le respect de nos droits de notre dignité d'être humains, de notre différence culturelle et ethnique et la reconnaissance de notre religion.

Et enfin, il ne faut pas perdre de vue que la deuxième génération n'aura pas la même patience que la génération de leurs parents. A l'instar de la deuxième génération d'immigrés, il faut craindre tôt ou tard une réaction pas forcément pacifique.

Haddouche Mohamed

Note :

Je souhaite que ces lignes qui ont précédé soient le début d'un débat qui va s'instaurer par l'intermédiaire de S.F.

Je voudrais aussi connaître le point de vue de tous ceux qui se sentent concernés.

## Pannella a Paris le 6 novembre

Le 2 septembre, Marco PANNELLA attachait sa vie à celle de 3 millions d'individus condamnés, si personne ne fait rien, à mourir de malnutrition en 1982.

Il répondait en cela à l'appel des 54 NOBELS qui disent que la faim dans le monde est un problème essentiellement politique. Le but de l'action de Marco PANNELLA est la prise en considération par les Gouvernements de la survie comme moteur du développement. « Sauvez-les tout de suite » dit-il « si nous voulons que les plans de développement servent à des vivants et non à des cadavres ».

Un comité de soutien s'est constitué.

Depuis, 50 Comités de soutien locaux ont vu le jour et militent avec acharnement dans toute la France. De Lille à Bordeaux, de Nantes à Colmar, en passant par Brive, Grenoble et Nice... 50 Comités, près de 15.000 signatures recueillies à ce jour...

Qui le sait ?

Les Médias se taisent. Les journaux d'opinion font la fine bouche. On nous dit, (textuel) : « j'en parlerais volontiers dans mon bloc-note, mais pour cela il faudrait une actualité ». Vous avez bien lu : 160.000 morts par jour ça n'est pas une actualité.



Pour briser ce silence, nous rassemblerons tous ces Comités à Paris le 6 novembre à 19 h à la Bourse du travail.

Mais cela ne peut pas nous suffire. Quel intérêt y aurait-il à réunir 1.000 personnes du « Nord » qui continueraient le sempiternel et stérile débat sur le « Sud » ?

Pour que ce Meeting ait sa valeur réelle, pour que Marco PANNELLA, qui en sera ce jour-là à son 63ème jour de grève de la faim, rencontre des interlocuteurs valables, il est indispensable que tous ceux du « Sud » qui vivent en France et en particulier dans la région parisienne, viennent le soutenir et l'interpeller.

Nous appelons donc tous ceux du « Sud », individus ou Amicale, à se mettre en contact avec nous dès maintenant pour participer à l'organisation de ce Meeting.

Un homme s'est levé pour que cesse l'holocauste. Tout être humain respectueux de sa propre dignité se doit de le soutenir.

Henri Segelstein

Pour joindre le Comité de soutien  
72, Rue du Château d'eau  
75010 - PARIS  
Tél : 523.44.44.

**ABONNEZ VOUS**

Cinq ans de prison avec sursis pour les assassins de Kader

## UNE JUSTICE PITOYABLE



*Qu'on se le dise une fois pour toute, la peau d'un jeune arabe, ça vaut « cinq ans avec sursis ». C'est à croire que l'affaire Marchaudon a fait jurisprudence. Le Brigadier Marchaudon avait achevé de 3 balles dans le dos, alors qu'il était à terre, le jeune Mustapha Boukhezzer.*

*La cour d'assises de Nanterre le condamna le 19 mai 81 à cinq ans de prison avec sursis. A Créteil c'était aussi un gardien mais pas de la paix, non, un gardien de cité, celle de Couzy à Vitry sur Seine, qui comparait avec sa femme devant les Assises de Créteil, pour y répondre du meurtre sur la personne de Kader Lareiche, 15 ans, abattu d'une balle de 22 long rifle en pleine tête.*

Curieux procès que celui des époux Bellet. Le président Lassus fort complaisant avec les accusés, amènera de l'eau au moulin de la défense lorsqu'il interrogera les témoins cités par celle-ci. Quant à l'avocat général, M. Chadeville, il transformera son réquisitoire en une plaidoirie en faveur des prévenus :

« Pour ceux qui connaissent la cité, cela devait arriver. Ce groupe de jeunes faisait régner dans la cité ce sentiment trouble et diffus qu'on appelle « l'insécurité » citant pour cela le rapport de son ex-patron Peyrefitte.

Puis se faisant sociologue, il expliquera : « la concentration excessive d'une population hétérogène, le choc des cultures, les antagonismes... » « Une cité qui secrétait une violence, une haine, une agressivité telle qu'elles ont créé les conditions de ce drame... »

Simpliste M. l'avocat général, c'est le moins que l'on puisse dire.

Pourtant auparavant, les avocats de la partie civile, Mes Oussedik et Lepelletier avaient aussi évoqué la vie dans les cités de banlieue en dénonçant les conditions de vie des jeunes. Me Oussedik dira : « il y a plus de terrains de sport à Fleury-Mérogis qu'à la cité Cousy ».

Puis revenant à l'affaire proprement dite afin d'éviter l'amalgame qui sera souvent entretenu tout le long du procès, « ce n'est pas la société que nous jugeons ici, mais un homme. Et le crime de l'honnête homme a une cause essentielle : le racisme et le Justicialisme. Un racisme viscéral et insidieux. Jour après jour, on a appris à Michel Bellet qu'il était un gardien spécial, le gardien des jeunes immigrés violents et dangereux, un gardien des cités de déportation ; on lui a appris qu'il était un gardien en mission spéciale : surveillance des jeunes fauves.

C'est pour cela que le citoyen au-dessus de tout soupçon que rien ne menaçait, a tiré. Il a pris le fusil parce qu'il se voulait défenseur de l'ordre justicier comme il y'en a tant aujourd'hui. Va-t-on tirer impunément sur des enfants d'immigrés ? »

Puis, ce fut le dernier acte avec la plaidoirie de M. Libman, avocat de la défense, qui est par ailleurs conseiller de M. Fillioud ministre de la communication. Le terrain ayant été préparé par l'avocat général, M. Libman enfoncera des portes ouvertes. Mais d'emblée, il tint à préciser : « Si racisme il y'avait, je ne serais pas aujourd'hui à cette table. Je suis

un avocat de la lutte anti-raciste. Nous assistons à un procès d'une collectivité de pauvres contre deux malheureux.

Malheureux, peut-être ? Pitoyable certes !

C'est vrai aussi qu'ils ont demandé pardon en larmes à la maman de Kader et à ses amis.

Il n'empêche qu'un garçon est mort à l'âge de quinze ans, assassiné d'une balle en pleine tête, et comme par un curieux hasard il était Algérien.

Ce procès a été escamoté par une justice aussi pitoyable que les époux Bellet. Le fossé vient de se creuser encore un peu plus entre les jeunes immigrés et l'appareil judiciaire. La manifestation spontanée qui a suivi l'annonce du verdict, les échauffourées qui se sont produites entre jeunes et policiers dans l'enceinte même du Palais de Justice de Créteil démontrent clairement qu'ils ne se laisseront pas faire. Si, il y a vingt ans, on massacra leurs pères en toute impunité, il faut bien comprendre que ce temps est révolu.

Le signal d'alarme vient d'être tiré.

Puisse-t-il être entendu...

Farid Aichoune

Lorsque ces lignes paraîtront, nous connaissons le verdict. Au moment où j'écris, c'est encore l'attente, l'espérance, l'angoisse.

## L'INNOCENCE DE ROGER KNOBELSPIESS

Par Claude Mauriac.

En mars 1972, Roger Knobelspiess est condamné par les Assises d'Evreux à quinze ans de réclusion criminelle pour une agression qu'il a toujours niée et dont tout porte à penser qu'elle a été mal instruite et mal jugée. Mais le peuple français décidant par la voix des jurés, est souverain : seule une nouvelle cour d'assises, après cassation du premier procès, pourra reconnaître une innocence qui n'a pas empêché Knobelspiess d'avoir fait à ce jour neuf ans de prison.

Roger Knobelspiess est de nouveau jugé à Rouen, il ne peut pour autant espérer être lavé de l'accusation de 1972. Son premier procès n'a pas été cassé, son affaire n'a pas été rejugée. Il comparait pour d'autres faits.

Ayant obtenu, en octobre 1976, quarante huit heures de permissions, Roger Knobelspiess ne rentre pas. Arrêté en mars 1977, il est accusé de quatre vols qualifiés et d'une tentative. C'est de ces délits qu'il doit répondre maintenant. Il ne les nie pas, mais refuse de les assumer tant que n'aura pas été reconnue son innocence dans l'agression d'une station service et le vol de 800 francs qui lui ont valu sa condamnation de 1972. 15 ans, pour 800 francs, c'eût été cher payer, pour un coupable. Mais pour un innocent

Condamné moins sur ce qu'il était accusé d'avoir fait que sur la réputation, à Elbeuf de sa famille, Roger Knobelspiess, traîné de prison en prison et de Q.H.S. en Q.H.S., clame pendant des années son innocence. Lettres, appels, grèves de la faim, automutilations, finissent par attirer l'attention sur lui.

Non seulement l'opinion publique est enfin alertée, mais les pouvoirs judiciaires eux-mêmes, doutent de sa culpabilité, sinon même, comme le procureur qui avait requis contre lui, le croient innocent.

Sa famille oui, les siens. C'est elle, ce sont eux que le premier jury a jugés. Son frère, peu avant cette audience, est tué par un commandant alors qu'au cours d'un hold-up, il faisait le guet dans une

voiture. Il y'a non lieu, le meurtrier avec lequel la majorité des honnêtes citoyens de la ville s'est solidarisé, n'est pas inquiété. Et cette mort injuste de Jean, loin de bénéficier à Roger est portée à son débit, devient paradoxalement une raison de plus de lui valoir l'hostilité. Les bien-pensants d'un seul chœur maudissent cette famille qu'ils ont jusqu'alors maintenue, avec tant d'autres, dans le no man's land de la société. Là où il n'y a plus d'hommes, mais seulement des sous-hommes. Et des enfants promis de naissance à la délinquance.

Car il est d'autres immigrés que ceux qui viennent en France d'un pays étranger. D'autres frontières encore que celles où veillent les douaniers. La famille Knobelspiess appartenait à Elbeuf à ces citoyens exclus, méprisés, rejetés. Il y'a des castes aussi, en Occident et en France.

Les jurés de Rouen auront-ils compris que Roger Knobelspiess, même s'il est coupable de ce dont il est maintenant accusé, était innocent pour l'affaire qui lui a valu, à ce jour, neuf ans de prison ? Auront-ils fait preuve du minimum d'imagination qui leur aura permis de se mettre à la place d'un innocent accusé, jugé, condamné, persécuté ?

Les Quartiers de Haute Sécurité font autant de bêtes fauves des coupables qui y sont enfermés, non toujours ni même bien souvent parce qu'ils sont dangereux mais parce qu'ils sont ainsi plus faciles à garder, que la société peut aisément l'oublier. Mais un homme qui hurle son innocence ? On refuse de l'entendre, au sens le plus matériel du mot, on étouffe ses cris derrière de nouveaux murs encore dans cette prison de la prison qu'est le Q.H.S.

Quoiqu'il ait fait lors de sa cavale, Roger Knobelspiess a payé d'avance. Et bien au-delà de ce que la société peut aujourd'hui prétendre qu'il lui doit.

Nul lui rendra sa jeunesse perdue. Qu'au moins il soit libre enfin, en attendant le procès qui le réhabilitera.

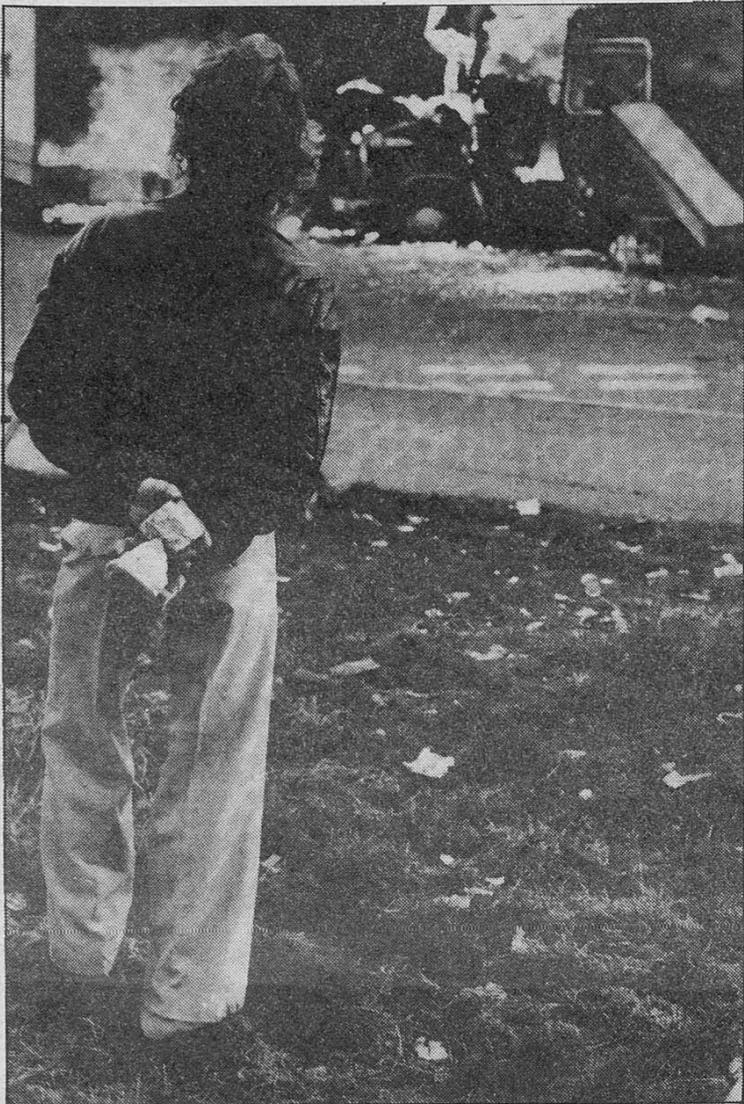
## LA RAGE AU VENTRE

*Ce soir nous avons tous la rage au ventre en réalisant que les assassins de Kader sont libres. Combien sont-ils à avoir été lâchement assassinés ? sans que leurs meurtriers ne soient condamnés ?*

*Un jeune émigré accusé d'un quelconque larcin se retrouve pour plusieurs mois dépassant parfois l'année entre quatre murs, alors que ces messieurs de la gâchette savourent les plaisirs de la liberté.*

*A travers cette note nous faisons le procès de la justice et de la police (Institutions qui couvrent et nient le caractère raciste de ce procès). Il y a quelques mois sous le septennat « barbelé », des anti-racistes étaient condamnés à cinq années de prison. Aujourd'hui sous la Rose être raciste vaut la liberté !!! Quand raciste veut dire fasciste !!!*

Kamel et Farida.



## A la recherche de la vérité

# IRLANDE: STOP OVER BELFAST!

**J'**habite Londres depuis deux ans et je me suis sentie très proche de ce problème qui touche le Nord de l'Irlande. J'ai donc décidé d'y aller, malgré les risques, pour voir la situation actuelle afin d'en tirer mes propres conclusions.

L'histoire de l'Irlande, tout au long des siècles, n'est en fait, que l'histoire de la résistance irlandaise, et la rébellion contre la loi anglaise.

Que ce soit le Daily Mail ou le Guardian, aucun de ces journaux n'ont décrit ce que je vis. C'est évident qu'ils ne peuvent pas décrire et montrer le mal qu'ils font ...

**P**our pouvoir avoir une opinion sur la question du « qui a raison ? », je partis donc à la recherche de la vérité.

J'arrivais à Dublin où j'avais quelques amis sur lesquels je pouvais compter. Après m'avoir mis au courant de la situation telle qu'elle est vue à Dublin, ils essayèrent de me dissuader d'y aller, mais il n'en était pas question, j'étais décidée d'aller jusque au bout, même si c'était dangereux.

Sur la route je fus prise en stop par une personne assez inattendue, et j'ai regretté qu'il ait refusé de se faire enregistrer au magnéto. Il parlait avec l'accent irlandais, voici le dialogue :

- « Vous êtes irlandais  
- Non je suis anglais  
- Mais vous parlez avec l'accent irlandais  
- J'habite Belfast  
- Vous n'avez pas peur avec tout ce qui s'y passe en ce moment ?  
- J'ai beaucoup de raisons d'avoir peur, je suis policier »

La seule question, un peu stupide, qui me vint à l'esprit était de lui demander pourquoi il était policier ; il me répondit « parce que j'aime mon pays ».

Bien entendu il ne portait pas d'uniforme, il m'apprit qu'il habitait et travaillait au poste à Newry, mais qu'il était très souvent à Belfast où vivait ses parents. Il avait tout juste vingt ans, les cheveux ni courts ni longs, pour ne pas se faire reconnaître des hommes de l'IRA.

Après lui avoir dit la destination que je prenais, il me répondit que j'étais folle d'y aller, la situation étant pire qu'en 1969. Il me proposa de me guider et de me montrer Belfast sous l'angoisse. La

proposition paraissait intéressante et comme je n'avais pas envie de me suicider, j'ai donc accepté.

Etant du côté opposé au sien, je l'écoutais, et puis ensuite c'était son tour ; il était franc et avait l'esprit très ouvert. Je crois que c'est le seul policier que j'ai rencontré qui fut aussi « sympa », de plus acceptant de risquer sa vie pour me protéger alors que mes opinions étaient différentes des siennes. De se rendre à Belfast, pour lui c'était extrêmement dangereux.

Au fur et à mesure des lignes, j'éprouve plus de difficultés à mettre noir sur blanc mes sentiments, probablement parce qu'il faut l'avoir senti pour mieux le comprendre ; alors j'espère que vous ne me comprenez pas.

Drapeaux noirs, slogans, manifestations, voilà ce qu'était la situation 10 miles avant la frontière. Une fois la frontière passée,

### Propreté chez les protestants Misère dans le quartier catholique

tout avait changé, les gens, les routes, les bus, les taxis, l'argent, tout était comme à Londres. L'Irlande du Nord m'apparut d'hors et déjà comme une colonie anglaise.

Nous arrivions à Newry où son poste se trouvait, il descendit pour aller prendre son pistolet. Son poste apparaissait comme une forteresse, entourée de barricades et de fils barbelés avec pour « slogans » : « interdiction de photographier ».

Lorsque mon chauffeur revint, il m'apprit la nouvelle : « cinq soldats

ont été tués pas très loin d'ici ». Ce qui parut l'angoisser, pour ma part, je crois que je ne me rendais pas très bien compte de la situation. Pendant tout le reste du voyage, il garda son pistolet entre ses jambes, il était devenu très nerveux, prêt à tirer sur n'importe qui.

Il était onze heures lorsque nous atteignîmes Belfast.

Falls Road : voitures brûlées, maisons détruites, verres brisés sur la chaussée, magasins barricadés, voitures de soldats blindés... Une ville en état de siège permanent, c'était bien la guerre, une guerre psychologique.

Belfast était bien séparée en deux :

- Le quartier catholique ; où l'on trouve la misère, la saleté, les maisons détruites...

- Le quartier protestant ; propre, très convenable, les fenêtres

de plus c'était dangereux. J'ai presque failli tomber à la renverse, tant il était impressionnant ; mon cœur battait très fort, mes jambes tremblaient, la peur m'avait atteinte.

Mon chauffeur obtint pour moi l'autorisation de faire quelques photos. Je voulais à tout prix prendre des photos de la maison où les suspects se trouvaient. Je me disais en moi-même, il faut que je parte, le feu peut éclater d'un moment à l'autre. Je partis donc avec un soupir de soulagement.

Nous roulions dans la banlieue de Belfast lors que j'aperçus des gosses sur le côté de la route ainsi que deux engins placés en face de nous. Il arrêta la voiture dans un long coup de frein puis fit marche arrière, il avait les larmes aux yeux et me dit : « ça va aller, n'aie pas peur, il voulait encore me brûler moi et ma voiture » et il pleura. Je n'ai rien dit, j'essayais de garder mon sang froid, et je réalisais que je n'avais jamais été aussi proche de la mort, provoquée par des gens que je supporte idéologiquement ; je ne savais plus quoi penser.

Après un dernier tour de Belfast, je décidais de reprendre la route du retour sans tarder. Mon chauffeur, après l'avoir remercié, me laissa sur la route qui mène directe à Dublin. Je fus prise en stop jusqu'à Newry, décidément pas de chance, j'étais dans une newsagent lorsque deux soldats sont entrés cherchant après les responsables de l'attentat de ce matin. Ils fouillèrent les gens, ainsi que les gosses qui venaient juste de sortir de l'école. Ayant remarqué mon appareil photo, l'un d'eux m'interpella et ce fut la suite d'un questionnaire sans fin qui ne trouvait pas toutes ses réponses, surtout lorsque je leur ai dit que

j'étais en vacance à Dublin et après avoir satisfait leur curiosité me laissèrent partir.

Ce jour là, fut de très loin mon jour de chance ; en si peu de temps, il m'arriva tant de mésaventures, alors j'essaye d'imaginer les gens vivant en permanence là-bas.

Les gosses doivent être traumatisés, ne pas savoir ce que sait de rire, d'être heureux, d'être libre, de s'amuser comme les autres enfants, de voir tout les jours l'uniforme, et les armes.

Vous rappelez-vous de l'occupation de Paris par les allemands ? Pourquoi ne pas faire la comparaison !...

Pour seulement quelques heures d'enfer, mon visage resta pessimiste pendant deux semaines, alors comprenez et imaginez ces gens dans l'angoisse, tous les jours, pour combien d'années encore ? le problème ne pourra pas être résolu de si tôt.

Les catholiques irlandais vivant à Londres souhaitent une union, mais après avoir vu la situation, une union me paraît impossible ; mais l'espoir leur est permis alors j'espère avec eux.

A. Joanez

Pour les lecteurs qui veulent en savoir plus sur l'Irlande, je recommanderais deux livres qui viennent de sortir :

- TROUBLES publié par Thames/Futura, ce livre qui raconte les événements qui firent l'histoire de l'Irlande.

- THE YEAR OF THE FRENCH écrit par Thomas Flanagan, publié par Arrow, qui raconte l'époque où les Irlandais mourraient de faim, seul les français, les aidèrent à survivre en amenant par bateaux de la nourriture aux risques de leur vie.

La grece après la victoire socialiste :

# POUR EUX LE « OUI, MAIS » N'EXISTE PAS !

**P**apandréou au pouvoir, c'est pour la première fois depuis l'antiquité, l'exercice de la démocratie, mot grec pourtant. Qu'est-ce qui peut changer, quelle est la réalité de ce pays en per pétuelle mutation ?, ce pays que l'on connaît peu ou mal, sinon à travers quelques images stéréotypées ? Catherine Chouris, petite-fille d'immigrés grecs d'Asie Mineure, l'explique.



PASOK : Le sigle du P.S. grec accompagné de l'aigle bysantin à deux têtes de la religion orthodoxe.

**SANS FRONTIERE :** Que penses-tu des commentaires français sur les élections grecques ?

**CATHERINE CHOURIS :** Dérisoires, complètement romantiques. La Grèce, à cause de son passé, de son image de marque, si tu veux, a été totalement idéalisée. On ne voit d'elle que la mer bleue, les maisons blanches, les gens accueillants. On s'étonne qu'il y ait des problèmes en Grèce, parce que c'est le pays du soleil, des vacances. Alors quand les socialistes parlent d'une victoire en Grèce, c'est le grand lyrisme.

Seulement à mon avis, la réalité grecque sera quelque chose de beaucoup plus dure que tout ce que peuvent raconter les théoriciens du socialisme français.

Il faut savoir que la Grèce n'est jamais sortie d'un certain marasme économique. Et depuis l'entrée du pays dans la C.E.E., c'est devenu pire. On a l'impression qu'un esprit d'initiative a été cloué au sol, et ce à tous les sens du mot. Économiquement d'abord, la production grecque est d'une part noyée par une sous-production orientale (Corée, Japon...) qui casse tout sur le marché tandis que les produits grecs foutent le camp en Occident. Le truc le plus flagrant, c'est la nourriture. L'augmentation des produits de base alimentaires, tomates par exemple, est voulue par l'exportation vers les pays de la C.E.E. Mais elle se répercute sur les prix du marché intérieur, et comme les salaires ne suivent pas, c'est la crise. La crise dans un pays qui, contrairement aux pays occidentaux, était déjà mal en point. Résultat, les gens finissent par « crever de faim ».

En plus, les grecs vivent ça très mal. Alors que pour nous, ici, le chômage est une habitude, presque une institution, pour eux, c'est la pire des hontes.

**SF :** Mais pourquoi la Grèce est-

elle entrée dans le Marché Commun ?

**C.C. :** Je suppose que c'était pour élargir le marché, en espérant qu'une partie des richesses occidentales échoueraient dans le pays. En fait, le seul résultat concret, c'est une inflation galopante et le chômage.

**SF :** Et ça peut changer avec Papandréou ?

**C.C. :** Papandréou, ce qu'il va faire, c'est essayer de sortir la Grèce de la C.E.E. Mais il faut être lucide, ce n'est pas pour demain, il y'a trop de problèmes. Quant aux nationalisations, ce qui est terrifiant c'est que toute la richesse du pays appartient aux armateurs. La richesse de la Grèce, c'est ses bateaux. Et une marine n'est pas quelque chose de facilement nationalisable.

Je crois que la situation est un peu la même qu'en France. Il peut se passer la même chose avec

## L'occidentalisation a changé la façon de vivre des gens

Papandréou. Les gens attendent beaucoup de lui, mais ce qu'il pourra faire...

En fait, ce qui reste de vraiment positif dans ce changement de pouvoir, c'est que les gens étaient vraiment mûrs pour que ça change. Et en même temps, une telle peur de l'inconnu ! Après Metaxas, la guerre civile, les dominations successives, les colonels ; Quand il y'a, pendant si longtemps, une telle frustration de la liberté, on a du mal à s'y adapter. Ce mélange d'espoir et de peur a débouché sur les « incendies » de cet été.

Dans Athènes, dans l'Attique, un peu partout des villas se sont mises à brûler soi-disant accidentellement, mais on savait très bien qu'il s'agissait de provocations. Or les gens ont réagi très sagement à

ça, sans panique. Simplement, tout le monde avait les yeux fixés sur la date des élections. C'est là que s'est déroulée la bataille, alors qu'en d'autres temps, la même situation aurait débouché sur une autre guerre civile.

**SF :** Tu disais que l'esprit d'initiative est atteint à tous les sens du mot. Qu'est-ce que ça veut dire ?

**CC :** Je veux dire que culturellement, c'est la même chose. L'occidentalisation a changé la façon de vivre des gens. Une certaine joie de vivre a disparue. Peut-être à cause du chômage, les gens sont plus tristes qu'avant. On sent moins le bonheur de vivre. Et puis certaines traditions disparaissent. Quand tu rentres dans une boutique du Pirée, et qu'on te dit « ici on ne marchande pas », tu ne comprends plus, tu as l'impression d'être chez des fous. C'est comme une trahison, ils trahissent quelque

chose de profond, toute une façon de vivre, on dirait que le grec est devenu le commerçant d'un autre pays.

**SF :** Colonisé ?

**CC :** oui, d'une certaine manière. A force de subir des centaines de touristes, qui achètent des terrains, bâtissent n'importe où, la Grèce perd quelque chose d'elle-même, un état d'esprit. Et le tourisme a pris des proportions affolantes sous les colonels et sous Caramanlis.

**SF :** C'est contre tout cela qu'ont réagi les grecs ?

**CC :** Exactement. En plus, la Grèce est très liée aux USA. Sur le plan politique, ce sont eux qui ont imposé les colonels, et Caramanlis. Mais au niveau culturel aussi. Nombre de recherches ar-

chéologiques, musées même ont été entrepris et mis en place par eux.

La principale conséquence de ce fait est l'apparition de la télévision dans la vie quotidienne. Télévision bâtie sur le modèle américain : diffusion de films des USA, d'une violence incroyable en plus, entrecoupée de publicité, et la culture grecque est complètement niée là-dedans.

Il faut espérer qu'avec Mélina Mercouri à la culture, ça va changer, et vite, parce que c'est l'identité du pays qui est en jeu.

**SF :** La Grèce est donc coincée entre deux blocs, l'occidental et l'oriental ?

**CC :** Exactement. Avec une très forte pression des USA.

**SF :** Alors le fait de choisir, de voter pour la première fois depuis longtemps, ça signifie aussi retrouver son identité ?

**CC :** Oui. Papandréou va essayer de prendre du large par rapport à tout ça, d'agir en responsable plutôt qu'en assisté. Dans cette optique, la rencontre avec l'OLP représente un pas vers l'autonomie.

**SF :** Cela va-t-il créer de nouveaux rapports avec la Turquie ?

**CC :** En fait, de nouvelles relations sont déjà amorcées. Les gens vont plus facilement faire du tourisme là-bas. Il faut dire qu'avec l'occidentalisation, les grecs ont perdu une partie de leurs origines qu'ils vont chercher en Turquie. Il ne faut pas oublier que beaucoup de grecs sont originaires d'Asie Mineure quoiqu'ils en disent, et qu'ils ont besoin de ces racines orientales.

**SF :** Mais tout cela suffit-il à expliquer la victoire d'un parti socialiste dans un pays aussi religieux ?

**CC :** En fait, deux idées coexistent chez les grecs. Ma grand-mère par

exemple, est profondément révolutionnaire. Immigrée, elle a été meneuse de grève en 36. Elle a émigré après avoir fui Smyrne en feu, sa famille massacrée. Elle en a trop vu et ne croit plus en Dieu.

Mais quand elle retourne en Grèce, elle se remet à prier sur l'huile d'olive pour enlever le mauvais œil.

Il y'a une notion, une démarche vers la Démocratie unique en Grèce. La Démocratie là-bas, mot grec et ce n'est pas un hasard, signifie vraiment quelque chose. Tout le passé historique pèse sur ce pays et sur sa religion. Il faut comprendre qu'en Grèce, les gens ont toujours vécu par rapport à une oppression. Que ce soit contre les turcs, les allemands, les anglais, les américains, les colonels, la vie grecque se définit comme un refus systématique de l'oppression.

Or, la notion de liberté et de religion sont indissociables chez les grecs, ne serait-ce que parce que les turcs étant musulmans, la religion orthodoxe a servi durant cinq siècles de refuge à la culture grecque. De ce fait, la religion n'a jamais été figée, sclérosée. Beaucoup de grecs te diront par exemple, que le Christ est le premier communiste.

Le slogan crétois « la liberté ou la mort » peut même être compris comme une attitude orthodoxe.

C'est pour ça que le romantisme socialiste français s'apparente mal avec la réalité grecque. Parce que les gens là-bas sont beaucoup plus absolus. Pour eux, le « oui, mais » n'existe pas.

En fait, ce qui est réellement important dans ces élections, c'est que pour la première fois depuis très longtemps, les grecs viennent de se choisir une direction.

Après l'initiative de Mitterrand sur le Tchad :

## REGLER LA QUESTION EN « FAMILLE » !

La conférence Nord-Sud qui s'était tenue à Cancun au Mexique aura fourni de manière surprenante l'occasion à divers hommes d'Etat de proposer une issue au... conflit tchadien. Les propositions de Mrs Mitterrand et Haig qui renforcent la « résolution de Nairobi » et appuient l'initiative de l'OUA se sont révélées politiquement inopportunes, car elles interviennent au moment où Arap Moi, chef d'Etat Kenyan et Eden Kodjo, respectivement président en exercice de l'OUA et secrétaire général multipliaient les consultations auprès des responsables africains pour la formation d'une force interafricaine au Tchad selon les accords de Lagos. Ces consultations sont d'autant plus urgentes qu'elles créaient à terme une amélioration des relations soudano-lybiennes, leur caractère résolument conflictuel s'étant focalisé sur la question tchadienne, ouvrant ainsi la voie à une confrontation latente entre les deux grandes puissances par le biais des alliances de Khadafi (RDA—URSS) et de Numeiry (Egypte—USA). Les prises de position du Cameroun et de la Sierra Leone attestent de la volonté des africains d'aller au plus vite vers une solution dont le retard « accroît les risques d'éclatement au sein du GUNT » (SF N° 32).

Le secrétariat d'Etat américain depuis l'élection de Reagan n'avait pas jusqu'ici manifesté un intérêt particulier sur les questions africaines, les visites du secrétaire adjoint Chester Crocker en Afrique Australe, la participation américaine à l'industrie nucléaire sud-africaine et les consultations sur la Namibie constituaient l'essentiel de leur préoccupation. Il faut croire que leurs « intérêts stratégiques » n'ignorent plus l'Afrique Centrale, où la présence des hommes de Khadafi, considéré comme le parrain du « terrorisme international », a pris un tournant décisif depuis l'épisode aérien qui avait permis aux militaires américains d'humilier l'homme fort de Tripoli.

M. Haig, au cours d'une conférence de presse qui précédait le retour de la délégation aux Etats-Unis, affirmait la volonté de son gouvernement de « soutenir

fermement » la force inter-africaine de l'OUA et de lui fournir une assistance financière et logistique dans le but d'accélérer la fin de la « présence illégale » des forces lybiennes au Tchad.

Ces déclarations, faites le samedi 24, intervenaient deux jours après celles de François Mitterrand, un « parfait accord » étant apparu côté américain avec la position du chef d'Etat français. Jean Pierre Cot lui-même, ministre de la coopération, s'en félicitait, tandis que Claude Cheysson, ministre français des affaires étrangères, invitait l'OUA à s'adresser aux Nations Unies dont la participation constituerait « un label et un financement ».

L'intervention jusqu'ici informelle de la France dans le conflit tchadien était l'essentiel du message de François Mitterrand à Arap Moi, président actuel de l'OUA, motivée par l'intention du gouvernement français « d'empêcher les Lybiens de faire une bêtise » au Tchad. Le chef d'Etat Kenyan aurait reçu le message de Mitterrand au moment où il négociait avec les membres de son organisation, la composition de la force panafricaine. Recevant monsieur Edem Kodjo le 24 au matin à Nakuru (Nord-Est du Kenya) qui devait partir pour une mission dans le nord de l'Afrique, consulter les parties intéressées dans la guerre du Sahara, ainsi que Kasire Koumakoye, ministre tchadien de la justice venu transmettre un document de son président touchant la situation au Tchad. On comprend alors l'embarras d'Arap Moi recevant la proposition de Mitterrand, en plein arrangement d'un problème dont la discussion est d'autant plus âpre qu'il est de nature « complexe ».

Edem Kodjo devait confirmer « l'accord définitif » de certains états membres et l'envoi d'une force panafricaine au Tchad pour la fin 81. Par contre il s'est clairement montré sceptique sur les propositions franco-américaines. Sans citer de gouvernements précis, il s'est déclaré favorable à des accords bilatéraux, avec les pays africains prêts à envoyer leurs troupes, doutant qu'une aide « multilatérale à l'OUA » ne soit la meilleure solution. Arap Moi a déjà demandé

au secrétaire général d'analyser la situation et d'envoyer « sans retard » une force africaine de la paix au Tchad, le rassemblement de ces troupes obtenu auprès des africains restant le seul détail concret avant la mise en place de cette force. Le conflit tchadien a envenimé l'état des relations

### COUP D'ETAT?

**Le journal était prêt, lorsque la dépêche, annonçant l'entrée des troupes fidèles au Ministre de la Défense à N'Djaména, est tombée.**

**Goukouni, qui avait tant plu à Mitterrand aurait été destitué.**

**L'initiative française semble avoir des opposants à l'intérieur et à l'extérieur du pays. On regarde du côté de la Libye.**

**La crise du Tchad rebondit ainsi à la veille du sommet Franco-Africain. Nous y reviendrons.**

soudano-lybiennes. Numeiry accuse régulièrement Khadafi de violer

son espace aérien en attaquant ses villages aux frontières tchadiennes et dénonce les concentrations des troupes lybiennes le long de la frontière Sud-Ouest (Nord Tchad) qui sépare les 2 pays états.

Les soldats lybiens balisent aussi la frontière orientale du Tchad où les hommes du FAN demeurent actifs, bénéficiant de l'accueil et de l'aide du Soudan. Le « Frolinat Fondamental » de M. Hadjaro Senoussi dénonce aussi depuis Khastoum la présence lybienne au Tchad, estimant que leur départ serait « une condition préalable pour un règlement pacifique » et partage l'idée de les remplacer par un « contingent africain neutre » sous l'autorité de l'OUA. Le communiqué du « Frolinatfond » se conforme en fait lui aussi aux accords de Lagos et de Lomé. Siaka Stevens, chef d'Etat du Sierra Leone et prédécesseur d'Arap Moi

à la tête de l'organisation panafricaine se dit optimiste quand aux capacités du gouvernement français socialiste à montrer plus de sollicitude envers le Tiers-Monde, et appuie l'engagement français au Tchad pour « son indépendance et sa souveraineté ». Le gouvernement camerounais qui accueille principalement les réfugiés tchadiens, s'aligne sur les positions africaines dégagées à Lagos en décembre 80. Un jour après l'intervention de Mitterrand à Cancun et n'entend pas participer à la force neutre de paix, conformément aux accords précités qui excluaient la participation des pays voisins. Les africains n'ont apparemment pas donné une réponse favorable aux initiatives occidentales de Cancun et entendent manifestement régler la justice « en famille »

B.N.

## UN COMPROMIS SUR LES ARCHIVES ALGERIENNES

Depuis une quinzaine de jours, on parle beaucoup des archives de l'ancien Gouvernement général d'Alger, qu'il est question de rendre à l'Algérie. Ces archives historiques et artistiques couvrent la période de la présence française en Algérie (1830—1962).

L'annonce de la restitution de ces documents à l'Algérie a soulevé un tollé. A commencer par les mouvements des « rapatriés ». Le bureau National du cercle Algérien (mouvement culturel des français rapatriés d'Algérie) s'est élevé contre ce qu'il considère comme « une dilapidation abusive du patrimoine culturel national », et demande « solennellement au président de la République de renoncer à ce projet qui consisterait à spolier une deuxième fois la communauté française rapatriée d'Algérie dans ce qui lui reste de plus cher : son passé et sa culture ».

Le mouvement du Recours (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'Outre-mer) a de plus insisté sur

vouloir avancer prudemment : « C'est une affaire difficile. Le gouvernement en est conscient. Mais il est décidé à l'étudier dans un esprit nouveau : nous avons en tout cas le devoir de protéger tout ce qui concerne la sécurité des personnes. Il nous faut d'autre part, faire en sorte que tous les chercheurs puissent accéder au tri nécessaire, il faut éviter les questions de principe et les procès d'intention afin d'agir dans un esprit constructif » (M.A. Chandernagor, ministre des Affaires européennes, au Sénat).

Il semble en définitive qu'on doive s'acheminer vers un compromis : les archives seraient d'abord triées de façon à mettre à part les pièces pouvant éventuellement mettre en cause des personnes actuellement en vie ; ensuite, les pièces restantes seraient microfilmées sous la surveillance d'une commission mixte franco-algérienne, et seraient remises à l'Algérie.

Alors, beaucoup de bruit pour rien, me direz-vous ! Affaire très caractéristique au contraire :

### Un précédent, pour les uns Un principe, pour les autres

« le caractère délateur très grave » que pourrait avoir ce transfert « mettant en cause la sécurité d'un certain nombre d'Algériens vivant en Algérie, qui furent des amis de la France, et de nombreux français-musulmans qui se rendent en Algérie »

On retrouve les mêmes préoccupations chez les partis politiques de l'ancienne majorité, témoin la déclaration du secrétaire général du RPR qui parle d'une « opportunité politique très contestable ». Il pose en outre le problème du contrôle de l'exploitation de ces archives, tant pour le citoyen français, né en Algérie pendant la période considérée et qui aurait besoin d'une pièce d'état-civil relevant de ces archives, que pour les chercheurs scientifiques en général. Ce même problème a été évoqué au Sénat dans une question écrite (n° 2320, remise à la présidence du Sénat le 20 octobre 1981).

De son côté, l'Académie des Sciences d'Outre-Mer s'est elle aussi prononcée contre cette remise des archives au gouvernement algérien. Dans une motion rendue publique le 20 octobre dernier, elle souligne que ces documents sont la « propriété de la nation française » et des « archives de souveraineté qui ne peuvent être remises à un gouvernement étranger ». Les remettre à l'Algérie consisterait, selon elle, « un précédent dont ne manqueraient pas de se réclamer d'autres états issus de l'ancien empire colonial ».

Devant cette levée de boucliers, le gouvernement français semble

toutes les réactions citées précédemment invoquaient l'appartenance au patrimoine national français de ces archives ; aucune n'a vu dans cette restitution un problème dû au fait que les archives en question appartiennent en réalité à deux patrimoines nationaux, l'algérien et le français. Le fait d'avoir tenu sous sa botte un pays pendant plus de 130 ans, et de lui avoir de ce fait imposé une tranche d'histoire commune, ne donne pas à l'occupant un droit automatique de propriété sur les documents témoignant de cette histoire. Le problème n'est donc pas de décider s'il faut ou non rendre ces archives à l'Algérie (elles lui appartiennent autant qu'à la France), mais de déterminer les modalités de cette restitution ; tout le reste n'est que prétextes et mauvaises foi.

La question des archives ne se limite pas au domaine culturel ou historique. Que dire de toutes ces études de prospection géologique rapatriées en France à l'indépendance des anciennes colonies, études que les pays en question ont souvent dû refaire à grands frais, parce que la France pour des raisons politiques ne voulait pas les leur remettre ? S'engager à remettre à ces pays ne serait-ce que toutes les archives concernant leurs richesses exploitables que la France détient encore, serait un geste du gouvernement socialiste au moins aussi important que l'engagement de porter l'aide française aux pays les moins avancés, à 0,7 % du produit national.

Antitrust

## Hommage

Ahmed Bouzidi, militant de l'USFP, et dirigeant national de la CDT est décédé le mardi 27 octobre à 15 h dans un hôpital



Ahmed Bouzidi  
décédé à Paris

parisien d'une violente attaque cardiaque.

Agé de 36 ans, Bouzidi était secrétaire général du syndicat des PTT. Il avait échappé à la rafle des syndicalistes de la CDT en juin dernier parce qu'il représentait sa centrale à la réunion du BIT à Genève.

Resté à l'étranger, il développait la solidarité internationale avec ses camarades emprisonnés. Il y a 10 jours, où il était à Prague pour contacter la FSM, souffrant d'une pleurésie depuis son arrestation en 1973, Bouzidi a été hospitalisé il y a une semaine.

Sans Frontière qui comptait le rencontrer prochainement, présente ses sincères condoléances, à sa famille et ses camarades.

# Cancun (suite et faim) : « SANS RANCUNE ET A BIENTÔT... »

**C**a y est, c'est gagné. (...) L'unanimité apparue ce matin en faveur des négociations globales est un fait nouveau, un fait politique majeur, qui à lui seul justifie déjà la réunion de Cancun, lançait triomphalement, dès jeudi soir, J.P. Cot le ministre français de la coopération et du développement, qui semble bien devenir le chantre officiel des réunions internationales sur le Tiers Monde (*Sans Frontière*, n° 32, P. 13). C'est peut-être ce qui frappe le plus dans ce sommet de Cancun : la satisfaction générale affichée par les participants. Car on se demande par quoi elle est justifiée.

En effet, si la déclaration finale des deux co-présidents, MM J.L. Portillo et P.E. Trudeau, émet beaucoup de recommandations et de vœux pieux, les résultats concrets et les engagements précis, réclamés notamment par M.F. Mitterrand, paraissent bien minces (voir encadré sur les « objectifs de base » définis à Cancun). Quelques points de détail mis à part (comme l'adhésion de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Inde au « fonds commun des matières premières »), on est resté dans le vague et le général, et la satisfaction officielle ne semble pas de

mise. On parle de succès parce que les participants ont pris un accord de principe pour ouvrir des « négociations globales » entre pays industrialisés et pays en développement. Mais doit-on crier « victoire ! » pour avoir fait ce que le simple bon sens dicte : reconnaître que les divers problèmes du Tiers Monde ne peuvent être dissociés et traités séparément, mais s'inscrivent dans un cadre mondial global ?

La satisfaction des participants à la conférence est justifiée, à leurs yeux, par les concessions que semblent avoir faites les Etats-Unis. Ceux-ci ont accepté à Cancun de participer à une « négociation globale » sur les problèmes Nord-sud, négociation qu'ils refusaient jusqu'à présent. Mais qu'on ne s'y trompe pas : les Etats-Unis n'ont pas accepté grand-chose. M. R. Reagan a accepté les discussions globales, certes, mais avec ses propres règles (voir encadré « le « oui, mais... » de Reagan » qui constitue une position très ferme aux Etats-Unis », comme l'a souligné M. A. Haig. Ceux-ci ont bien précisé que les négociations devaient s'effectuer « sur une base mutuellement convenue », ce qui leur permet de ne pas se sentir liés par une décision prise par la majorité des autres pays, mais

leurs déplaçant ; ils peuvent ainsi se retirer quand ils veulent de négociations qui prendraient un tour désagréable pour eux.

Autre sécurité : les américains ne veulent pas la création de nouvelles institutions (les anciennes qu'ils contrôlent bien leur suffisent). Quant au délai de mise en route de ces négociations, M. C. Cheysson a reconnu que « du côté américain, on dit qu'il va falloir encore attendre plusieurs mois ». Pas grand-chose de nouveau donc sur le fond de la politique des Etats-Unis qui

« l'échec » du sommet avec toutes ses conséquences, voilà « l'esprit de Cancun ». Finalement, les participants sont bien contents de ne pas s'être bagarrés.

Les Etats-Unis, conscients de leur position de force et de ce que rien ne pouvait se faire sans eux, mais conscients aussi de la nécessité de « lâcher du lest », sont venus « écouter » le reste du monde. Les autres pays ont-ils eu peur de voir les Américains se retirer si leurs exigences devenaient trop grandes, peur de voir la porte des

## Le Munich des années 80 ?

*De retour du Mexique, Marco Panella qui en est à son 58ème jour de grève de la faim, donne son opinion sur le sommet de Cancun.*

« Cancun, c'est Munich des années 80. Il y a à le craindre, même si la prudence et l'honnêteté ne permettent pas de l'affirmer et de le dénoncer. Mais une chose nous paraît certaine : c'est l'illusion de la politique politicienne au niveau planétaire, et de sa création, c'est la logique atroce des choses contre toute logique qui soit digne de l'homme et de la vie. C'est le sous-dialogue entre arrogants et des muets. Plus : le monologue des Daladiers d'aujourd'hui, des Daladiers du Tiers-Monde, sinon de ses Kivling peut-être aujourd'hui absents.

C'est la Russie respectée jusque dans sa force pure qui règne ici par l'absence pas moins que les Etats-Uni par la présence. C'est la honte de l'holocauste, car ici les victimes n'ont pas eu de voix. Ici, l'on croit encore une fois que l'on peut sacrifier l'homme au nom d'un projet d'homme et la société du vivant au nom d'une société parfaite de demain, éternelle illusion de morts. C'est le 18 millions de tonnes de céréales transférées du Nord au Nord, du côté ouest au côté est aux frais du Sud. C'est la truculence qui couvre la reddition, la trahison ou l'assomption des idées des ennemis, dans l'illusion de l'appropriation ou d'y gagner 30 Talens ou dollars en plus.

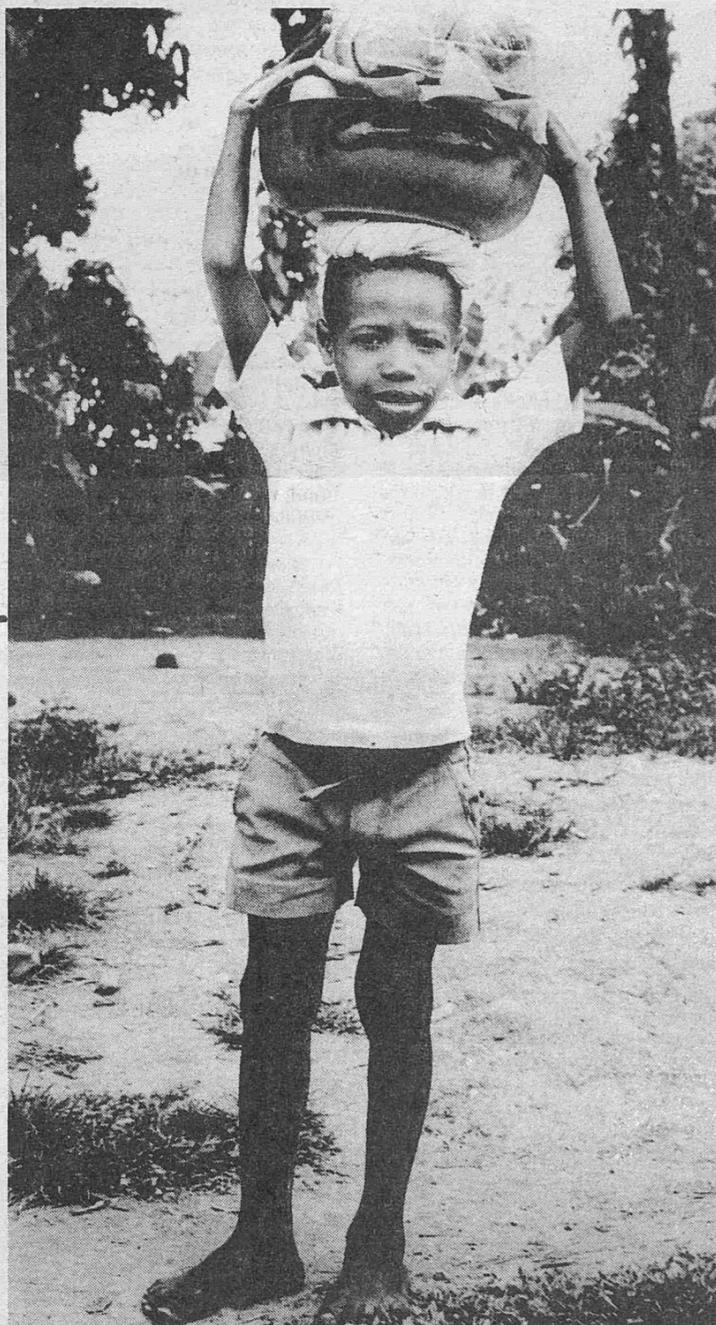
C'est le Sud qui se rend aujourd'hui dans l'illusion de la realpolitik.

C'est donc naturel que l'on ait étouffé la voix des prix Nobel, la voix du Parlement Européen, et que l'on nous cache ici comme des abusifs dérangeants et dangereux.

Nous sommes dans l'impossibilité matérielle de circuler, de nous adresser véritablement à la presse, aux délégations elles-mêmes qui sont loin d'en être gênées. Nous le regrettons. Et nous regrettons que les généreuses illusions de la France et du Mexique semblent n'avoir pu se manifester et prendre corps d'une politique d'espoir.

Il fallait comprendre qu'il ne s'agissait point de tenter une médiation, mais de prendre l'initiative d'une rupture avec le passé et le présent, avec l'holocauste et la guerre. Et que seules les idées sont la véritable patrie des pauvres, des non-violents, des damnés de la terre.

Il n'en aura rien été. »



conçoivent en fait les négociations globales comme un moyen de « créer les conditions d'une croissance économique globale » plutôt que d'un transfert des richesses du Nord vers le Sud.

Alors, ce fameux « esprit de Cancun », où réside-t-il ? Pour M. R. Reagan, c'est dans la démonstration « qu'il est possible de poursuivre un dialogue encore plus fructueux, avec franchise et respect mutuel ». Mais le respect n'est de mise qu'entre égaux, sinon cela s'appelle de la soumission : et le Tiers-Monde meurt aussi de cette « soumission de politesse », qui traduit le rapport de forces existant. Chercher à éviter tout affrontement qui aurait entraîné

négociations se refermer et de n'avoir aucun moyen pour le moment d'obliger les Américains à la rouvrir ? Pour M. M. Panella, le député radical italien, « Cancun, c'est le Munich des années 80 » et les participants n'ont pas osé « prendre l'initiative d'une rupture avec le passé ». Au bout du compte, le sommet de Cancun fait penser à une de ces « réunions de famille » réussie parce qu'on a pu éviter l'affrontement entre le patriarche (l'Oncle Sam ?) et les membres de la famille qui discutent son autorité ; rien n'a été résolu, mais on se quitte sur ces bonnes paroles : « Sans rancune et à bientôt... »

Jibé

## Les « objectifs de base »

### Négociations globales :

sur ce point, qui pour beaucoup était peut-être le plus important de la conférence, les négociations ont « échoué » selon M. P. E. Trudeau, premier ministre canadien et co-président du sommet. La déclaration finale des deux co-présidents affirme bien : « l'utilité et l'urgence de soutenir aux Nations-Unies un consensus pour lancer des négociations globales sur une base mutuellement acceptable, dans des circonstances offrant des perspectives de progrès significatifs, et en prenant en compte l'urgence de ce problème » et que « certains pays ont insisté pour que les compétences des agences spécialisées (FMI, Banque Mondiale, GAAT, etc) ne soient pas affectées » (voir l'encadré sur le plan Reagan).

Mais il n'y a pas eu d'accord sur ce que devra être la prochaine étape de ces négociations globales : ni date, ni modalités précises n'ont été fixées. On en reparlera !

### SECURITE ALIMENTAIRE ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE

- Développement de la « réserve alimentaire internationale pour les cas d'urgence » (elle relève de la FAO).
- Il est envisagé la négociation d'un nouvel accord international sur le blé.
- Reconstitution des ressources du « fonds international du développement agricole » (FIDA).
- Utilité d'une politique démographique pour la solution des aspects les plus graves du problème alimentaire.
- Nécessité d'efforts internes et à long terme de la part des pays en voie de développement pour atteindre l'auto-suffisance alimentaire.\*

• Possibilité de l'envoi d'équipes de travail des pays développés dans les pays pauvres pour élaborer des plans d'exploitation agricole optimale de leurs terres.

• Etablissement d'un programme à long terme pour supprimer le problème de la faim d'ici l'an 2000 par une action conjuguée des efforts nationaux et de l'action internationale

### Les matières premières et commerce :

• Mise en application le plus rapidement possible du « fonds commun des matières premières » (créé dans le cadre de la CNUCED en juin 1980), destiné à stabiliser les cours des produits de base, et auquel la France, la Grande-Bretagne et l'Inde ont donné leur adhésion à Cancun.

• Elargir pour les pays en voie de développement l'accès au système des préférences généralisées.

• Nécessité pour les pays industrialisés de « renforcer leurs efforts pour résister aux pressions protectionnistes ».

• Pas de création d'une « filiale énergie » au sein de la Banque Mondiale, même si la déclaration finale dit que celle-ci a été « préconisée et sa nécessité soulignée au cours de la conférence ».

Souhait de la création d'un « plan mondial énergétique », dans le cadre de la nécessité d'assurer une transition entre les hydrocarbures et les sources d'énergie diversifiées.

### Questions monétaires et financières :

Le document final préconise une meilleure coopération financière internationale pour faciliter l'accès des pays en voie de développement aux sources de financement, en particulier par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale.

Argentine : Témoins contre l'arbitraire...

# TROIS MERES DE LA PLACE DE MAI A « SANS-FRONTIERE »

**L**es Etats-Unis « veulent établir des liens étroits avec toutes les nations de l'hémisphère « qui partagent nos options de liberté et de démocratie », affirmait M. HAIG dans une interview à la Revue Argentine « Somos », vendredi dernier...

Le secrétaire d'Etat estime que l'Argentine est un pays qui répond à ces options... Pourtant...

Pourtant ces 3 femmes argentines, mères d'enfants et de petits enfants disparus, nous ont raconté une réalité autre, une réalité de terreur dans un pays où après le Coup d'Etat de 1976, 30.000 personnes ont disparues, dont 700 enfants.

Propos recueillis par  
 ANA MARIA ARAUJO



Photo Jibe

**L**ES 3 femmes accusent directement, fermement, le Gouvernement militaire : « il est responsable du massacre le plus effrayant qu'ait jamais connu l'histoire de notre pays », disait Maria Adela. « La complicité du silence, la propagande malhonnête, les contrôles des moyens d'information ne nous empêcheront pas d'élever nos voix contre l'Injustice. Nous voulons connaître La Vérité. Où sont nos enfants disparus ? » se demandait Me Eugenia.

De longues années de recherches, de silence officiel, de réponses évasives ou dépourvues de sens, n'ont pas entamé leur intégrité de femmes qui se battent aujourd'hui là-bas.

Ici, elles ont voulu partager avec nous leurs angoisses, mais surtout leurs luttes quotidiennes de mères...

Maria Adela Gard a 70 ans... elle aurait pu en avoir 40 ou 30, ou l'âge indéfini de nos femmes latino-américaines qui ont connue la répression, la violence, la terreur... et qui se sont battues et

qui se battent aujourd'hui « jusqu'au bout, pour en finir avec ce gouvernement fasciste, de nuit et de brouillard »... comme le disait Maria Adela, à la fin de notre entretien.

Elle est vice-présidente de l'« Association des Mères de la Place de Mai ». Elle a un fils disparu, Daniel, 40 ans, avocat, défenseur de prisonniers politiques.

**MARIA ADELA** : Tu sais, il a été enlevé à 10 heures du matin, en pleine rue, en plein soleil, le 10 novembre 1976. Après, j'ai su par un autre camarade libéré qu'il a été dans un camp de concentration à la Plata, appelé « La Cacha », camp d'ailleurs qui n'existe plus. Ils effacent tout... pour ne pas laisser de traces...

**SANS FRONTIERE** : Sais-tu combien de temps il est resté là ?

**MARIA ADELA** : si, je le sais, car malgré la peur, malgré la répression, l'information circule... de bouche à oreilles. Le peuple est avec nous... Daniel a été dans ce camp là de novembre 1976 à avril 1977... Après, je ne sais

plus... Le silence. Et c'est à ce moment-là que je me suis dit : je ne peux continuer à me battre toute seule... il faut que nous nous rassemblions. Tu comprends, c'est pas une lutte individuelle... C'est le système tout entier qui est en jeu, et nous sommes nombreuses, de plus en plus nombreuses à nous battre.

Nous exigeons la vérité. Nos enfants ont disparu. Nous voulons savoir où ils sont ? Comment ils sont traités ? De quoi sont-ils accusés ? Ont-ils été jugés ?

Quand mon fils a été enlevé, il ne portait pas d'armes. Alors... il n'y a pas eu un affrontement armé... Il doit être vivant. Sinon c'est de l'assassinat. Sinon, ils sont des assassins. Et ça, il faut le dire, il faut le crier, il faut que l'opinion publique internationale le sache...

**SF** : Carmen, je sais que tu as une fille disparue. Raconte-nous comment cela s'est passé ?

Carmen Aquiar de Lapaco a été elle-même enlevée avec sa fille, le 17 mars 1977, à Buenos Aires.

**CARMEN** : Ils sont venus chez

nous, la concierge ne voulait pas leur ouvrir... car ils étaient habillés en civil. Mais ils ont montré les papiers d'identité de l'Armée... J'étais avec Alejandra et son copain Marcello Butti dans l'appartement. Ils sont entrés et sans rien demander, ont commencé à nous frapper, à nous donner des coups de pieds partout...

Yeux bandés, nous avons été transportés loin, dans un espèce de camion... 2 jours plus tard, j'ai été libérée, à 4 heures du matin, à la BOCA (1).

J'ai jamais revu Alejandra.

**SF** : Quel âge a-t-elle, Alejandra ?

**CARMEN** : Elle avait 19 ans... elle était étudiante d'anthropologie... Marcello avait 20 ans. Il était étudiant en histoire.

Jusqu'à l'année dernière, le gouvernement militaire n'a jamais reconnu les disparitions. Aujourd'hui, après les campagnes internationales, après notre insistance, et notre lutte quotidienne, il ne peut plus le nier... Notre Association est devenue mondialement connue.

**SF** : Continuez-vous à vous rassembler tous les jeudis à 15 heures trente, face à la Place de Mai ? Comment ça s'est passé au début ?

**MARIA ADELA** : Au début, nous n'étions que 14 Mères. Ça fait déjà plus de 4 ans... exactement le 30 avril 1977. Nous ne savions pas très bien de quelle façon ils allaient réagir... Nous avions peur, très peur... Mais il fallait se rassembler publiquement. Nous étions un petit groupe de mères, et nous voulions devenir un mouvement politique de dénonciation. Alors, il fallait le faire. Ce jeudi-là, nous avons été réprimées. Azucena Villaflor, une des mères présentes, a disparu... Mais, malgré tout, le jeudi suivant, nous avons continué à nous réunir... Nous étions 20 !

**MARIA EUGENIA** : Et ça continue. Sous la pluie, le froid, en été, en hiver. « Ils » nous ont appelés « les folles de la Place de Mai »... Aujourd'hui, ils n'osent plus nous appeler ainsi... Nous devenons un mouvement politique de contestation, régime.

**SF** : Alors, il y'a des mères qui ont disparu ?

**CARMEN** : Si, il y'a deux religieuses françaises et quatre mères de disparus, qui ont été elles-mêmes enlevées... Tu te rends compte ? Seulement pour le fait de demander où sont nos enfants...

**SF** : Est-ce que vous recevez des menaces ?

**MARIA ADELA** : Bien sûr. Des lettres anonymes, des coups de téléphone... Maintenant, nous avons une Maison (2). C'est très important. Car, au début, pour nous contacter, il n'y avait que le rendez-vous à 3 heures et demi, tous les jeudis, Place de Mai. Notre Maison, c'était la Place... Maintenant, dans notre nouveau siège, il y'a des incursions systématiques de policiers, en civil, en uniforme... il y'a la porte de l'ascenseur qui disparaît... la lumière qui ne marche pas... Mais... vois-tu, tout cela ne nous fait pas peur. Nous avons pris l'habitude... et nous continuons à nous battre...

Photo Mus



Durant leur séjour à Paris, les « mères de la Place de Mai » ont rendu visite à Sans Frontière.

## NICARAGUA :

• Accusé par la C.O.S.E.P. (Conseil supérieur de l'entreprise privée) et la Centrale syndicale (C.A.U.S.) de ruiner le pays et de pervertir sa ligne initiale en se coupant du peuple, le gouvernement sandiniste réplique par l'arrestation d'une cinquantaine de personnes dont 23 membres du parti communiste, quelques hommes d'affaires et 4 membres du conseil d'état : Allan Zembrana, Roberto Moreno, Jaime Bengoéchéa et Reynaldo Hernandez.

Mercredi 21 Octobre, le commandant Luis Carrion, vice-ministre de l'intérieur déclarait : « plus de seize actions contre révolutionnaires se sont produites depuis le début du mois d'octobre, faisant au moins 20 morts ». Seize « contre révolutionnaires » auraient été abattus au cours de ces actions.

• Dans une déclaration officielle publiée le 22 octobre par le département d'état, les Etats-Unis accusent le Nicaragua d'armer le rebelles salvadoriens. L'ambassadeur du Nicaragua a démenti ces accusations.

• Attaqué de toutes parts, le gouvernement sandiniste a déclaré par l'intermédiaire de Daniel Ortégua, coordinateur de la Junte : « la révolution nicaraguayenne ne fera pas marche arrière.

## Un petit noir bien serré

## CHILI :

C'est à une écrasante majorité que le Sénat a voté, jeudi 22 octobre, la reprise de l'aide militaire au Chili. Cette aide avait été suspendue à la suite de l'assassinat en 1976, de l'ancien ministre chilien des affaires étrangères, M. Orlando Letelier. Sans commentaire.

## BOLIVIE : Meurtre de 3 SYNDICALISTES

A la suite du meurtre de 3 syndicalistes, Amnesty International demande une enquête sur la violation des droits de l'homme en Bolivie. Dans une lettre adressée au Président bolivien, Celsio Torrelío Vila, l'organisation demande qu'il soit mis un terme à ces pratiques.

## COLOMBIE : Grève mais pas trêve

La grève générale organisée le 21 octobre par la Confédération syndicale des Travailleurs de Colombie a été faiblement suivie à cause des mesures draconiennes prises par le gouvernement. 800 arrestations, la mobilisation de 14 000 soldats et de 2 500 agents des services de renseignements n'ont pas évité de violents affrontements au cours desquels sont morts deux étudiants et une petite fille.

## TROIS MERES DE LA PLACE DE MAI

SF : *Maria Eugenia, je sais que ta fille était enceinte quand elle a été séquestrée. As-tu eu des nouvelles ?*

MARIA CASINELLI : Rien. MARIA EUGENIA : Rien. Maria Claudia a été enlevée la nuit du 24 août 1976... avec son mari Marcelo Ariel Gelman. Elle avait 19 ans, elle était enceinte de 7 Mois. Je sais qu'elle a accouché... elle a eu son bébé... Mais je ne sais pas où ils sont. Ni Maria Claudia, ni Marcelo, ni le bébé...

Il y'a environ 700 Enfants disparus... Beaucoup, surtout les nouveaux-nés, disparaissent pour toujours, ou bien sont placés en assistance publique. Ceux qui « disparaissent pour toujours », ce sont les enfants donnés ou vendus...

C'est toute cette horreur incroyable que nous avons dû vivre...

SANS FRONTIERE : *Et actuellement, quels sont vos rapports avec les partis politiques, les syndicats, etc... ?*

MARIA ADELA : Nous sommes un mouvement politique, non partisan. Nous rassemblons toutes les mères des disparus. L'appartenance à tel ou tel parti politique ne nous intéresse pas. Nous voulons agir, dénoncer, informer. Connaître la vérité. Nos rapports avec les partis politiques ?... et bien, tu sais que chez nous, les partis politiques sont interdits... les syndicats sont « noyautés » par l'Armée et la Police. Alors...

Mais nous comptons sur le soutien de la population, des groupes de jeunes. Les jeunes sont toujours très sensibles.

SANS FRONTIERE : *On pourrait dire que votre mouvement, c'est un mouvement politique spontané ?*

MARIA ADELA : Tout à fait. C'est un mouvement qui est né à LA BASE. Ce sont des femmes, nous-mêmes, mères, grands-mères des disparus qui prenons en charge la lutte. Notre objectif politique est de dénoncer la situation actuelle en Argentine.

SANS FRONTIERE : *Dernièrement il y a eu un changement à la tête du gouvernement militaire. Videla a été remplacé par le Général Viola. Quelles ont été les conséquences pour vous de ce changement ?*

CARMEN : Changement de botte, tu veux dire... 3 jours après la prise de pouvoir par Viola, nous nous sommes rassemblées... comme d'habitude, le jeudi à 3 Heures et demi. Et bien, 68 mères ont été emprisonnées. Pourtant, c'était une manifestation pacifique et silencieuse... Je réponds à la question, n'est-ce pas ?

D'autre part, la situation économique est lamentable. Aujourd'hui, les enfants ont faim, en Argentine.

Et ça aussi, il faut le dire.

Propos recueillis par Ana Maria Araujo

- (1) La Boca -quartier populaire de Buenos Ayres
- (2) Adresse du siège de l'«asociacion de madres de la Plata de mayo» : Uruguay 694 2° piso. Buenos Aires. Argentine

## Quand Les Femmes Parlent

Lundi 26 octobre à l'Ambassade du Nicaragua, Magda Enriquez, secrétaire des Relations Internationales de l'AMLAE (Association des Femmes Luisa Amanda Espinoza) de passage à Paris, a donné une conférence sur le rôle de « la femme dans la révolution nicaraguayenne ».

Sa présence à Paris a pour but, dit-elle, d'une part de dénoncer la campagne de dénigrement que l'impérialisme américain fait courir à propos de la révolution nicaraguayenne ; d'autre part, de faire appel au soutien moral et matériel de l'opinion internationale et particulièrement française.

Magda Enriquez a parlé des femmes Nicaraguayennes : ces femmes qui ont su combattre les armes à la main les forces somozistes et qui, aujourd'hui ne veulent pas « rentrer à la maison », mais continuent à défendre leur révolution et leur place dans la nouvelle politique.

« La femme nicaraguayenne », dit Magda Enriquez, « a pris conscience au cours de la lutte révolutionnaire de ses nombreuses capacités, le peuple nicaraguayen aussi a compris cela et l'accepte ». Si bien qu'aujourd'hui, l'appareil de l'Etat compte vingt-huit pour cent de femmes le Secrétariat National du Front Sandiniste (7 membres), compte 3 femmes. Le secrétaire politique de Managua est une femme, huit sur douze responsables régionaux sont des femmes. Enfin, 48 % des fonctionnaires de l'Etat sont des femmes...

De nouvelles lois en faveur des femmes ont été promulguées :

- la constitution sandiniste établit l'égalité totale et absolue entre l'homme et la femme.

- une loi récente interdit « l'utilisation commerciale » du corps de la femme.

- le terme « Patria postestad » (pouvoir absolu du père) a été supprimé du Code Civil et remplacé par une nouvelle loi intitulée « Rapports entre mère, père et enfants », car comme le souligne Magda Enriquez : « les enfants aussi ont joué un rôle fondamental dans notre révolution. Ils ont gagné leurs droits, ils méritent tout notre respect ».

- la loi d'adoption a été également modifiée : l'homme ou la femme célibataire peut aujourd'hui adopter un enfant, au Nicaragua (ce qui n'est pas le cas même en France).

Magda Enriquez conclut : « Je n'oserai pas dire que le patriarcat a disparu au Nicaragua, il y'a encore beaucoup de chemin à parcourir... Mais nous avons beaucoup avancé en ce qui concerne les droits des femmes et nous en sommes fières ».

Voilà la fin de cette conférence trop « gouvernementale » peut-être. Un peu trop froide surtout pour moi, femme latino-américaine, qui a appris à comprendre mais surtout à aimer nos luttes de femmes.

Mais en sortant de l'ambassade j'ai un petit espoir. Et si en réalité nous, femmes, commençons tout doucement à imposer nos droits dans les nouveaux processus révolutionnaires qui naissent ?... Au-delà du pouvoir, quel qu'il soit...

A.M.A.

# FLEURIR LES AMBASSADES QUELLE IDEE !

Le 2 novembre il est coutume en France d'honorer ses morts, ceux de sa famille. Nous devons aussi beaucoup à ceux qui sont morts pour avoir voulu faire respecter les droits de l'homme. Nous proposons de commémorer symboliquement leur souvenir. Le jour des morts doit dorénavant devenir d'abord leur jour.

La Liberté Court Toujours, grâce à ceux qui la défendent aux avant-postes d'un combat où certains ont payé de leur vie.

Le jour des morts, il est coutume de fêter, d'honorer annuellement, dignement, ses morts.

Ceux qui sont tombés sont aussi nos morts, victimes de toutes les violations des Droits de l'Homme, de l'homme sans limitation à travers l'espace et le temps, quelles que soient sa définition et sa déchéance.

Anonymes ou célèbres, d'ici ou d'ailleurs, ils sont morts uniquement pour avoir défendu l'homme et sa dignité.

A cette occasion, nous invitons chacun à s'unir simplement en leur

mémoire.

Ce n'est qu'un geste, mais il signifie qu'ils ne sont pas morts en vain.

Un rassemblement au Trocadéro à 15 h. d'où nous irons symboliquement fleurir quelques ambassades de pays violant plus particulièrement les droits de l'homme.

A 18 h, célébration en l'Eglise St. Merry (76 rue de la Verrerie 75004) où nous invitons les personnes de toutes confessions et sans confession à venir se recueillir à la mémoire des victimes des droits de l'homme.

Pour tout renseignement : « La Liberté Court Toujours », 99 rue du Bac, 75007 Paris.

DIMANCHE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1981

## HOMMAGE A NOS MORTS

VICTIMES DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME



LA LIBERTÉ COURT TOUJOURS : SUIVONS-LA : A LA MEMOIRE DE CEUX QUI L'ONT PERDUE. EN SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME, NOUS INVITONS CHACUN A : - FLEURIR LES LIEUX SYMBOLES DE LEUR MORT. (AMBASSADES, MONUMENTS COMMEMORATIFS...) PARTICIPER A DES CEREMONIES RELIGIEUSES A LEUR MEMOIRE.

UNE CELEBRATION, RASSEMBLERA EN L'EGLISE

ST. MERRY 18H

76 RUE SAINT MARTIN PARIS 4

CEUX QUI SOUHAITENT SE RECUEILLIR EN LEUR MEMOIRE

RENDEZ-VOUS A 15 H. AU TROCADERO

OÙ NOUS IRONS FLEURIR LES LIEUX SYMBOLES DE LEUR MORT

• LA LIBERTÉ COURT TOUJOURS • 99 rue du bac, paris 7

L'itinéraire d'un poète Irakien

# UNE HORDE DE PIRATES

**U**n beau jour, il arrive que l'on se rencontre, et dans des conditions presque toujours différentes ;

C'est ainsi que j'ai connu Salah Al Hamdani, d'origine irakienne, lors d'une « audition » au Palais de Chaillot.

Au fil du temps, j'ai appris que Salah écrivait, qu'il avait des recueils édités, et je me suis dit : ça peut-être bien pour Sans-Frontière.

Un certain temps s'est écoulé depuis, mais les atomes crochus tenaient bon, et deux ans plus tard, comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, nous y voilà :

**SANS FRONTIERE :** Bonjour Salah, alors, raconte ...

**SALAH :** Je m'appelle Salah Al Hamdani, je suis poète arabe, et je vis à Paris.

**SF :** Oui, mais au début, comment ça a commencé ?

**S :** Quoi ? Qui a commencé ?

**SF :** Depuis quand es-tu en France par exemple ?

**S :** Depuis six ans et demi environ.

**SF :** Comment es-tu venu ; en touriste ou bien ... ?

**S :** Non, mais absolument pas, mais pour une raison de choix bien précis : complètement culturel.

**SF :** Et pour le travail aussi ?

**S :** Non, ni pour une raison de travail, ni pour « l'immigration ».

**SF :** Politique peut-être ?

**S :** Heu, politique oui, disons que chez nous, l'exil n'est pas nécessairement décidé par l'Etat. Politique, oui, mais c'est un choix. Je crois que nous sommes un bon nombre de ma génération à être en Europe et ailleurs. C'est le résultat d'un engagement politique là-bas.

**SF :** C'est à dire ?

**S :** Si tu veux, il y a eu la guerre contre la nation kurde, « minorité irakienne » et le Ministère des armées a mobilisé ma classe d'âge.

**SF :** Tu faisais ton service militaire ?

**S :** C'est ça, j'étais soldat pour faire la guerre contre les Kurdes.

**SF :** Ça a été dur, non ?

**S :** Justement, avec quelques camarades du régiment, on a décidé de faire quelque chose et on a tenté de prendre le contrôle des troupes par la force. On était onze à peu près.

**SF :** Et qu'est-ce que ça a donné ?

**S :** Tu sais, c'est une action que nous voulions faire pour marquer le coup, mais ça manquait de maturité politique, on avait 20 ans, c'est un peu comme une association qui se

casse la gueule, ça manquait d'organisation. Certains de l'équipe nous ont trahis et ont donné nos noms à la police militaire. J'ai donc été enfermé avec des copains en prison, torturé, maltraité pendant 8 mois ; c'était l'enfer.

**SF :** Après, vous avez été libérés ?

**S :** Oui, mais on était traqués par les flics, et pendant deux ans, ça a été l'impasse. Personne ne voulait de nous, on nous rendait la vie impossible. Ça a été une période très noire, impossible de sortir de Bagdad.

**SF :** Et la poésie alors ; tu as pu écrire ?

**S :** Dans la prison, oui, j'ai écrit, mais j'ai dû tout laisser.

**SF :** Comment tu faisais, tu écrivais sur les murs ?

**S :** Oui, sur les murs et sur des papiers que je n'ai pas pu sortir.

Tu sais, je ne suis pas un ... Comment dit-on ? ... Poète de bureau ! J'écris quand l'inspiration est là, il n'y a pas de programme pour ça, le temps n'existe pas quand on écrit. Et je pense que si je n'ai pas pu prendre mes écrits, c'est qu'ils auraient été jugés politiques.

**SF :** Et pour sortir, comment ça s'est passé ?

**S :** Tu sais, issu d'une famille pauvre d'un quartier misérable du centre de Bagdad, ça a été long et difficile. J'ai dû faire face tout seul. Seuls m'ont aidé quelques intellectuels marginaux de Bagdad.

**SF :** Tes études ?

**S :** Je n'ai connu que l'école du soir, et encore, j'avais souvent autre chose à faire.

**SF :** Qu'est-ce qu'il faisait, ton père ?

**S :** Mes parents étaient paysans, puis ils ont émigré à Bagdad et mon père s'est mis à travailler le bois.

**SF :** Et dans ta famille, on écrivait aussi ?

**S :** Mon père disait et dit encore des poèmes dans sa langue dialectale du Sud, mais c'est mon grand-père, l'ancien Abi Firas Al Hamdani qui lui, était reconnu comme éminent poète classique ; il a laissé pas mal d'écrits après sa mort en exil ; ses livres ont beaucoup été commentés et analysés par les grands critiques d'Irak et d'ailleurs.

**SF :** Et donc, après deux ans d'errance à Bagdad tu es venu en France ?

**S :** Non, c'est à dire, j'ai fait valoir que je voulais aller me reposer ailleurs quelques temps, après beaucoup de tracasseries de toutes sortes sur lesquelles je passe, j'ai pu obtenir les visas.

**SF :** Et bien sûr, tu es venu en France ?

**S :** C'est ça. Tu comprends, en Irak, on s'intéresse beaucoup à la culture en général et en particulier aux écrivains français : Sartre, Genet, Rimbaud, Beaudelaire, Camus et d'autres qui ont été

traduits en arabe. De plus, j'étais plus sensible à la culture française et je voulais venir à Paris.

**SF :** Et tu as pu t'installer sans problème ?

**S :** Non, bien sûr, comme tu peux l'imaginer. Ça a été très dur. J'ai fait plusieurs boulots dans des supermarchés et autres magasins, et il faut dire que les premières personnes qui m'ont aidé, c'étaient des gens d'Afrique du Nord.

**SF :** Pour revenir à la poésie, tu t'es remis à écrire à Paris ?

**S :** Oui, bien sûr, je crois que c'est essentiel dans ma vie, mais quand ça vient. Je ne comprends pas les gens qui se mettent en condition pour écrire ; pour moi, il n'y a pas de moment privilégié pour la poésie, il m'arrive d'écrire partout où mon angoisse et ma sensibilité l'imposent.

**SF :** Est-ce que tu écris par plaisir ou par besoin de t'exprimer ?

**S :** Non, je crois que la poésie n'est pas un sport de détente ou de plaisir, je pense que j'écris par nécessité quotidienne, j'ai toujours besoin de laisser les traces de ce que beaucoup d'autres ne peuvent pas entendre en particulier ceux de ma langue. Dire aux autres le maudit, l'intérieur, tu comprends, un besoin de crâcher à ma manière pour montrer ma différence.

**SF :** Et tu as le statut de réfugié politique ou bien ?

**S :** Non, je n'ai pas voulu, ça ne m'intéresse pas de me retrouver dans une autre prison ! Et puis j'ai rencontré ma femme qui m'a beaucoup aidé, elle s'occupe aussi de théâtre, de poésie, de Culture en général. Nous avons eu une petite fille, Kermel, âgée aujourd'hui de 4 ans et demi. Ça m'a incité à m'installer plus en France.\*

**SF :** Si on te demandait de mettre

une étiquette à ta poésie, ton style, qu'est-ce que tu dirais ?

**S :** Je ne vois pas d'étiquette précise, sinon, pour moi, c'est un peu comme une poésie de l'enfer, une poésie maudite, « cathartique ».

**SF :** Peut-on parler de poésie d'exil par exemple ?

**S :** Oui, mais c'est trop facile. N'importe qui se trouvant à l'étranger écrit, et se voit catalogué de poète de l'exil.

**SF :** Tu as quand-même un peu de nostalgie quand tu écris ?

**S :** Oui bien sûr, mais en vérité c'est la recherche de mon enfance oubliée que j'aimerais retrouver, et que je ne me rappelle pas du tout. Alors il faut tout réinventer, imaginer.

**SF :** Et par rapport à l'immigration ?

**S :** Je crois que je suis un immigré, mais je refuse qu'un français me le dise.

**SF :** Pourquoi ?

**S :** Parce que les français ont toujours une certaine image de l'immigré et au-delà de mes papiers, vu mon style, je suis perçu comme immigré ... et je subis les mêmes ségrégations que les autres, dans le métro et ailleurs.

En plus mes cheveux ont été et seront longs. Ma langue aussi.

**SF :** As-tu gardé des contacts avec ton pays d'origine ?

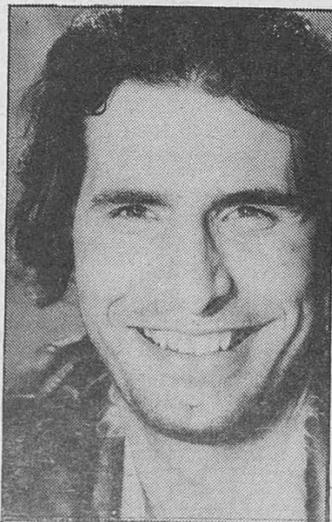
**S :** Très vagues, très vagues. Je crois que le temps s'est arrêté le jour où j'en suis parti.

**SF :** Et tu comptes y retourner ?

**S :** Le jour où il y aura un vrai changement dans le pays, j'aimerais y participer vraiment.

**SF :** Tu as sûrement une image que tu préfères dans tes poèmes, c'est laquelle ?

**S :** Bon, si tu insistes, alors je vais te dire ceci :



## Guernica à Madrid

Les espagnols se sont rendus dimanche en foule au Cason del Buen Retiro, annexe du Musée du Prado à Madrid, pour y admirer « Guernica », la célèbre toile de Pablo Ruiz Picasso, pour la première fois présentée au public espagnol.

« Guernica » peint pendant la guerre civile espagnole, évoque le martyre de la ville sacrée des basques, rasée le 26 avril 1937 par l'aviation nazie, alliée des nationalistes espagnols.

Les premiers visiteurs se sont soumis de bonne grâce au contrôle anti-métal, comme dans les aéroports.

Ce luxe de précautions a été adopté pour prévenir d'éventuelles attaques de l'extrême droite qui, par le passé, s'est déjà attaquée en Espagne, à des oeuvres du « peintre rouge ».

## La culture fait peur

Dix mille exemplaires de deux livres écrits en prison par le romancier indonésien Pramadya Ananta Tur, qui avait été considéré comme un possible lauréat du prix Nobel de littérature, ont été brûlés sur ordre du Procureur Général, apprend-on jeudi à Djakarta.

## Cocktail illustré

Les deux ouvrages, « Bumi Manusia » (Terre des hommes) et « Anak Semua Bangsa » (Enfant du monde), avaient été interdits en Indonésie en mai dernier, les autorités estimant qu'ils apportaient des bases historiques pour le développement des préceptes marxistes-léninistes.

« Bumi Manusia » et « Anak Semua Bangsa », dont l'interdiction avait fait rebondir les ventes, avaient été écrits par Pramadya alors qu'il était détenu dans l'île de Buru (moluques). Il avait ainsi rejoint de nombreux autres intellectuels indonésiens envoyés en prison par le régime du président Suharto dans les années 60. Libéré en 1979, il a passé un total de 14 années en prison.

## Les droits de l'homme

A Strasbourg, du 18 au 24 novembre, dixième Festival du film des droits de l'Homme. Il sera retrospectif et confrontera ainsi des films primés les années précédentes avec des oeuvres récentes. Par ailleurs, ce Festival 81, consacra une part importante de sa programmation au cinéma africain et une autre aux films traitant du thème des handicapés. Ces dernières oeuvres seront mises en compétition : renseignements, Institut des droits de l'homme, 1 quai Pezay Marnésia, 67000 Strasbourg Tél. (88) 35 05 50

VENDREDI 30 OCTOBRE 1981

CULTURE

19

## UNE HORDE DE PIRATES

« Homme sans passé terre stérile plus je l'abreuve plus grandit la sécheresse et croissent les ruines »

**SF : Qu'est-ce que tu attends de la poésie ?**

**S :** Pour moi, rien. J'aimerais qu'elle apporte beaucoup à ceux qui lisent et la comprennent. Si un lecteur s'irrite de ce qu'il ne comprend pas, je sais que j'ai donné car pour moi la communication est une action d'inquiétude entre les êtres.

**SF : Sachant que la plupart des immigrés ne parlent que leur dialecte, est-ce que ne se pose pas le problème de la langue ?**

**S :** Bien sûr, mais je crois que je suis assez réaliste, et tous mes écrits sont traduits en français grâce à ma femme et un ami poète français, Jean-Pierre Chrétien qui lui me comprend sans même que je parle. C'est rare, non ?

**SF : Quelle sorte d'application tu verrais pour tes poèmes ?**

**S :** Avec une amie, Martine Bernard (poète), on a envisagé une sorte d'affiche poétique, dans la rue. Si tu veux, je verrais bien des projections poétiques devant Beaubourg par exemple, ou en vidéo, ou autres ouvertes aux gens de la rue ; une sorte de mariage avec le dessin, la peinture, la danse, etc ...

Quand je rends visite à des amis, poètes, écrivains ou autres, il n'y a jamais de présence de textes. Tous dans la bibliothèque ! et ça m'agace. Je crois qu'il y a beaucoup de poètes inconnus qui ont besoin de s'exprimer. La rue, c'est tout à fait ce qu'il faut.



**SF : Si on te demandait le moyen que tu préférerais pour montrer la poésie au public ?**

**S :** Moi je pense tout d'abord au travail théâtral, en rapport avec la musique, l'éclairage, la danse, etc ... C'est une rencontre de plusieurs éléments.

**SF : Quel conseil pourrais-tu donner à de jeunes immigrés qui voudraient suivre cette voie ?**

**S :** Ce qui est important, c'est de faire les choses, de prendre la parole dans les radios libres, d'écrire dans les journaux concernés comme « Sans Frontière », créer des revues, des poèmes tracts, en action collective ou individuelle. Oser exister ! ...

**SF : Quelle question tu aimerais que je te pose ?**

**S :** J'ai envie de rentrer chez moi ! ... Mais le jour où ça change vraiment.

**SF : Et tu penses que ça changera ?**

**S :** Rien n'est éternel, la preuve, la France change après 24 ans de droite. (Poème choisi dans Gorges Bédouines ou Mémoire d'eau).

Propos recueillis par Moa Abaïd



## Roots Reggae - Melting Rock

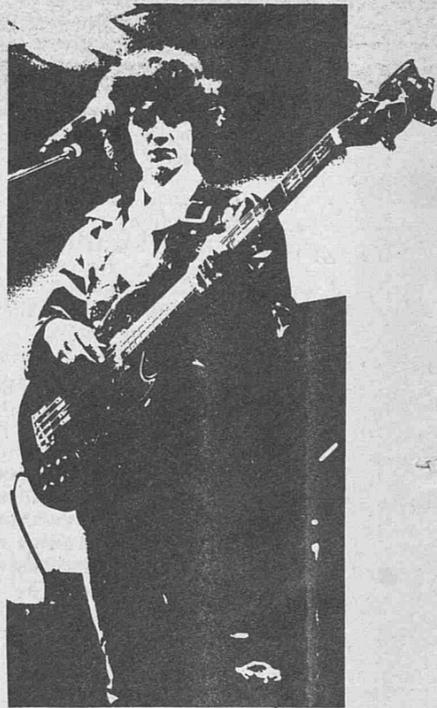
# MAIS QUI DONC S'Y INTERESSE ?

« Apartheid Not » est un groupe panafricain de par sa composition (togolais, ivoiriens, camerounais, malgache et guadeloupéen). Cette rencontre dans un même groupe des différentes variantes d'une même sensibilité africaine se fait sentir dans leur musique et constitue la richesse de leurs thèmes d'inspiration. Ce groupe joue du reggae d'inspiration africaine, les textes sont en anglais, tout simplement par rapport aux multiples langues et dialectes parlés dans tout l'Afrique, l'anglais est le moyen de toucher le plus grand nombre d'africains. Pour en revenir au reggae, une idée généralement bien répandue veut que le reggae soit uniquement jamaïcain, celui qui a été lancé en Europe dans les années 70, grâce notamment à Island Records et qui est représenté par Bob Marley Peter Tosh, Jimmy Clift, Burning Spear ... On a depuis découvert le reggae anglais avec Steel Pulse, Linton Kwesi Jonson, Misty, Aswad Culture ... Leur apparition discographique marque la fin du vieux complexe face au grand frère jamaïcain. Mais ce qu'on a tendance à oublier, because grand silence des médias c'est qu'il y a toujours eu en Afrique occidentale (Gambie, Sénégal, Nigéria, Ghana), une musique reggae partant du Calypso, mais qui n'a pas encore trouvé les moyens de son épanouissement. Quel pied qu'ils vont prendre les gens (européens) quand ils découvriront toute cette nouvelle musique moderne africaine. Je pense au prochain 33 tours que nous prépare le Zaïrois Bovick et son royal Kamatuscha, il va faire un malheur, mais en attendant celui-ci je vous propose d'écouter le 33 que vient de faire le groupe de reggae de la région Nantaise,

« Apartheid Not ». Vous serez enivré par cet afro-reggae, riche de thèmes et des rythmes du continent noir. Leur musique est un cocktail tropical, doux et épicé à la fois, des mélodies prenantes, des sonorités puissantes, des rythmes qui ne peuvent laisser le corps indifférent. Ce groupe vit et travaille dans la région de Nantes. Des groupes de ce genre, qui ont un super feeling et une « pêche » fantastique, il en existe dans l'hexagone, il ne faut pas aller du côté de Brixton pour en trouver ... Si vous êtes du côté de Marseille, dans les quartiers nord, dans cette zone septentrionale de la cité où s'entassent quelque 300 000 personnes se perpétrent dit-on dans la presse locale, les pires méfaits ; on évoque Harlem, Chicago ou Chinatown (selon vos phantasmes) et bien dans cet univers de Macadam cowboy et de désperados city, il existe un groupe composé de cinq musiciens qui ont choisi une musique dure, violente pour exprimer leurs tripes « le hard rock ». Vous serez surpris de l'originalité de leur musique, qui est une symbiose des cultures méditerranéennes. Les parents des deux guitaristes sont venus d'Italie du Sud, les grands parents du chanteur sont de Toscane, le batteur et le bassiste sont originaires d'Oran.

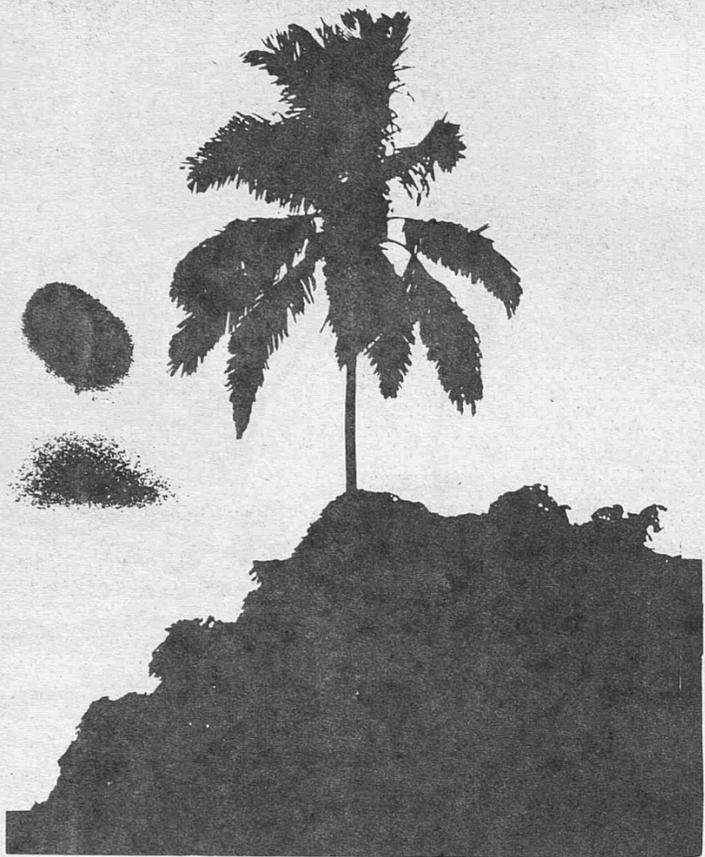
Les composants de ce creuset explosif se sont connus sur les bancs de l'école et ont décidé de fonder un groupe : « nous avons composé des morceaux basés sur des problèmes strictement marseillais. Nos chansons sont écrites avec le langage des quartiers nord où se mêlent des influences d'italien, d'arabe et de marseillais ». Mais attention, c'est très mauvais pour les puristes, du « hard rock », ils n'aimeront pas ce groupe (ouah !

quel a-priori) les rythmes totalement différents tel que le twist, le menuet et même des rhapsodies napolitaines, que ce groupe a introduit dans sa musique.



Des formations de ce genre, ils en existent partout dans l'hexagone. Le jour où cette France des fameux « Dupont la Joie » découvriront, les Roots reggae, le reggae arabe, le rock arabe, tous ces « Melking Rock », ils prendront un pied pas possible, pas musical, mais de peur devant cette France multiraciale qui se profile. Mais pour l'instant qui pourrait s'intéresser à ce type de musique ?

Moham



## ... Madame La France

**L**ectrice française de « Sans-Frontière », j'ai vu le vidéogramme réalisé par Farida Belghoul : « C'est Madame la France que tu préfères ? ». Comme je ne suis pas tout à fait d'accord avec le point de vue de Khadija Bachiri, la semaine dernière, je vous écris pour vous faire part de mes impressions. Il me semble tout d'abord abusif d'affirmer que les défauts techniques du film empêchent le spectateur de pénétrer l'histoire.

Pour ma part, j'ai apprécié la façon dont ce film arrive à nous montrer l'évolution des rapports entre Samira et ses frères. En effet, au début du film, tout semble séparer Samira de son frère Malik, d'autant plus que celle-ci a quitté le domicile familial, il y a 5 ans. De plus elle fait ses études alors que Malik sort à peine de prison et se trouve au chômage.

Le film nous montre donc comment à partir de la rencontre entre la soeur aînée et le frère cadet, un début de communication perce entre eux : c'est d'une part Malik qui essaie d'accepter l'image de sa soeur « émancipée », et d'autre part, Samira qui écoute ses frères et le soutient quand ils tentent de réaliser leur projet de créer un groupe de musique. Les liens nouveaux qui s'établissent entre eux sont donc féconds car, il faut l'espérer, ils rejailliront peut-être, sur les rapports entre les frères et leurs plus jeune soeur Zakia, restée à la maison.

Comme on a pu l'entendre, ce film constitue une expression de la « deuxième génération » ; mais j'y ai retrouvé l'évocation de problèmes qui, s'ils se posent de façon plus aiguë pour ces jeunes, ne

leur sont, cependant pas spécifiques.

Ainsi, la tentative de Samira d'échapper au contrôle familial est vécue par nombre de jeunes français, même si du fait de traditions différentes, cela reste plus lourd de conséquences pour la jeune algérienne. Ce film m'a fait comprendre que ceux qu'on appelle les jeunes de la « deuxième génération », tel Samira et Malik sont aussi divers et semblables que tous les jeunes de ce pays.

Marie-José Voisin

N.D.L.R.

Je ne pense pas avoir compris le film très différemment de vous. Lorsque j'écris que les champs en profondeur nous empêchent de participer pleinement, je ne crois pas suggérer que nous passons à côté du sujet de sa trame. De se sentir extérieur, il y'a comme un relent de frustration, alors qu'on voudrait entrer de plein pied dans la vie de Samira et Malik.

Et si je signale d'autres manques dans le film, cela ne m'empêche pas d'apprécier énormément ce premier travail de Farida Belghoul dont j'espère d'autres réalisations.

B. Kh.

### RECTIFICATIF

« Fatima ou les Algériennes au Square » de Leïla Sebbar est paru aux Editions Stock, et non au Seuil, comme nous l'avons imprimé, par erreur dans notre dernier numéro de Sans-Frontière.

## Un roman antillais. **DANIEL MAXIMIN :** « JE ME VOULAIS SOLEIL, J'AI TROUVE L'ISOLE »

**D**eux romans en un seul. Un cahier de jeunesse, celui d'Adrien, un jeune guadeloupéen qui doit émigrer (« j'arriverai demain derrière la mer avec un bagage de rêves et de souvenirs pour affiner mon regard de myope ». Et ce cahier, il l'offre à Marie-Gabriel, « sa soeur d'élection » restée à la Guadeloupe, qui elle de son côté, tente de remonter à sa propre source en retraçant l'histoire de son peuple, du peuple guadeloupéen depuis l'esclavage sanglant jusqu'au vécu obscur et tourmenté des jeunes générations en passant par la grande guerre de 1939-1945 et le visage particulier qu'elle a montré aux Antilles.

Une étrange et délicieuse interpénétration du passé et du présent, du vécu de ces deux jeunes guadeloupéens, ponctue ce roman de larmes, de sanglots, de sang, mais aussi de révoltes, de rires, de danses et d'éclats. Pluie et soleil, cyclones et éruptions de Soufrière. Fusion des hommes, des femmes et de la nature, désir toujours répété de liberté. Daniel Maximin n'aime pas les barreaux, il tape contre eux avec acharnement, avec passion « que tes yeux se souviennent de la parole : parce que nous sommes une petit île, ils nous considèrent comme des souris en cage affamées de miettes de libertés en miettes ». Il veut jeter un grand pan de lumière sur l'histoire de la Guadeloupe, il veut (re) dire la réalité : « Charbon

charbon ». Et pour cela, il semble nécessaire que l'écrivain antillais fasse l'effort de dire sa place et son engagement dans la vie politique et culturelle de son pays ; et en ce qui concerne l'écrivain guadeloupéen, qu'il affirme bien haut son appartenance à la Caraïbe noire et à l'Amérique Latine opprimée. C'est ce que fait remarquablement Daniel Maximin dans ce passage du « Calendrier d'oppression » par exemple.

« l'hécatombe des rossignols d'Amérique se poursuit, poètes morts pour avoir osé écrire :

MAI AU PEROU- forêts-dictature-chasse-rio Madre de Dios-guérillé-

pas peur de mourir parmi les oiseaux et les arbres »

MAI A LA GUADELOUPE-plage de sable blanc-clair de lune-solitude assassinat-Max Lancre-rot-poème de Sony-Ecoutez-mon coeur cisailé par un instant de lune-nuit de sel, de solitude et d'iode-scindée la symphonie des vagues-la cymballe d'une balle-Max était mort-enfant précoce face au silence barbellé-nos mains soudées-chaîne de soleil-de livre en livre-jusqu'aux racines.

MAI AU SALVADOR-clairière-forêt vierge-cinq policiers-exécution de Roque Dalton-poète-résistant-communiste-les morts sont de jour en jour plus indociles ...

MORT DE GUEVARA-On essaye aujourd'hui de faire revivre Che Guevara avec des souvenirs affichés dans les chambres. Je me demande s'il ne s'est pas engagé dans la guérilla bolivienne pour illustrer d'un exemple présent la tradition antillaise du suicide comme ferment révolutionnaire, ou pour échapper lui-même aussi à la métamorphose du rebelle en dictateur ... »

Dans un prochain numéro de Sans-Frontière, nous reviendrons sur ce roman « L'Isolé Soleil » en publiant un entretien avec ce jeune auteur guadeloupéen.

Aline N'Goala



torturé-assassiné-Javier Héraud-21 ans-poète-guérillero-le Fleuve-le Voyage- « Il se trouve que je n'ai

PUBLICITE

Être juif là où l'on vit  
sans être sioniste  
sans s'assimiler.

UNE PREMIÈRE ÉTAPE :

Ce numéro où Juifs et Arabes immigrés parlent de leur histoire, de leur culture, de leur lutte contre le Racisme...  
(avec la collaboration des journalistes de Sans-Frontière).

le n° : 25 F  
Abonnement (4 n°) : 80 F  
(à l'ordre des Ed. SYROS : 9, rue Borromée — 75015 PARIS)

# Amos Gitai LA SECONDE GENERATION

**A**mos, Israélien de naissance, tendre et doux, la trentaine éclatante, le sourire bouleversant de chaleur, le courage au bout de la caméra... bilan : trois court-métrages interdits sur tout le territoire d'Israël, un ban d'interdiction sur toutes ses futures productions. « **Pas de politique sans humanisme, et pas d'humanisme ne débouchant pas sur la politique** » telle est la démarche de cet architecte de métier, artiste dans l'âme, qui a mis sa technique au service de son humanité.



Photo Amadou Gaye

Amos, boursier de l'Institut cinématographique d'Israël est chargé d'un reportage sur « l'architecture indigène ». La guerre des six jours débute. Premier choc dévastateur. Amos enregistre des images de destruction. Applaudi en Israël, le film passe à la télé et reçoit le 1er prix du Festival du Reportage à New York ainsi que celui de l'Université de Berkeley (Californie). Sur la lancée du succès, Amos réalise deux autres courts-métrages sous le titre commun de « Charisma ». Là le bât commence à blesser : le « message subversif » se précise quand il met en relief la manipulation des mythes sionnistes par le gouvernement israélien. Le premier des deux films s'inspire très ouvertement de Brecht, la référence se passe donc de commentaires ! Primé à deux reprises par l'Université de Berkeley, en Israël cependant, « on n'a pas apprécié » ironise Amos. Mais les producteurs du Network local s'obstinent à vouloir utiliser les talents de ce jeune cinéaste de génie. Il réalise dont son second « Charisma », structure abstraite qui dénonce au-delà de l'abstraction, la fascination du sionnisme de Begin, dont le mouvement de jeunesse, le Beitair, se propose d'établir en Israël, « une nouvelle et cruelle race supérieure »... On connaît la chanson pour l'avoir déjà entendue vers 39-40, proclamée par Hitler et les chemises noires ; refrain qui l'on s'en souvient a débouché sur l'extermination de 6 millions de Juifs... rapprochement inévitable et paradoxe absurde ! Total, les deux « charisma » furent confisqués.

Jusque là, Amos s'était comporté en « gentil petit garçon » reconnaît-il humblement. Mais pour son 3<sup>e</sup> film engagé, il a résolu de « devenir méchant » : « The House » reportage d'une heure au plus, mais oh combien percutant ! C'est une métaphore dont le but avoué est une prise de conscience par les

Israéliens « des attachements des droits, des sentiments et de la position politique appartenant aux Palestiniens sur le territoire d'Israël ». Dès les premières images, on est tout de suite fixé : du noir et blanc, luminosité des carrières de pierre du Mont Hébron, et puis la descente aux enfers non-stop. Près du chantier, un panneau : « Usage d'explosifs interdit pour raisons de sécurité »... des ouvriers cassent d'énormes blocs de pierre... martèlement irritant et cadencé de l'homme qui se brise en assomant le marteau sur le pieu pénétrant centimètre par centimètre dans le sol... halètement scandé du travailleur terrassé par son labeur. Pas une seule parole, le son métallique perçant et l'image crue, violente. Second choc : l'inscription à l'entrée d'une résidence : *interdi aux étrangers*. Puis vient le discours.

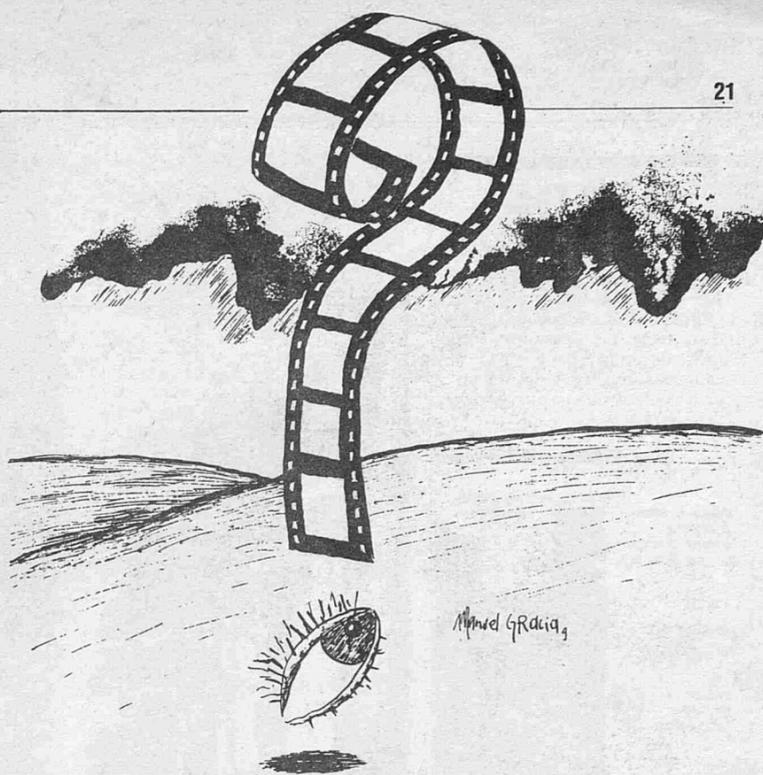
La maison se trouve dans la rue « chaque génération et ses maîtres » - la couleur est annoncée dès le départ - jusqu'en 1948, elle appartenait au regretté Dr Dajani, de la famille palestinienne des Daoudi Dajani (les protecteurs du tombeau de David). Ensuite elle fut occupée, puis louée à un couple de juifs algériens, avant d'être vendue à un professeur d'économie israélien qui la transforme en villa. Regard implacable du cinéaste confrontant le discours des uns et des autres, contrastant le langage tridimensionnel des travailleurs avec ceux bi-dimensionnel du prof, de l'entrepreneur-exploiteur et de son fils nettement fascinant. Dialogue avec le Maçon qui vient du village de Walaja qui fut occupé en 1948 et que les Walaji reconstruisent ailleurs « à leur compte ». A la question « éprouves-tu de la rancune ? », il répond « quand je vois mon frère, mon fils et ma maison s'en aller, bien sûr, que j'ai de la rancune ! » « Nous sommes devenus comme des prisonniers en Israël », obligés d'y gagner leur pain pour un salaire de misère (30 FF par

jour). Et puis le mot de la fin, amertume, fatalisme et profonde philosophie : le maçon sait qu'il rebâtit sur une maison arabe, mais rajoute-t-il, « si 36 gouvernements arabes ne sont pas capables de venir à bout d'Israël, ce n'est pas nous qui pourrions avec des mots, car les mots, le vent les emporte... Dieu est un et nous nous soumettons à sa volonté ». Et encore le constat terrible d'un autre ouvrier : « quand j'ai vu Dajani regarder sa maison, j'ai eu l'impression comme s'il pleurait... »

Nostalgie et sentiment de grand injustice, vives impressions que l'on retrouve le discours poignant de ce vieux couple de Juifs algériens, le vieillard pathétique dans son ironie et qui assiste impuissant à la destruction de son passé, là se trouvaient les amandiers... Tendresse de la prise sur le vif de ce couple charmant montrant du doigt, un triste sourire aux lèvres, l'emplacement désormais fictif de l'ancien salon, du téléphone, du balcon, à l'endroit où surgit des briques flambant neuves. Images de destruction aussi et de mort relevant de la lutte des classes à l'intérieur d'Israël. « Ne t'en fais pas, tout est en toi » console l'épouse.

La version originale de « The House » a disparu « comme par enchantement », commente Amos, un clin d'oeil dans le regard. Mais il avait prévu ce regrettable dénouement. Doté d'une copie vidéo, Amos part en 1980 à l'étranger pour achever ses études et diffuser son oeuvre dans les festivals. Dans l'intervalle, une campagne de presse calomnieuse se déclenche en Israël contre le renégat accusé d'avoir fait de la propagande auprès des ennemis de l'Etat Juif. Quand ces collègues à son retour l'interrogèrent sur sa collaboration avec Yasser Arafat, Amos imperturbable rétorqua : « je n'ai pas pu, Arafat n'aime que les films en couleur ! »

Joëlle Lassissi - Pinto



## Les films de la semaine: Par Peira Cava

### Le facteur sonne toujours deux fois

de Bob Rafelson avec Jack Nicholson et Jessica Lange

Ce que le réalisateur de Nosferatu a raté, Bob Rafelson l'a magistralement réussi avec ce remake (je devrais dire re-re-remake).

Dans l'un comme dans l'autre de ces films, les scénaristes et réalisateurs ont repris point par point le découpage et les décors des oeuvres qu'ils refaisaient. Dans le premier film, le résultat est médiocre (accuserai-je Klaus Kinski de trop en faire ?), dans le second, c'est une démonstration extraordinaire : faire quelque chose de totalement différent en faisant exactement la même chose. Cela tient, je pense, au savoir faire du réalisateur, à l'évolution des moyens cinématographiques à tous les niveaux, allant de la mise en scène à la photographie, et surtout au très grand talent de Melle Lange et de M. Nicholson. Il y'avait longtemps que je n'avais pas pris un tel plaisir cinématographique en compagnie d'un couple diabolique ; exactement depuis « qui a peur de Virginia Woolf ».

### Pour la peau d'un flic

Film d'Alain Delon avec Alain Delon

Il eut mieux valu que ce soit Alain Delon qui fasse la critique, je parie qu'elle eut été bonne.

### Le professionnel

Lautner-Audiard-Belmondo

C'est un bon film et je n'y peux rien. Les responsables sont les auteurs, réalisateurs et interprètes.

Les dialogues sont commerciaux et conventionnels, la mise en scène est plus que classique.

Belmondo est très laid.

Alors, pourquoi ce film est-il bon ?

Parce que les dialogues sont commerciaux et conventionnels, mais écrits par un homme intelligent.

Parce que la mise en scène est plus que classique mais fort bien rythmée au montage et que le film est remarquablement photographié. Parce que Belmondo est laid, mais fait très bien son métier d'acteur. Pourquoi me suis-je excusé (presque) de trouver ce film bon ?

Parce que tout le monde m'avait dit qu'il était mauvais.

### Beau-Père

De Bertrand Blier, avec Patrick Dewaere et Ariel Besse

J'ai beaucoup aimé le dernier film de Bertrand Blier. Il approchait du génie. Ici, on redescend sur terre.

L'intrigue est bien menée mais le sujet usé (déjà !). A vrai dire, c'est même une fausse histoire d'inceste, puisqu'en somme le héros et l'héroïne ne sont pas parents par le sang. De plus, la différence d'âge qui les sépare est de quinze ans tout juste (vous serez d'accord avec moi, il y'a de par le monde des centaines de milliers de couples qui accusent cette différence d'âge et que cela laisse tout le monde parfaitement indifférent). Mais, vous me direz que l'héroïne a 14 ans, va en avoir 15, et que c'est là le catalyseur qui doit émousser les foules ! On ne voit vraiment pas pourquoi la pseudo-gamine est largement nubile, parfaitement femme et tout à fait apte à avoir une vie sexuelle normale qui ne peut lui apporter que des satisfactions. Mais l'on se demande par contre pourquoi Dewaere met tant de temps à se décider à lui faire l'amour. Je vous dirais que le film, c'est justement cela : un film d'amour qui se traîne en longueur.

### L'arme à l'oeil

de Richard Marquand, avec Donald Sutherland et Kate Nelligan

Tout le monde aime bien Donald Sutherland, et ceci, je crois, depuis Mash film qui l'a fait connaître au grand public français. Il se dégage de ce comédien un grand pouvoir de sympathie, phénomène que malheureusement nous ne pouvons encore expliquer et qui ne saurait se définir à partir des paramètres traditionnels.

Dans ce film d'espionnage, au demeurant bien fait, Donald Sutherland a le rôle du méchant, du très méchant même. Son personnage est immonde de froideur, de précision mathématique, sans un atome de sensibilité ou de chaleur humaine. Et ceci en face de Kate Nelligan, sa partenaire qui campe admirablement l'héroïne de chair, tout en nuances et en conflits avec elle-même.

Et bien, malgré cela, Donald Sutherland ne parvient pas à rendre son héros antipathique, mais tout au contraire, c'est à lui que va notre sympathie et l'on regrette presque, à la fin du film, qu'il soit tué par sa partenaire.

**GUIDE**

« LA VOIE DES PORTUGAIS EN FRANCE », journal d'immigrés portugais, paraît tous les deux mois. Le dernier numéro présente, outre le festival de chansons de Châlons S Marne, un « guide des nouveaux moyens pour entrer en France ».

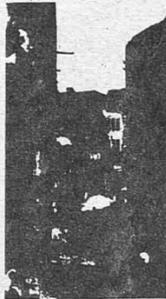
*a voz dos portugueses em França*

ENCANTO DE JORNAS DE ENCANTES : O DESPREZO DA SECRETARIA DE ESTADO DA EDUCACAO

Férias : ia contente e vim triste

PARA ENTRAR EM FRANÇA : NOVAS MENSURAS

CLARIN-ALBRE : FESTIVAL DA CANÇÃO



Le « RADIS NOIR », journal d'information et d'expression populaire est diffusé tous les deux mois par l'association « Libre Parole » qui se propose « d'encourager une expression réellement libre dans notre région, c'est-à-dire indépendante des pouvoirs politiques et financiers afin de développer un type de relation nouveau, basé non plus sur l'autoritarisme mais sur l'échange et sur la prise en charge par les gens eux-mêmes de leur propre expression ». Et toc!

Renseignements et contacts : B. P. 11 - 60400 NOYON.



D'autre part, le numéro 0 du mensuel « PRIORITE A GAUCHE » vient de sortir. Il se définit comme un « organe d'opposition de gauche » et déclare se battre pour, et traiter, les points suivants :

- Un référendum National Populaire sur le nucléaire et le gel de toutes les constructions en cours,
- Le droit à la publicité sur les radios libres et la non limitation de la portée des émetteurs,
- Le droit de vote aux municipales pour les immigrés, ainsi que celui d'association, de réunion,
- La reconnaissance des Comités de soldats, le droit à l'objection, à l'insoumission et le service à 6 mois,
- La libération de tous les prisonniers politiques (?) et la dissolution des Q.H.Q.,
- Le droit à l'avortement pour toutes mineures et immigrées et le remboursement par la Sécurité Sociale,
- La législation du Cannabis,
- La semaine des 35 heures, suppression des intérim, la retraite à 55 ans,
- Le salaire minimum vieillesse garanti à 80 % du SMIC,
- La gratuité des transports en commun,
- La nationalisation de toutes les industries pétrolières,
- Une charte des droits et respects de l'animal.

C'est tout pour l'instant... Le journal est en vente tous les dimanches matins de 9 h à 12 h à l'angle du Bld Voltaire et de la rue de Montreuil XIème, un samedi sur deux, de 9 à 12 h au Marché d'Aligre, XIIème et bientôt dans les librairies parallèles, avis aux amateurs...



**ANNONCES**

**ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES DU 15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT**

**Recherche un(e) permanent(e) PROFIL :** Convierait à un(e) jeune — connaissant la législation sociale — ayant une expérience d'animation (vie associative) — connaissant les immigrés (souhaitable).

**POSTE PROPOSE :** — à mi-temps : animer la permanence sociale et résoudre les problèmes posés. — à mi-temps : activité de liaison, d'organisation de l'ASTI 15<sup>e</sup> et d'animation (culturelle, sociale...)

**SALAIRE—HORAIRE** — 3 500 à 4 000 F/mois — 40 heures/semaine, se répartissant le samedi 8 h, plusieurs soirs par semaine, des matinées et après-midi à choisir.  
**CONDITIONS** — être chomeur — apporter son curriculum vitae.

Le choix des candidats se fera le samedi 31 Octobre à 13h30 au 14 rue de Nanteuil, 14<sup>e</sup>

**ARTISTES MAGHREBINS-** Pour création d'un « dépar-

tement Maghreb » et suite à des nombreuses demandes, Agences Artistiques Internationale Recherche pour spectacles en France et à l'Etranger Artistes Maghrébins confirmés ou débutants (chanteurs et groupes styles actuel et traditionnel ainsi que danseurs (euses) et troupe de ballet). Pas sérieux ou non ambitieux s'abstenir. Pour premier contact, envoyer si possible photos, documentations et renseignements à : Henry Gastaldi PR 9, rue Mariotte 75017 Paris.

**BOURSE DU TRAVAIL : LE COLLECTIF D'INFORMATION ET D'ACTION CULTURELLE/ALGERIE**, 3 rue Diderot Lyon 69001, organise le 31 octobre 1981, une journée de soutien aux 22 détenus d'El Harrach et à toutes les victimes de la répression en Algérie.

17h : Information et débat sur la situation actuelle en Algérie avec la participation d'un écrivain Algérien.  
20h : Ferhat et son group Imazyen Imoula (d'expression berbère)  
21h30 : Charif Allaoui et son groupe (d'expression arabe)  
Exposition du peintre immigré Mehdi.

**ON BOUGE AUSSI A PARIS** Le Mouvement Anti-Apartheid, tiendra son Congrès le 31 octobre et 1er novembre 1981, à Neuilly sur Marne, et nous venons par la présente, vous inviter à participer à ses travaux.

**RENCONTRE**

Le MAA/CAO a toujours considéré que la lutte en France en faveur de sanctions contre le régime de l'apartheid et pour le développement d'une réelle solidarité avec le peuple noir ne peut espérer de succès que si elle est prise en charge par l'ensemble des organisations progressistes françaises.

Au moment où le régime sud-africain devient de plus en plus agressif, arrogant, et meurtrier, assuré qu'il est du soutien de l'administration Reagan, la victoire de la gauche en France ouvre, sur l'Afrique Australe, des perspectives qu'il nous appartient à tous de concrétiser. Seule une mobilisation large, concentrée sur des objectifs précis pourra faire reculer efficacement la collaboration développée dans tous les domaines, sous les gouvernements précédents entre la France et l'Afrique du Sud.

**MUTUALITE :** samedi 31 octobre se tiendra un meeting organisé par « Les travailleurs et étudiants sénégalais en France » sur le thème : les travailleurs et Etudiants sénégalais face aux graves violations des droits de l'homme, aux menaces qui pèsent sur la démocratie et à la misère au Sénégal. Ont été invités les dirigeants des partis d'opposition au Sénégal :

**Amath Dansoko** (parti pour l'Indépendance et le travail) ; **Mamadou Dia** (mouvement Démocratique Populaire) ; **Cheik Anta Diop** (Rassemblement National Démocratique) ; **Majhemout Diop** (Parti Africain de l'Indépendance-Sénégal) ; **Racine Guisse** (Union Démocratique Populaire) ; **Landing Savane** (Mouvement pour la Révolution Démocratique Nationale) ; **Abdoulaye Wade** (Parti Démocratique Sénégalais) ; **Dr Wone** (Parti Populaire Sénégalais) ; **Boubacar Sane** (Ligue Démocratique).

**MTI. Les Associations des Travailleurs Immigrés**, membres de la MTI organisent le samedi 31 Octobre 1981, à 14h à la Bourse du Travail, 3 rue Chateau d'Eau Paris 75010 (Métro République).

Un meeting d'information sur la situation des travailleurs immigrés « sans-papiers » et sur le processus de régularisation actuellement en cours.

**COURS**

**VOUS DESIREZ SUIVRE DES COURS DE DANSE**, de musique, d'art dramatique ? Adressez-vous au Théâtre Noir (23 rue des Cendriers). Car on y donne les cours suivants :

Danse africaine par Cissé ; Afro-Jazz : *Bawena* ; Danse traditionnelle antillaise/Gwo Ka : *Henriette Koffmann* ; Danse indienne : *Shati kalyani* ; Barre au sol : *Jackie Lagier* ; Antilliano-jazz : *Jackie Lagier* ; danse enfants : *Jackie Lagier* ; Expression corporelle enfants : *Nicole Table* ; Expression corporelle sur musique créole contemporaine : *Edmard* ; Modren jazz : *Corinne Lauselle* ; Afro-danse : *Pierre Mata* ; Afro-Jazz : *Ken Motema* ; Danse enfants : *Ken Motema* ; Danse afro-brésilienne : *Annick Ruscade* ; Danse africaine : *Lucky Zébila*.

Guitare : *Charles Ewagné* ; Batterie : *Georges Happi* ; Piano : *Poggi Ma Anh Nga* ; Percussions afro antillaises : *Balafon* ; *Kabine* ; Percussions africaines : *Henri Samba* ; *Lazare Kenmegne*.

Chant : *Kapia* ; Chant : *Darling Légitimus* ; Art dramatique : *Jules Rosette* ; Pour tous renseignements concernant les horaires et les tarifs (enfants et adultes) téléphonez au théâtre. Tél. 797 85 16.

**STAGE D'INSERTION.** Un stage d'insertion est organisé par l'Equipe de Prévention de l'Association l'Abbaye, du 1er novembre 1981 au 31 juillet 1982, pour des jeunes :

- de 18 à 21 ans
- sans travail
- souhaitant une remise à niveau scolaire ou une formation générale.

Ce stage, à l'initiative du Ministère de la Solidarité Nationale, prépare à la recherche d'un emploi ou à une formation professionnelle.

Les stagiaires seront rémunérés à 75 % du SMIG par le Ministère du Travail.

Pour tous renseignements et pour prendre rendez-vous, téléphoner au Secrétariat : 233-55-88, du lundi au vendredi, de 14h30 à 17 heures.

**Le Collectif Tiers-Monde de Poitiers vient de publier un ouvrage intitulé « Des femmes boliviennes luttent et s'organisent » (1). Ce livre est la transcription d'un discours que fit Domitila de Chungara « qui n'a pratiquement jamais quitté l'univers concentrationnaire de la mine bolivienne », et qui est une des dirigeantes du Comité des Maitresses de Maison de Siglo XX (Potosi).**

**C'est précisément sur la création et le fonctionnement de ce comité que porte le discours de Domitila de Chungara.**

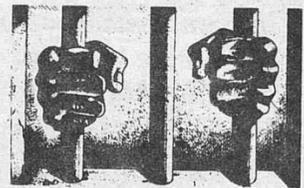
(1) « Des femmes boliviennes luttent et s'organisent », D. de Chungara, Collectif Tiers-Monde, Artisans du Monde, 163 Grand-Rue, 86000 -Poitiers.

**ETRANGER**

**EN BELGIQUE** Immigrés, fauteurs de crise ? Tel est le titre d'un dossier que vient de publier le Centre socialiste d'Education permanente. Le but de ce dossier est de faire le point sur une série de questions qui touchent de près les travailleurs immigrés, à savoir le logement, le travail de vote, les problèmes liés à la sécurité sociale, les problèmes scolaires des enfants, l'intégration et les différences culturelles, etc...

Ce dossier veut donner un certain nombre d'éléments permettant au public de mieux apprécier la situation des travailleurs immigrés en Belgique et par là, combattre un ensemble de préjugés et de stéréotypes racistes qui se propagent principalement en cette période de crise. Ce dossier de 70 pages illustré par des dessins percutants de Salemi est en vente au CESEP, rue de Charleroi, Bruxelles.

Le comité de lutte contre la répression du Maroc organise une soirée de solidarité contre toute les victimes de répression au Maroc. Le 14 Novembre de 19 h à 24 h à la mutualité avec Francesca Soleville, Les Curaxoux, Schariff Alloui et Bonga - animation par des groupes marocains et buffet. Entrée 30 f. Billet en vente à la FNAC et au 14 rue de Nanteuil - 75015 - PARIS. Tel : 532.01.89.



**TAULARDS**

**J'AI 22 ans**, je suis d'origine kabyle. Je vogue sur cette galère depuis 18 Mois, et je ne reçois plus de courrier. Alors vous qui avez su rester humains, à vos plumes afin de briser la solitude qui me pèse dans ma cellule.

Qui me fera la surprise de vouloir s'intéresser à moi en m'écrivant de longues lettres pleines de soleil et de liberté. J'attends votre réconfort avec impatience. Réponse assurée à tous et à toutes.

Aïdi Zamr 91130 G-3-11 Bâtiment D4, 7 av des Peupliers, 91705 Fleury Mérogis

**JE N'AI PAS DU TOUT LE MORAL**, vous qui êtes dehors, qui avez un peu de temps devant vous, je vous demande avec gentillesse, de prendre un crayon Bic et une feuille de papier à lettres pour pouvoir m'écrire, car vous ne savez pas ce que c'est d'être entre quatre murs et barreaux. Car moi qui suis jeune, j'ai besoin que l'on m'aide à oublier cet endroit. J'ai 23 ans, je suis brun, je compte sur vous tous qui lisez Sans Frontière comme moi, je vous remercie d'avance. J'attends de vos nouvelles. Je m'appelle Der-nauni El Aidi, D2 100.334 G 345

**POUR BRISER SOLITUDE** je voudrais bien correspondre avec des femmes de 25/45 ans. J'ai 35 ans, style Omar Sharif. J'espère avoir de nombreuses réponses et je vous en remercie d'avance. Réponse assurée. M. Djebali Chedli, n° 1841 D 101

**BONNE CONSTITUTION.** Je m'appelle Sakhli Mohamed, je suis un JH de 23 ans, Marocain, célibataire, 1,80 m, 65 kg. Yeux marron foncé, bonne constitution physique, aimant la plage, les voyages, je désire correspondre avec jeune fille de toute nationalité, parlant français, pour une relation continue et une amitié fidèle et nous connaître car c'est un plaisir d'avoir une amie. Réponse assurée à toute personne qui m'écrit. Sakhli Mohamed, 2050 18 bloc E 102

**DURABLE** Je suis un JH Portugais, brun aux yeux marrons, j'ai 26 ans, je désirerais correspondre pour lier amitié sincère et durable. Ecrivez-moi vite car je n'ai pas le moral. Dos Santos Amado, 101 421 D4 M007

**DOUCES.** JH aimerais correspondre avec personnes douces et libérées moralement en vue d lier amitiés durables. Réponses assurées à tous et à toutes. Bousmaha A. 102849 D5

**CERTIFICATS: DE TOUTE URGENCE**, il me faut un certificat d'hébergement ainsi qu'une attestation d'emploi, ma libération provisoire en dépend. Je souhaite sincèrement obtenir ces 2 papiers au plus vite. Etre libres et sans remer-cier au plus vite aussi ? Sabi Mohamed, 4/51 205551 42 rue de la Santé, 75014 Paris.

**TARIFS D'ABONNEMENTS**

A l'ordre de « Sans Frontière, 33 bd Saint-Martin, 75003 Paris - c.C.P. 420 900 F Paris.

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement  Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal  Ville

# PARIS MUSIK

**CHAPELLE DES LOMBARDS** au 19 rue de Lappe 75011 (tél. 357 24 24) du 3 au 7 novembre, **Tito Puente Latin Jazz** ensemble, passera à partir de 22 h. Il sera accompagné de Jorge Dalto, Alfredo de la FEE (sous réserve). Johnny Rodriguez et de Carlos *a Patato Valdés*

**LURCENAIRE FORUM** : 53 rue Notre Dame des Champs. A 19h45 Olivier de Monles et Patricia Heidsick (violoncelle) piano, donnent *Indemilch*

A 21 h, c'est au tour de *Horst Bach* avec la guitare pour Sanz Boh Weiss Sor Rodriguo.

22h30 Guy Lefebvre et son ensemble jazz musette se produisent.

**AU NEW MORNING** tous les soirs, à 21 Heures 30

Le 30 octobre. Jean Loup Big Bang.

31/11/2 novembre. **Billy Cobham** avec Dean Brown : guitare, Gil Goldstein : clavier, Tim Landers : basse.

3 novembre : **Glenn Miller Big Band** sous la direction de Clem de Rosa.

4 novembre **Christian Escoude** avec Olivier Hutman : clavier, Jean My Truong : batterie, Nicolas Fiszman : basse et, sous réserve, Mc Coy Tyver quartet.

5 nov. **Glenn Miller Big Band** sous la direction de Clem de Rosa.

**PORTE DE PANTIN** : à partir du 28 octo. Barbara y sera pour une série de représentations à l'Hippodrome. Réservations et renseignements à la Fnac.

**Au Palace** : U. Roy donnera un concert unique de reggae le 31 octobre à partir de 20h30

**Au Bataclan** : accourez car les Gladiators y seront pour deux concerts les 5 et 6 novembre.

**Au Palace** : toujours les 5 et 6 novembre, le groupe Black Uhuru donneront des good vibrations à partir de 20h30.

## 2ème FESTIVAL DE JAZZ DE PARIS

**Théâtre musical de Paris** : place du Châtelet (261 19 83)

31 octobre à 20h30 : Archie Shepp Quintet, Mc Coy Tyner.

1er novembre à 14h30 : Tania Maria New Combo, Mania Dibango Big Band.

A 20h30 : Laurent Cokelaere Polygruel Big Band, Henri Texier Quartet, Dizzy Gillespie Toots Thielmans Quintet.

7 novembre à 20h30 : Birelli Lagrène Quartet, Christian Escoude Quartet, Gary Burton Quartet.

**THEATRE DE LA VILLE** : 2 PLACE DU CHATELET (274 22 77).

3 novembre à 18h30 : Chet Baker-rené Urtreger ; Pierre Michelot-Aldo Romano

3 novembre à 20h30 : Barry Altschul s'brahma Trio Martial Solal Big Band

4 novembre à 18h30 : Daniel Humair « Reunion » Jane Ira Bloom ; David Friedman-Mike Richmond

5 novembre à 20h30 : Michel Petruccianni Trio ; Toshiko Akyoshi/Lew TAbackin Big Band

6 novembre à 18h30 : Los Angeles Four

7 novembre à 18h30 : Chicago Blues Festival 81

**SALLE PLEYEL** : 252 Faubourg Saint-Honoré (563 88 73)

6 novembre à 20h30 : James Blood Ulmer Trio ; Cecil Taylor New Unit

**MUSEE D'ART MODERNE** : 14 quai de New-York (723 61 27)  
2 novembre de 14 h à 22 h : L'orchestre sympathique de Serge Parre. Répétition publique du Martial Solal Band ; Gérard Badini Quartet Swing Machine ; Denis Levaillant-Christian Ville Duo ; Ethnic Trio-Yochk'o Seffer-François Cahen ; Dany Doryz Sextet ; String Trio de New-York.

## EN BANLIEUE

**A ELANCOURT**, au Centre des 7 mares, le 30 octobre 1981, dans la série la Culture des Autres, Fernando Marques donnera un concert de variété.

**A GENNEVILLIERS** : **Shamrock**, un concert de musique irlandaise, à la Maison des Jeunes des Agnettes, le 30 octobre à 20h30.

## EN PROVINCE

**A ANGERS**, le 5 novembre à 21 Heures, **François Béranger** se produira au Théâtre Place du Balliement, dans le cadre des galas des Artistes Sibecar

**A AGEN** le 3 novembre : Louissette Dussault, sera au Théâtre Municipal.

**A TOULOUSE** elle sera les 4, 5, 6 novembre au Centre Culturel, 24 rue Croix Baragon.

**A RENNES** auront lieu les secondes rencontres internationales du **Théâtre musical d'aujourd'hui**, du 4 au 8 novembre à la Maison de la Culture.

**A ANNECY** l'orchestre symphonique du Vénézuéla, sera au Théâtre d'Annecy le 31 octobre à 20h30.

## PARIS DANSE

**AU PALAIS DES GLACES**, du 3 au 29 novembre, plusieurs représentations du New-York Blues Ballet du Continent. Chaque soir à 20h30.

**THEATRE NOIR** à 20h30 Jusqu'au 5 novembre, danse traditionnelle de l'Inde de Bharata Natyam, au 23 rue des Cendriers.

## PARIS THEATRE

**THEATRE NOIR 23 rue des Cendriers**, les 29, 30, 31 octobre. Représentation à Paris pour le **Théâtre de la Résistance-Chili** qui présentera « les Livrets de l'Enfer » (La maîtresse d'Ecole, l'Autopsie et l'Orgie) une trilogie du dramaturge Buonaventura.

18h30 : Yerma d'après F.G. Lorca

20h15 *Faut pas faire ça tout seul* David Mathel, de Serge Ganzl, mise en scène de Georges Vitaly

22h15 *Louise la Pétroleuse*, de Cavanna dernière le 29 octobre.

*Sylvie Joly Show 25 pas plus* à partir du 31 novembre au 21 novembre inclus.

**LURCENAIRE FORUM** : Jusqu'au 3 novembre au 53 rue Notre Dame des Champs (69) plusieurs pièces.

**AU THEATRE ROUGE** : « Textomimo Théâtre » avec Koby à 18h30 (Acoaf et Svika fishon (31 Oct.))

A 20h30 « Douce » d'après Dostoievski (3 octo.) et à partir du 2 novembre, « Les Amis » d'A. Wesker par la Compagnie Laurent Terzieff.

La troupe de Jérusalem El Hakawati, invitée du Festival mondial de théâtre de Nancy en mai 1980, revient dans nos murs le lundi 9 novembre 1981. Elle présentera son nouveau spectacle. **Mahjoub, Mahjoub** à 21 heures au C.E.C. salle Saint-Paul. 35 cours Léopold. Le prix d'entrée est de 20 francs (étudiants et associations : 15 francs).



## Annonces Sans-Frontières

Une annonce à passer ? Un meeting à annoncer ou une pièce de théâtre à présenter ? Adressez directement toutes vos lettres, annonces personnelles ou de groupe à :

Sans-Frontière Rubrique « Agenda-Services »  
33 Bd Saint-Martin  
75003 - PARIS

## Le Théâtre de l'Olivier



**A GARDANNE** à la Maison du Peuple, jusqu'au 30 oct. 81 à 21 H : le Théâtre de l'Olivier poursuivant son action de création théâtrale et d'action culturelle engagée depuis 8 ans dans la région, présente un nouveau spectacle : **20 ans, déjà ! ou quel temps il fait là-haut ?**

Scénario : une soirée habituelle commence pour Lucien, Anna et leur fille de 19 ans, Viviane. Une soirée un peu lourde, avec François, le fils aîné, qui sort décidément beaucoup au lieu de s'occuper de sa candidature à la mine, avec ce motoculteur que Lucien devra changer, et avec

le chagrin de Viviane qui n'en finit pas.

Alors qu'ils auraient tant de choses à se dire, Lucien pousse le bouton de la boîte à images, la télévision. Ce soir, « Télé-Marseille », la chaîne régionale Provence-Côte d'Azur, retransmet le spectacle d'une troupe de théâtre du midi, intitulé : « 20 ans, déjà ! ou quel temps, il fait là-haut ? »

Un comédien s'avance et présente les personnages : Lucien, Anna, Viviane, François et Kader, l'annonceur de Viviane ; ce soir, les téléspectateurs deviennent acteurs.

## Le Théâtre de la Résistance - Chili

L'origine de la troupe se trouve bien sûr au Chili, où, à l'époque du gouvernement de Salvador Allende, à la mine de cuivre de El Teniente, un groupe de comédiens jouait dans les salles, dans la rue, sur les places de marché, à la campagne autour du feu.

C'était le Théâtre Expérimental du Cuivre, prolongeant au Chili les recherches menées par Enrique BUENAVENTURA en Colombie, par Atahualpa Del Cioppo au Pérou, au Brésil par Augusto BOAL.

Le 11 septembre 1973, à l'issue d'une représentation, les comédiens furent dispersés comme si une grenade avait été jetée sur la scène. Début 1974, Perla VALENCIA et Gustavo GAC ARTIGAS se retrouvaient en France. En novembre ils avaient reconstitué une Troupe, le Théâtre de la Résistance-Chili. Le TRCh donnait son premier spectacle pour un public français, en mai 1975. Ce fut « CHILE-LIBERTAD » présenté au TGP de Saint-Denis, à Nancy puis Avignon et dans toute la France.

« LES LIVRETS DE L'ENFER » constituent la 5ème création du TRCh. Avec ce nouveau spectacle, la Troupe veut s'employer à effacer l'image triste d'un peuple écrasé. Il s'agit d'une nouvelle étape consciente dans son travail. La poésie, l'humour, le rire, la parodie aident sa démarche théâtrale à retrouver tout son sens.

## PARIS CINE

**LE SANG DU FLAMBOYANT** : un film français de François Migeat sur l'histoire d'un héros populaire martiniquais. Avec Sanvi Panou, Jacques Perrin, Emilie Benoit au Forum (1er), St. Germain Village (5\*), Maxéville (9\*), Parnassiens (14\*). Allez le voir. On en reparlera.

**NOCES DE SANG**. Un film de Carlos Saura avec Antonio Grades : Christina Hoyos, Juan Antonio. 2° Impérial (742 72 52). VO : 5° Quintette (633 79 38) - 7° Pagode 705 12 15). 8° Ambassade (359 19 08), Olympie Balzac (561 10 60) - 11° 14 Juillet-Bastille (357 90 81) - 14° Parnassiens (329 83 11).

**L'EGYPTE EN CHANSONS ET EN IMAGES**. L'Association Tiers-Monde-Film, présente aux « 3 Haussmann au 2 de la rue Chauchat, 75009 Paris, des projections consacrées aux grands succès du film arabe, avec une semaine entière consacrée aux grands chanteurs Farid El Atrache, Oum Kalsoum, Mohamed Abdel Wahad, Fairouz.

**MOURIR A BELFAST**, de Tony Luraschi (USA) avec Craig Wasson, Pat Quinn, Sterling Hayden. 1er : Gaumont-Halles (297 49 70) - 6° Hautefeuille (633 79 38), Montparnasse 83 (544 14 27) (VF) - 8° Ambassade (359 19 08) - 9° Français (770 33 88) (VF) - 14° PLM St-Jacques (589 68 42)

**CINEMA LE DENFERT**  
24, Place Denfert-Rochereau  
75014 - PARIS  
Tél : 321.41.01  
(métro : Denfert-Rochereau)

**PROGRAMME DU 11 AU 24 NOVEMBRE 1981**

Mercredi 11 Novembre

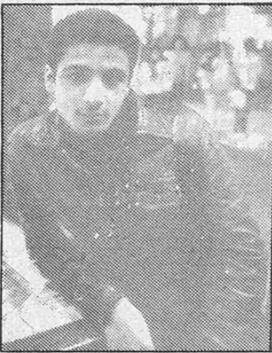
14 h - 16 h  
**LES LONGUES VACANCES DE 36** - Espagne - 1977 - couleur - V.O.STF de Jaime Camino avec : Analaï Gade, Ismael Merlo, Angela Molina, Vicente Parra, Jose Sacristan.

18 h **ESPOIR (Sierra de Teruel)** - 1939/1945 - V.O.STF de André Malraux

Court métrage : **PRAGUE L'ETE DES TANKS** - (Prague, août 1968).

20 h **VACANCES ROYALES** - France - 1980 - couleur de Gabriel Auer avec : Agnès Chateau, Didier Sauvagegrain, Francisco Curto.

22 h **LES LONGUES VACANCES DE 36**



Jeudi 12 Novembre

14 h - 16 h  
**LES LONGUES VACANCES DE 36**

18 h  
**VACANCES ROYALES**

20 h **ESPOIR (Sierra de Teruel)**

Court métrage : **PRAGUE, L'ETE DES TANKS**

20 h - 22 h **VACANCES ROYALES**

Samedi 14 Novembre

14 h **LES LONGUES VACANCES DE 36**

16 h - 18 h **VACANCES ROYALES**

20 h **ESPOIR (Sierra de Teruel)**

Court métrage : **PRAGUE**

## JEUX ET MOTS CROISES

par Hartmann

SOLUTION GRILLE N° 22

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	S	E	N	E	G	A	L	N	O
2	A	R	A	B	I	S	E	R	R
3	H	O	T	E	L	T	A	N	A
4	A	S	N	E	S	I	O	N	
5	R	V	E	T	I	L	L	E	
6	A	M	E	S	M	I	L	L	E
7	A	R	A	P	R	E	T		
8	A	R	P	O	S	E			
9	L	O	I	T	O	D	O	T	
10	I	C	I	A	N	G	O	L	A

GRILLE N°

1	2	3	4	5	6	7	8	9
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								

HORIZONTELEMENT :

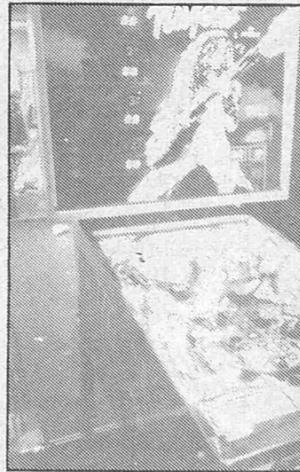
- Asservie ;
- Choix raisonné ;
- Fruit ;
- Intéresser. Fin de loyer ;
- Oiseau. Bruit sec ;
- Note. Pierre d'aigle ;
- Pays d'Asie. Fleurs ;
- Discrets ;
- Pays d'Afrique.

VERTICALEMENT :

- Ville du Maroc ;
- Paru. Salpêtre ;
- Treillage. Vieux roi ;
- géologue Suisse. Anneau ;
- Qualité de ce qui est acre. En rage ;
- fréquentative ;
- Fleuve d'Afrique. Faire briller. Dieu Grec. Peintre Italien ;
- Crispés.

3) PLACER DES NOMS D'OISEAUX

			N						
				N					
					N				
						N			
							N		
								N	



# LE CORPS FRAGILE

(à ma mère.)



*Je désirerais continuer à contribuer à la rubrique Mémoire. C'est pour cela que je vous envoie aujourd'hui un texte retraçant quelque chose de difficile à exprimer, disons un voyage, ce pas que font les gens qui partent vers un pays inconnu ... Il s'agit en l'occurrence d'un pan de l'histoire de ma mère, enchevêtrée bien sûr avec celle d'un tas d'autres femmes « immigrées » ...*

**T**u es pourtant venue. Jamel pressé contre ton sein. Avec son petit corps, tu as caché ta tristesse et ta peur. En ce jour mémorable, traversée pénible. Sans cesse tes yeux demandaient un peu de courage, peu de chose à ton mari - lui-même perdu sans possibilité de trêve dans une rêverie de solitaire, rêverie marécageuse et minée par le doute. Il n'a pas osé te dire combien sa propre angoisse était grande. Et la mer continuait de mener vos corps vers l'horizon. L'espace était vierge. Le silence étouffant et vous deux froissés au cœur de la dérive. Pour un voyage sous un ciel maintenant assombri. Le temps partait en lambeaux, tombait en ruines sous la pluie qui se mit à battre tambour, verticale à l'image de la nuit qu'elle blessait. Longues saignées blanches dans le corps de la masse noire. Comme si la durée n'existait que sous une forme d'apparence, tu oubliais que tu avais un corps habité de pulsations, de tensions, d'amour et de mémoire. De mémoire ... L'autre rivage, au loin, n'avait plus aucune consistance. Était-ce déjà de l'histoire ? Toujours est-il qu'en ce monde inséré entre le flou du regard et l'envie de dormir pour s'en aller, tu ne pouvais que recenser tes oublis.

Des murs nus, un lit froid, une armoire

puant le renfermé. Tu as voulu imaginer les visages qui peuplèrent en des temps révolus cette maison mangée par l'abandon, mais ton esprit s'est vite découragé car tu as réalisé, entre-temps, l'énormité de la tâche qui t'attendait. Balayer, laver, nettoyer, curer, astiquer. Tu as fait le tour de l'appartement une fois, deux fois, des dizaines de fois et tu t'es posé des questions à mesure que tes mains pourchassaient la saleté. Tu as tourné et retourné tes appréhensions des lendemains.

Comment faire, comment faire ? Aurais-je le courage ? Aurais-je le courage de descendre dans la rue, de me déplacer au milieu de ces gens que je ne connais pas et dont le regard me glace le sang ? Oserais-je lever les yeux sur eux ? Non, non, mes pieds flancheront, je tomberai, je m'évanouirai ... Je ne peux sortir. Là-bas dans mon pays, j'étais protégée. Par le voile, et la densité des foules. Ici, je les vois, de ma fenêtre ; ils sont séparés, dispersés ; chacun occupé par son propre rythme. Pas de foule. Les gens de cette ville ne se touchent pas. Ils ne se bousculent pas. On a l'impression qu'ils se détestent ... Et où irais-je ? Dans un magasin ? Je ne sais pas parler leur langue. Demander du pain ou de la viande, mais comment ? On rira de moi, je rougirai, je mourrai de hon-

te ... On dira que je suis étrangère, on regardera ma robe et on la trouvera bizarre. Ridicule ...

Tu te retourneras et tu verras ton fils en train de feuilleter un illustré (cette chose que tu appelles toujours « journal »). Tu le prendras dans tes bras et tu l'embrasseras. Il te paraîtra léger, léger, et tu ne te douteras pas qu'un jour ce même Jamel pressera sa mémoire pour en exhumer ton histoire de femme sacrifiée ...

**T**u t'es toujours sentie à l'aise en ville. Plus exactement, mal logée dans ton corps, car les rues te donnent un frisson douloureux qui non seulement embarrasse ta chair, mais détruit en toi toute envie d'épanouissement. Ta vie a manifestement changé depuis ton arrivée en France. Privé de soleil et d'odeurs d'épices, ton corps n'arrive plus à retrouver l'indispensable équilibre qui donne sa signification à l'existence.

Et d'abord, qu'est-ce que c'est que ce silence qui étirent ton territoire intérieur depuis la mort accidentelle de ton mari ? Pourquoi cette solitude, fade et épineuse, te tombe-t-elle sur la tête ? Comment peux-tu éviter les agressions tentaculaires d'un dehors étrange et pernicieux qui harcèle et rend fou.

Faire ses courses (et sentir cinquante regards sur cent vous mépriser vous réduire en une ridicule poussière répudiée avec agacement par des paupières habituées à l'étroitesse des préjugés).

Faire ses courses, préparer les repas, coudre et rapiécer. Laisser (entre deux battements de cœur ou deux coups de balai) s'évader les yeux à travers l'interdit des fenêtres closes. Revenir à son corps meurtri par les serres de l'absence devenue maîtresse de l'esprit, retourner au magasin parce qu'on a oublié d'acheter des oeufs, se retrouver une demi-heure après entre les murs qui ne changent pas, devant une télévision qui rabache les hantises obscures d'une société étrangère à sa vie.

Faire des courses, refaire ses courses. Et l'argent qui fout le camp et ne revient pas, et les enfants qui exigent et la famille lointaine qui envoie courrier sur courrier (désespoir sur désespoir) et la tête qui tourne, tourne. Le corps qui se découvre sur la surface muette du miroir, sous la blancheur d'un drap, orphelin de lui-même, à la fois libre et entravé, et la main qui ne sait plus quelle rive aborder ni quel soupçon taire et qui saborde ses illusions par crainte d'un suicide intégral.

**F**aire ses courses et oublier qu'on est femme ; éloigner le désir et ses images suaves, les rêves et leur délicieux désordre, éviter les contrées de là-bas et leur chant, repousser tout cela derrière la somme des devoirs, ne sachant plus, où ni comment recueillir son passé ... Faire ses courses seulement. Se taire. S'interdire de lorgner le bonheur des autres (convoitise, envie, jalousie : *détritus démoniaques*). Raser les murs, les vénérer au même titre que Dieu, en faire ses complices et ses défenseurs.

Les autres, tu les vois passer, âmes flottantes en marge du réel. Ils s'en vont machinalement puis disparaissent comme un rêve. Comme s'ils se réfugiaient derrière une abstention volontaire ou un renoncement définitif. Ils émigrent loin de ta mémoire fatiguée, qui essaie pourtant mais vainement d'en retenir une petite image, un soupçon de vérité. Mais existe-t-il une vérité chez des gens qui, méprisant en toute évidence les repères de l'horloge, ne s'arrêtent pas au seuil de ta présence ?

Tu ne sais pas comment intercepter ces êtres qui te dénie toute humanité en refusant de te reconnaître. Ils ont l'air de te crier à la face : tu ne ressembles pas aux autres femmes. Tu appartiens à une autre race, ta chevelure est trop brune, ta peau n'a pas la même blancheur que celle de nos femmes, ta démarche est ridicule ... Ils te repoussent ; ils espèrent te noyer dans ta propre honte, faire de toi ce qu'ils veulent ... Maintenant, tu es malade de toi-même parce que tu ne trouves pas les mots qui sauvent. La barrière de la langue est infranchissable. Les mots ne sont pas encore de ton côté. Peut-être un jour. Tu te tais.

De ton point de vue (que tu n'exprimes pas), tu te vois aux prises avec des gens qui gravitent dans la confusion des idées et des choses ; qui se gavent de cette confusion au point de ne plus pouvoir dégueuler le surplus. Certes, tu voudrais que cela fût faux mais la réalité décevante que t'imposent ces êtres résilie en toi toute ardeur à rêver le monde autrement. Bien plus, la fuite de ces « âmes flottantes » se traduit chez toi par une accumulation de sensations qui, le soir, se métamorphose en angoisse profonde. Une de ces angoisses que l'on ressent au contact des visages anonymes. Angoisse qui te renvoie à ta propre cruauté. Qui te pousse à ruer comme un animal maltraité ou pris au piège d'une bonté perfide. Alors tu secoues tes membres à l'instar des suppliciés, dans l'espoir précaire de gagner une minute de vie. Une pulsion de cœur normale.

Abdelkader Zibouche